

**KPB - archief** **Archives PCB**  
eigendom / propriété HISPATK-PATHISC  
beheer / gestion DACOB & CARCOB

**PB / BP** **31**

BP31-1886



## PROCÈS VERBAL DU BUREAU POLITIQUE EXTRAORDINAIRE DU 19 FÉVRIER 1986

Présents : P. Beauvois - J. Debrouwere - F. Delmotte - R. Dussart - R. Jacobs -  
L. Loose - J. Moins - S. Nudelhole - Cl. Renard - J. Turf - Louis Van Geyt -

Excusés : M. Couteau - J. Nagels - J. Vercaigne

=====  
Comme convenu en conclusion du "conclave" du 7 février, L. V.G. a rédigé une note à propos de laquelle a lieu un large échange de vues au terme duquel un consensus se dégage

1°/ à propos de "l'hibernation" du BP : pour "rectifier" le tir, ne plus renoncer à se situer politiquement à l'égard des problèmes réels du mouvement réel, sur le plan national, et pour ainsi, organiser de façon active plus de cohérence dans les réactions du parti. Cela ne contredit bien entendu pas la nécessité de poursuivre la réflexion "à plus long terme";

2°/ à propos des enjeux du congrès :

a) <sup>pour</sup> approfondir d'ici le congrès notre réflexion sur les thèmes :  
sacrifiés de la société duale  
économie de paix (cf. une autre manière de produire et de consommer)  
et mettre ces questions, en même temps que celles évoquées plus amplement dans le document du CC au coeur des travaux du congrès national;

b) sur l'indispensable dépassement des étroitesse, de la gauche traditionnelle, avec souci d'influencer le mouvement réel en se saisissant effectivement de toute possibilité de sensibilisation, mobilisation (cf. aussi jonction entre mouvement ouvrier et lutte pour la paix) ;

3°/ à propos des structures : sur la nécessité pour éviter le blocage de la discussion sur le fond (2°) - de prendre en compte, sans attendre le congrès national, l'aspiration majoritaire dans la composante flamande du parti d'une modification de ses propres structures.

Accord à ce propos avec les propositions de timing formulées par LVG pour les différentes phases du processus d'adaptation des structures.

Une suggestion de travail complémentaire à ce schéma est avancée : pour mieux assurer déjà à court terme les relais entre exécutifs, association systématique d'un camarade flamand et d'un camarade wallon parmi les plus opératifs sur le terrain fédératif aux travaux du Secrétariat national ;

4°/ à propos de la relève : sur nécessité à la fois d'assumer la continuité et le renouveau et de traduire aspiration à un nouveau dynamisme dans la composition des



instances sans gonfler les effectifs.

Problèmes à examiner en liaison avec les niveaux fédératifs.

Le prochain B.P. examinera :

- un bilan-programme des prises de position et initiatives nationales du Parti ;
- une information synthétique sur 27e congrès du PCUS ;
- une information sur état des Fonds spéciaux.

Le BP suivant réexaminera la question de la relève.



## PROCÈS VERBAL DU BUREAU POLITIQUE DU 7 MARS 1986

Présents : P. Beauvois - M. Couteau - F. Delmotte - R. Dussart - R. Jacobs - J. Moins -  
S. Nudelhole - Cl. Renard - Jef Turf - L. Van Geyt - Jules Vercaigne

Excusés : J. Debrouwere - L. Loose - J. Nagels

### I. PRISES DE POSITION ET INITIATIVES DU PARTI AU NIVEAU NATIONAL

- Au départ d'un bref bilan depuis la rentrée de janvier en cette matière (cf. les BP extraordinaires des 7 et 21 février), le BP procède à une évaluation de la situation présente et du sens des appréciations et propositions à diffuser dans la quinzaine.
- Si la "sensibilisation", au niveau du mouvement ouvrier proprement dit, sur les problèmes interprofessionnels (concertation) et même budgétaires (services publics y compris), ne paraît guère dépasser jusqu'ici, certaines couches de militants - d'autres éléments montrent que l'état du mouvement populaire ne se résume ni à la passivité, ni à l'attentisme :
  - le développement d'une résistance active aux agressions patronales et gouvernementales, en front commun "à partir de la base" et au-delà au Pays de Waes, au Limbourg, autour d'Ideal Standard ; bataille de la FN et d'autres ;
  - la vivacité des réactions de larges secteurs de l'opinion à propos de l'affaire Kirschen, de l'affaire AMOCO ou de certains aspects des problèmes de la pauvreté (Mike et "les deux Dehaene" à la BRT) ;
  - aussi et tout particulièrement, la mobilisation des jeunes qui déborde nettement les initiatives unitaires à partir des "états-majors" et évoque de plus en plus le lien entre les problèmes posés au départ (stage d'attente, service militaire) et ceux, plus fondamentaux, de la formation et de l'emploi.
- Face à cette situation incertaine, le gouvernement biaise et manoeuvre, sous le signe d'une certaine tension entre néo-libéraux intransigeants et démo-chrétiens. Son apparent immobilisme pour manque de cohésion ne doit cependant pas tromper : tout en cherchant à réduire les oppositions là où la résistance et la riposte s'organisent sur un front large - jeunes, prépensionnés, mineurs et sans-travail du Limbourg ... - il mise sur le répit des vacances d'été, pour frapper les grands coups qu'il prépare en matière de relations interprofessionnelles (norme de compétitivité, etc) et de coupes sombres budgétaires (sécurité sociale, services publics, etc). Il compte, pour y parvenir, sur la complaisance des appareils des grandes organisations populaires chrétiennes, et sur la contestation essentiellement parlementaire de l'axe FGTB-opposition socialiste.
- Dans ces conditions, il appartient au parti de militer ouvertement, "tous azimuts", pour les unions et les actions les plus larges possibles, en vue de faire reculer le gouvernement et le grand patronat sur toute une série de terrains, dès avant la période des vacances :
  - non seulement les revendications des jeunes dont la montée rapide nous a surpris un peu plus qu'il n'aurait fallu (à voir avec la JC, la JK, etc) ;
  - mais encore des problèmes de société tels que les scandaleuses complaisances du pouvoir en matière de grande fraude fiscale, ou d'"évacuation" des débuts industriels, les abus de puissance des trusts de l'électricité face aux consommateurs les plus démunis, ou encore la politique anti-nationale et anti-européenne de liquidation des charbonnages de Campine par "régionalisation des pertes" imposée ;



- enfin aussi, les enjeux majeurs qui sont au coeur de la "concertation sociale" et des mauvais coups que prépare le gouvernement sur le terrain budgétaire (importance à cet égard de l'alliance des travailleurs et des usagers des services publics).
- Le BP charge dès lors le Secrétariat, de préciser comment traduire l'essentiel de cette orientation, dès les prochains jours, en direction de l'opinion publique, dès les prochains jours, et comment mobiliser les forces actives du parti, notamment à la faveur des congrès fédéraux, en vue de la porter vers les forces populaires, "par-delà toute étroitesse" (et en particulier, par-delà les limites de l'alliance unicolore FGIB-opposition socialiste, qui ne mise que sur l'"usure à terme" de la coalition gouvernementale).
- Le BP retient en outre, la suggestion de préparer une conférence de presse sur "l'argent disponible pour mener une autre politique" (grande fraude, transferts des multinationales ...) ainsi que celle de prendre des initiatives en vue du "1er mai axées sur le soutien des luttes en cours", telles celles des jeunes.

## 2. PREMIERE INFORMATION SUR LE 27E CONGRÈS DU PCUS

- Après avoir entendu une communication de LVG à ce propos, le BP décide d'en discuter lors d'une très prochaine séance, en présence de JDB.

## 3. ETAT DES "FONDS SPÉCIAUX"

Le BP prend acte de la communication écrite à ce propos que lui présente RJ, au nom du Secrétariat.

## 4. SUITES DE L'AUDIT SPE

Sur demande de PB, LVG précise la portée du point correspondant du PV du Secrétariat du 18/2/86.

Il est entendu que le recrutement d'un directeur de l'imprimerie, qui ressort de la compétence de la commission "ressources" près le Secrétariat, n'en fera pas moins l'objet de consultations appropriées, en vue du parachèvement de la séparation "SPE-DR", avec les responsables du journal (et que les relais nécessaires seront également établis en temps utile avec le "client" RV-VPU).

## 5. DIVERS

À propos des larges extraits du rapport Gorbatchev publiés sous forme de supplément publicitaire dans le DR, il apparaît une nouvelle fois qu'un effort plus systématique s'impose en matière de coordination entre direction du DR et direction de la Maison de la Presse.



## PROCÈS VERBAL DU BUREAU POLITIQUE DU 21 MARS 1986

Présents : P. Beauvois - M. Couteau - J. Debrouwere - F. Delmotte - R. Jacobs -  
J. Moins - J. Nagels - S. Nudelhole - Cl. Renard - J. Turf - L. Van Geyt -  
J. Vercaigne

Excusés : R. Dussart - L. Loose

### 1. THÈMES POUR RÉOLUTION GÉNÉRALE DE CONGRÈS

Large échange de vues sur le canevas proposé par L.V.G. au terme duquel le B.P. marque son accord avec le fond et

- pour que le canevas L.V.G. soit en fait le canevas de son introduction au Congrès;
- pour reprendre dans un texte court (J.D.B., A.D., J.N., Cl. R.) à soumettre au prochain B.P., les idées essentielles du canevas et notamment
  - 1°/ l'importance de l'économie de paix ;
  - 2°/ l'importance du choix devant lequel est placé l'humanité aujourd'hui, quelque soit le régime : mettre l'évolution technique et scientifique au service de l'homme ou non;
  - 3°/ le nouveau type de lien entre questions 1°/ et 2°/ et la lutte des classes contemporaines.

En marge de cette discussion, L.G.V. attire l'attention du B.P.

- 1°/ sur réunions de concertation parti-J.C., J.K. à propos des batailles des jeunes et sur efforts à faire pour établir des ponts entre objectifs immédiats et objectifs politiques plus généraux ;
- 2°/ sur dispositions prises par le Secrétariat pour concertation avec scientifiques (cf. politique gouvernementale de "rabotage" de toute politique scientifique, économie de paix etc...).

### 2. ORGANISATION DES TRAVAUX DU CONGRÈS

- Prévoir
- présidents et rapporteurs pour les 4 groupes de travail et la commission des candidatures
  - présidence du congrès

Commission candidatures : M.C. préférant ne pas la présider, demander à R. Dussart.

Le nouveau C.C. reconduisant pour 2 mois les exécutifs sortants au niveau national jusqu'aux congrès fédératifs, il serait logique qu'il reprenne tous les sortants B.P.-secrétariat de façon à permettre une préparation harmonieuse rénovation/continuité.

Consensus pour ne pas toucher au principe de la parité pour le moment, et pour s'y tenir autant que le permettent raisonnablement les faits (si une aile présente moins de candidats valables qu'il n'y a de "places" disponibles, ne pas pour autant restreindre l'autre).



## PROCÈS VERBAL DU BUREAU POLITIQUE DU 8 AVRIL 1986

Présents : P. Beauvois - M. Couteau - J. Debrouwere - F. Delmotte -  
R. Dussart - R. Jacobs - L. Loose - J. Moins - Cl. Renard -  
L. Van Geyt - J. Turf

Excusés : S. Nudelhole - J. Vercaigne - J. Nagels

### 1. CONGRÈS

Propositions du B.P. au C.C. :

- Horaire : rapport C.C.F. le vendredi soir par M. Montfort.
- Présidence du congrès : Georges Declercq, Daniel Fedrigo, Ro Lewin,  
Ludo Loose, Eric Remacle, Claude Renard, J.M. Simon (Liège),  
Louis Van Geyt, Dirk Vonckx

dont Dirk président d'assemblée le vendredi

Daniel, président d'assemblée le dimanche

- Groupes de travail (le samedi et communication le dimanche)

	<u>Président</u>	<u>Rapporteur</u>
22	1. J. Debrouwere <b>A</b>	J. Moins
33	2. R. Dussart	J. Turf <b>B</b>
38	3. Cl. Renard	F. Delmotte <b>C</b> <i>mettre mieux</i>
33	4. D. Vonckx <b>D</b> <i>on</i>	J. Nagels

rapport général (le dimanche) : Cl. Renard

- Candidatures : présidence francophone : M. Couteau et J. Blume  
présidence flamande : L. Loose et M. Dullaert

Motions d'actualité : - perspectives statutaires : L. Van Geyt  
- essais nucléaires - missiles et cie : J.D.B.  
- Martens VI : Jef Turf

Avant-projet de résolution : échange de vues sur la 2e mouture du  
texte en présence d'A. Duchateau.

Une 3e mouture sera distribuée aux membres du C.C. samedi matin, en  
leur laissant le temps d'en prendre connaissance et d'amender.

- Les candidatures au C.C. :

- . rappel de ce qui a été dit sur la parité (notes du B.P. du 21/3) ;
- . information sur les propositions concernant la présidence fédérative  
wallonne et francophone : R. Dussart et la vice-présidence nationale :  
Cl. Renard ;



- . information et échange de vues sur les candidatures pour le C.C. proposition pour la procédure de vote à soumettre au C.C, en fonction des dispositions statutaires.

x aile flamande : ne pas barrer moins de noms que le nombre de non-retenus à la commission.

x aile francophone : se fixer comme objectif le nombre 35 (le même objectif qu'il y a 4 ans) : assurer, à l'intérieur de cette "fourchette" le rééquilibrage nécessaire entre "provinces" wallonnes et une suffisante présence bruxelloise.



PROCES-VERBAL DU BUREAU POLITIQUE DU 22 AVRIL 1986.

-----

Présents: M.Couteau, J.Debrouwere, R.Dussart, R.Jacobs, L.Loose, J.Moins  
J.Nagels, S.Nudelhole, C.Renard, L.Van Geyt.

Excusés: P.Beauvois, J.Turf, J.Vercaigne.

1. Echange de vue sur les travaux du 25ième congrès national.

Sur la forme : travail en groupes unanimement apprécié, suggestions sont faites pour l'avenir :

- pour envisager une réduction de la tailles des groupes et homogénéiser les méthodes de travail,
- pour prévoir un délai suffisant entre les groupes de travail et la séance de synthèse (cf. conditions de travail impossibles ét pour le rapporteur, ét pour l'équipe technique),
- pour que le congrès se déroule au maximum en séances publiques,
- pour un certain tri dans les motions proposées en dernière minute.

Sur le fond : Le B.P. est d'avis que, pour l'essentiel, le Congrès a donné assez largement ce qu'on pouvait en attendre - les résultats obtenus restant toutefois fragiles.

La presse a, dans l'ensemble, bien enregistré:

- les raisons du report de l'élection des exécutifs,
- le dépassement dans le parti du stade des murs des lamentations,
- les idées forces nouvelles:
  - o l'exigence de prendre en compte le monde du travail contemporain dans sa diversité,
  - o la nécessité de "dépasser les conceptions et pratiques d'union et d'alliances réductrices au niveau de la gauche",
  - o l'économie de paix (notion à travailler en profondeur rapidement).

Sur l'élection du C.C.: Le B.P. se félicite de ce que le parti admette mieux qu'il y ait en son sein des "colorations différentes".

Il n'en reste pas moins vrai que le large consensus "vers l'avant", dégagé sur les problèmes de fond ne s'est traduit que fort partiellement lors des votes pour le C.C. - comme le montrent notamment les résultats médiocres obtenus par plusieurs candidats bruxellois dans l'aile francophone et par deux membres du B.P. sortant dans l'aile flamande - chaque fois sans que ces votes aient été précédés par une discussion politique (claire et argumentée) sur ces candidatures.

Il sera donc nécessaire de poursuivre, y compris dans la perspective des congrès fédératifs, les efforts en vue de mieux cerner et dépasser les tensions sous-jacentes que ces votes traduisent, efforts auxquels il est normal d'attendre que tous les membres de la direction du parti prennent une part active.

Sur un autre plan, le B.P. charge le Secrétariat de l'aider de voir plus clair dans les raisons pour lesquelles un certain nombre de délégués flamands ont remis des bulletins ne respectant pas la "fourchette" retenue par le Congrès, pour l'élection des membres wallons et francophones du C.C.



## PROCÈS VERBAL DU DU BUREAU POLITIQUE DU 2 MAI 1986

Présents : P. Beauvois - M. Couteau - J. Debrouwere - R. Dussart - R. Jacobs-  
J. Moins - S. Nudelhole - Cl. Renard - L. Van Geyt.

Excusés : J. Nagels - J. Turf - J. Vercaine

### 1/ BILAN DU 1ER MAI ET DES MOBILISATIONS SOCIALES EN COURS :

Echange d'informations au terme duquel un accord se dégage sur questions-clés pour l'essor du mouvement dans les services publics :

- liens avec les usagers (susciter motions de solidarité RAPD-FAPEO...) ;
- front avec enseignants du réseau catholique qui ont toutes les raisons de se battre pour le retrait des mesures (plûtôt que contre Martens) ;
- relais en direction du 31 mai (qui devrait regrouper l'ensemble des forces hostiles aux mesures gouvernementales) et au-delà.

Pour ce qui concerne l'alternative, se saisir des arguments émanant de forces diverses (y compris l'ACW).

### 2/ ENERGIE NUCLÉAIRE

- Echange de vues sur l'accident de Tchernobyl et sur les questions connexes de la démocratie, de l'information et du contrôle social, face à la technocratie, ainsi que sur le rythme des innovations imposé par les multinationales (à prendre en compte dans nos réflexions sur l'économie de paix).
- Rassembler prises de position du parti en matière d'énergie nucléaire pour actualisation dès que possible.

### 3/ FÊTE DE LA PRESSE

Le Secrétariat national - a pris acte de ce qu'il n'était plus possible d'organiser un fête en septembre 86 ;  
- a retenu comme hypothèse de travail l'idée d'une fête "rénovée" au printemps 87, selon une formule à convenir avec les instances fédératives.  
Plusieurs camarades regrettent d'être informés aussi tardivement de ce report.

### 4/ CONGRÈS FÉDÉRATIFS

Prévoir information du BP, sur allure prévisible des congrès fédératifs, notamment dans perspective du CC de juin.



## STRIJDEN IN DE BREEDST MOGELIJKE EENHEID.

Interview met L. Van Geyt - Drapeau Rouge van 2 mei 1986.

Dit jaar luidt 1 mei een belangrijke maand in, want dan zal blijken of het agressieve plan dat door de regering Martens-Gol werd opgesteld ~~xxx~~ het zal halen, ofwel zal gekelderd worden.

Een antwoord dat zal afhangen van de volkskrachten, zoals Louis Van Geyt, voorzitter van de Kommunistische partij, zou verduidelijken ten gelegenheid van het Feest van de Arbeid. "Want niet alleen de linkerzijde en de wereld van de arbeid worden aangevallen. Wie ook in het schietveld van de regering Martens ligt, zijn de gebruikers van de openbare diensten, de jongeren, de kleine zelfstandigen, handelaars en landbouwers, de wetenschappelijke middens..."

Wanneer men in deze voorwaarden het oppositieterrein uitsluitend tot de linkse krachten beperkt, men de plannen van de rechterzijde aan de macht vergemakkelijken.

Verschillende elementen tonen aan dat een zeer brede strijd kan georganiseerd worden. Zoals in Limburg ook niet uitsluitend de linkerzijde de mijnwerkers mobiliseert voor de verdediging van de steenkoolmijnen. Maar wel het geheel van de bevolking, die nochtans in grote meerderheid CVP-gezind is, verzet zich tegen het plan tot

sluiting van de putten. In de openbare diensten is men getuige van een eenheid van de drie vakbonden. In het onderwijs komt het er op aan niet in de val te trappen. Gans de sektor wordt gevisieerd, niet alleen het rijks-onderwijs.

Voor Louis Van Geyt is het dus van belang te ijveren voor een breed verzet en een breed front, Inbegrepen de middenklassen. Met vakbondsorganisaties die werkelijk onafhankelijk zijn van de PS, zelfs indien deze laatste verklaart, bij monde van zijn meest vooraanstaande woordvoerders, dat men op haar moet vertrouwen, en op haar alleen. Zonder duidelijke oplossingen voor te stellen.

Maar de middelen bestaan om van politiek te veranderen. Zij zijn niet nieuw. Verhoogde belasting van de inkomsten uit kapitaal, <sup>van de</sup> bankintresten die met de openbare schuld gespreisd worden. Maar ook de privé-kapitalen die in de oorlogsindustrie en in de militaire uitgaven worden gestoken zowel nationaal als internationaal. Dat zou ondermeer toelaten om meer middelen te geven aan de gewesten. En op die manier beter aan hun noden te beantwoorden.

Daarom, zou de voorzitter van de KPB nogmaals verduidelijken, moet men de enge visie verlaten van de strijd die alleen door de linkse krachten tegen de regering Martens-Gol moet gevoerd worden. Daarom zijn wij tegenstander van het ordewoord "Allen achter het vaandel van de Socialistische partij".



## PROCÈS VERBAL DU BUREAU POLITIQUE DU 16 MAI 1986

Présents : P. Beauvois - M. Couteau - J. Debrouwere - R. Dussart -  
L. Loose - J. Moins - S. Nudelhole - Cl. Renard - J. Turf -  
L. Van Geyt

Excusés : R. Jacobs, J. Nagels, J. Vercaine

### 1. SITUATION POLITIQUE

Accord du BP sur le fait - que la clé de succès du mouvement, c'est le front commun et qu'il est donc nécessaire de tout mettre en oeuvre pour le favoriser (à cet égard, le secteur enseignement est particulièrement délicat cf. CGSP enseignement-PS-PRL et défense de l'école publique : risque de priver le mouvement d'un de ses atouts essentiels);

- qu'il faut aider le privé à se joindre au mouvement plus que par solidarité ==> mettre en évidence en quoi le privé est aussi touché ;

- qu'il faut expliquer quels sont les moyens alternatifs pour réduire le déficit de l'Etat (pas nécessairement de 200 milliards !) ;

- mettre un terme aux cadeaux aux banques (cf. article signé Crésus - La Cité 30 avril) ;

- lutter contre les gaspillages (Doel V, achats militaires coûteux et non créateurs d'emplois) ;

- incitants fiscaux pour investissements créateurs d'emplois, sous contrôle des Conseils d'entreprise (cf. propos. Martou).

Accord du BP pour faire passer l'ensemble de ces orientations au plus vite dans les fédérations ==> le BP retient, plutôt qu'une réunion du CC des réunions de militants avec membres du BP dans les fédérations : contacter les fédérations dès aujourd'hui.

Trouver terrain d'action pour camarades prépensionnés-chômeurs etc...

### 2. PREMIER ÉCHANGE DE VUES PRÉPARATOIRE AU C.C. ÉLECTIF DE JUIN

- Calendrier : C.C. convoqué le 14 juin ==> réunion BP aura lieu le mardi 10 juin et le cas échéant une 2e réunion le 13 juin.

- Premier échange de vues sur perspectives d'élection des futurs BP et Secrétariat compte tenu des évolutions prévisibles au niveau des exécutifs à élire à l'issue des Congrès fédératifs.

Tout indique qu'il s'imposera de prendre en compte, pour la composition du BP, les "rééquilibrages interprovinciaux" en cours dans l'aile wallonne et francophone, et le "rajeunissement" entamé dans l'aile flamande.

En ce qui concerne la composition du Secrétariat, il apparaît nécessaire de mieux prendre en compte son rôle fonctionnel de "coordonnateur" des



activités de l'ensemble du parti et de "collectif d'administration" de celui-ci : il importe donc qu'en fassent partie les responsables principaux (aux niveaux politiques et d'organisation) de nos "ailes" ; il paraît recommandable, en outre, de prévoir un fonctionnement simple de cette instance, qui implique la participation systématique à ses travaux, comme "invités" ou "associés", chaque fois que les points à traiter les concernent, des responsables fédératifs à la propagande, des responsables internationaux, responsables de gros dossiers etc...

Le BP marque son accord pour que LVG entreprenne, dès à présent, un certain nombre de "démarches exploratoires".

Suite à la prochaine réunion.

### 3. CONGRÈS PCI

S.N. donne informations sur la portée du congrès et la manière dont le PCI se situe "comme partie intégrante de la gauche européenne".

### 4. LETTRE DE D. VONCKX AU NOM DU CF DE GAND

Information. JDB demande examen rapide au niveau du BP.  
Informations complémentaires seront prises à cette fin d'ici prochaine séance.



L. Loose  
Traduction en cours

PROCÈS VERBAL DU BUREAU POLITIQUE DU 19 JUIN 1986

Présents : P. Beauvois, J. Debrouwere, J. Degeyter, M. Dullaert, D. Fedrigo,  
R. Jacobs, M. Levaux, L. Loose, J. Moins, J. Nagels, Cl. Renard,  
J. Turf, L. Van Geyt

Excusés : R. Dussart, J. Vercaigne

1. SUITES DU C.C. DU 13

- 0 Nouveau secrétariat a été installé : rôle plus pratique qu'auparavant  
dispatching fonctionnel et bilingue  
entre instances nationales et fédératives.
- 0 Bureau politique : exécutif politique national  
accord unanime pour que S.N. participe de plein  
droit à la partie internationale des travaux du  
BP (sans droit de vote) et comme invité à l'ensemble  
des travaux.
- 0 Fuites vers De Morgen : le BP regrette et soulignera au prochain  
C.C. que pour que ses débats puissent rester libres,  
il faut s'en tenir à la règle selon laquelle les échos  
vers la presse sont assurés par les instances désignées  
à cette fin.
- 0 Mise en place du groupe de travail sur la fédéralisation ==> accord  
avec la proposition de LVG pour la constitution du noyau  
de ce groupe :
  - a) le BP désigne : M. Dullaert  
J. Moins (sous réserve de consultation  
du Bureau bruxellois)  
Cl. Renard  
L. Van Geyt
  - b) le BP demande aux 2 bureaux d'aile de désigner chacun  
2 représentants.

2. SITUATION POLITIQUE

Bref échange de vues qui met en évidence que

( dans l'enseignement, des relais sont pris pour septembre (sauf dans le  
primaire) ;

- à la veille de la nouvelle réunion de la concertation interprofession-  
nelle, la direction de la CSC maintient une certaine résistance et les  
tensions s'accroissent au sein du gouvernement ;
- pour ce qui est du privé, il importe de mettre l'accent sur l'aspect  
"bombe à retardement" de Val-Duchesse :
  - effets de la diminution des investissements et des



aides publics sur emploi dans la construction , les fabrications métalliques, etc...

- effets des mesures déflatoires sur la consommation privée et donc sur secteurs travaillant pour marché intérieur.

(Voir propositions de certains banquiers pour accentuer rééchelonnement de la dette).

Il est suggéré que chaque aile prépare un "Faits et Arguments" pour la rentrée qui notamment, approfondisse et mette à jour les arguments pour l'alternative.

Information sur projet de l'aile flamande d'un document spécifique sur la problématique enseignement-recherche - dans foulée des réunions sur politique scientifique convoquées sous les auspices du BP - à la rentrée.

Discussion à poursuivre sur toute la matière évoquée ci-avant ce lundi 23/06 pour préciser - après échéances de ce week-end, comment orienter les commentaires à faire d'ici fin juin.

### 3. PLAN DE TRAVAIL

=,=,=,=,=,=,=,=

A mettre en oeuvre en vue du C.C. du 13/09 pour concrétisation des orientations du 25e Congrès sur 3 grands thèmes de ce congrès :

- les mutations
- la stratégie des alliances larges : notion rapidement mise à l'épreuve des faits qui a permis progrès dans sa compréhension
- nouveau modèle de développement et économie de paix : LVG synthétise les différences de sensibilité (à propos du nouveau modèle de développement) dans les composantes fédératives et suggère de poursuivre réflexion pour des propositions alternatives s'inscrivant dans les besoins propres des régions mais en maintenant un cadre commun qui pourrait être la notion de croissance qualitative.

Accord sur efforts à poursuivre pour assurer de manière la plus réaliste/<sup>possible</sup> les jonctions entre ces préoccupations et le mouvement, dans toutes ses composantes.

Echange de vues

- X sur le cas concret du T.G.V. d'où il ressort en tout état de cause qu'il faut constituer un dossier sérieux (JN-A.Drumaux) ;
- sur l'utilité de rencontres internationales (cf. préoccupations convergentes - JDB fera une note à ce propos) : contacts bilatéraux semblent les plus "faisables" dans ce premier stade.

A ce propos, souhait est émis d'une certaine planification et spécialisation dans les contacts internationaux ainsi que d'une information systématique du BP quant à leurs résultats.



NOTE DE TRAVAIL EN VUE D'UNE DEUXIEME LETTRE OUVERTE.

"2e lettre ouverte aux partis et formations qui s'opposent au plan casseur de Val-Duchesse " (cf. CONTACTER SEP AVANT PUBLICATION).

- a) brève reprise de la substance du communiqué de ce lundi ;
- b) référence à la "1ère lettre ouverte" du 26 mai et au fait qu'elle a suscité plusieurs réponses "venant de formations francophones et flamandes".

Outre celle, publique, de SEP, nombre d'élus au niveau des forces sociales et syndicales" de W, de Fl. et de Bxl et accusés de réception intéressés de plusieurs partis politiques.

De son côté, président du PS (G.S.), avait réagi en évoquant "une éventuelle concertation (entre formations opposées au plan de Val-Duchesse), lorsque nous pourrions mieux apprécier les résultats des actions sociales actuelles". Certes, ~~les~~ "actions sociales" <sup>il est</sup> loin d'avoir pris fin, et <sup>seul</sup> trop tôt pour en évaluer globalement les résultats.

Cependant, mouvement d'opposition ne s'est aucunement arrêté fin mai, ou à ce jour; il a englobé forces très larges, bien au-delà des limites traditionnelles de la gauche, et a pris formes très diversifiées. Plus que jamais se fait sentir besoin de dégager axes de "solutions qui à la différence de Val-Duchesse et de la surenchère asociale des Leysen et Pulinckx soient susceptibles de rallier une large majorité qui refuse de sacrifier (tourner dos à) l'avenir".

Solutions qui, nécessairement, soient à la mesure de la vigueur et de la largeur du mouvement - et qui dès lors ne sauraient se réduire (se résumer, se ramener ?) aux termes d'une démarche qui, tel l'accord PS-IRW, était destinée avant tout à la négociation d'une "redistribution des cartes gouvernementales (entre partis traditionnels), EN L'ABSENCE d'une intervention active des forces populaires.

Solutions qui, en revanche, prendraient utilement appui sur idées et propositions concrètes, pour assainissement budgétaire sans casse, mais au contraire couplé à "nouveau départ" économique ET social AXE SUR SATISFACTION PACIFIQUE DES BESOINS, contenues tant dans programme national FGTB - qu'à travers propositions ACW et MOC tant par PCB et autres formations et courants de l'opposition de gauche que par plusieurs groupes progressistes chrétiens et autres.



C'est pourquoi,

renouvelons suggestion rencontre, pour "concerter propositions alternatives vers rentrée", à l'adresse de tous partis et formations opposés à "casse néolibéral de Val-Duchesse" et à négativisme rétro des chefs de file de la FEB.

Bruxelles, le 23 juin 1986

Louis VAN GEYT

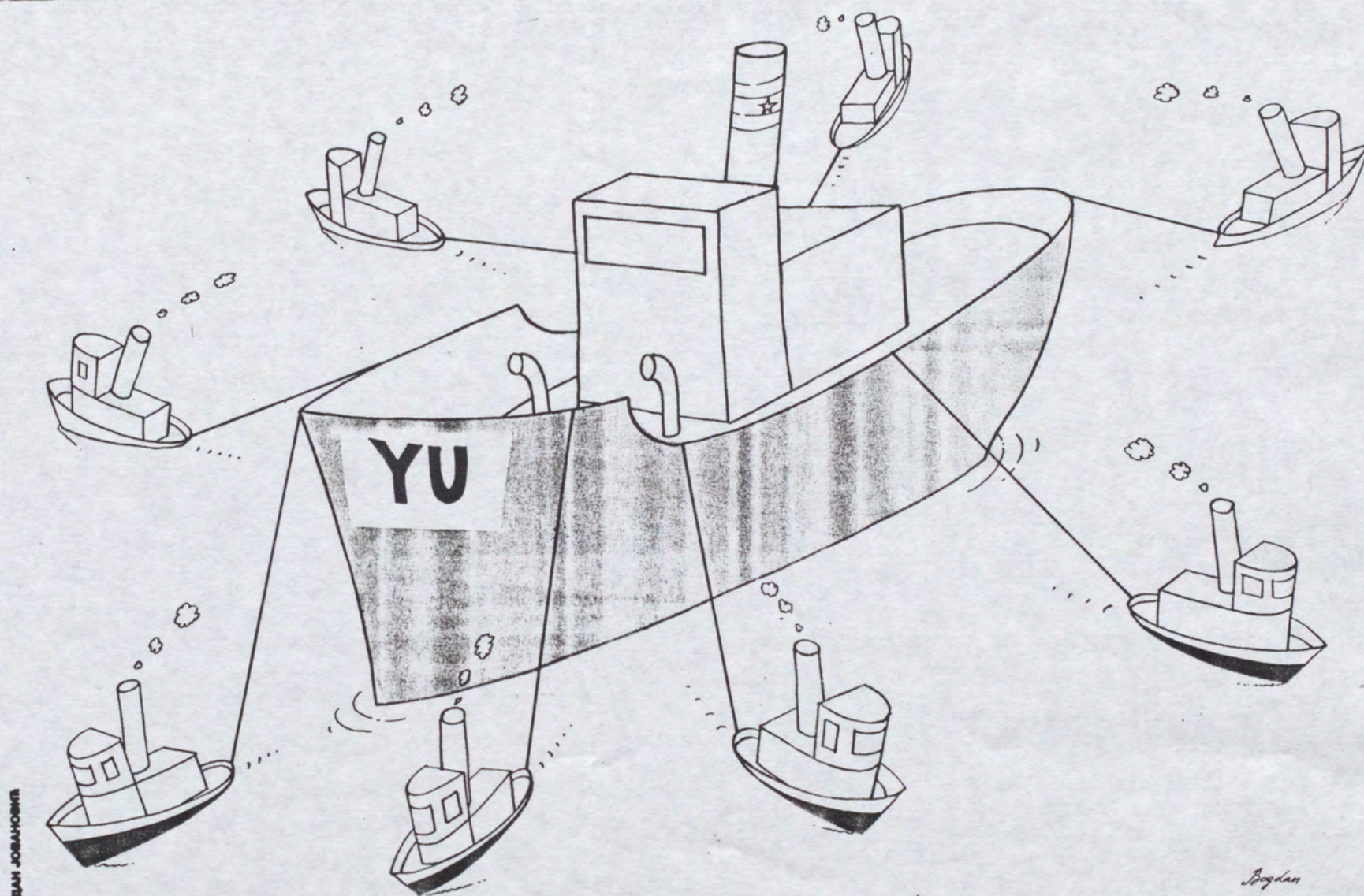


Pour rappel, le prochain Bureau politique se tiendra ce  
JEUDI 10 JUILLET 1986 A 10 HEURES

Herinnering :

Volgend Politiek Bureau zal plaats vinden op  
DONDERDAG 10 JULI 1986 OM 10 UUR.





Journal "КОМУНИСТ" 25-06-86. *Bogdan*



Ouverture à Belgrade du Congrès des communistes yougoslaves

# SORTIR LE PAYS DE LA CRISE

*Envoyé spécial*

DANS le centre Sava, complexe ultra moderne au cœur du nouveau Belgrade, se sont ouverts mercredi les travaux du 13<sup>e</sup> congrès de la Ligue des communistes de Yougoslavie (LCY).

Plus de 1.700 délégués représentant les deux millions cent mille communistes yougoslaves sont réunis jusqu'à samedi pour tracer la stratégie politique, économique et sociale des quatre années à venir. 107 délégations de Partis communistes et ouvriers, socialistes et sociaux-démocrates, de mouvements nationaux assistent à ce congrès. Le PCF est représenté par Roland Leroy, membre du Bureau politique, directeur de « l'Humanité » et Jacques Planché, collaborateur du Comité central. On note également la présence de représentants du PS et du PSU. Le Parti communiste de l'Union soviétique a délégué Guedar Aliev, membre du Bureau politique, le Parti communiste italien son secrétaire général Alessandro Natta.

Ces assises se tiennent sur un fond de grandes difficultés économiques. Déjà les congrès qui ont eu lieu dans les six républiques fédérées (Slovénie, Croatie, Serbie, Bosnie-Herzégovine, Macédoine, Monténégro) et les deux régions de Vojvodine et de Kosovo ont été le théâtre de vifs débats. le congrès de la jeunesse n'a pas été en mesure d'élire sa direction.

L'enjeu du congrès de la LCY ? Faire « redécoller » la Yougoslavie, faire sortir le pays de la crise où il se trouve

plongé depuis le début des années quatre-vingt. Lors du dernier congrès en 1982, il avait été fortement question de relancer l'autogestion.

Dans son rapport, le président en exercice de la Ligue, Vidoje Zarkovic, affirme que pendant ces quatre ans on a assisté « à une montée de l'étatisme et du bureaucratisme polycentriques ». « Dépasser ces phénomènes négatifs ne passe pas, a estimé le rapporteur, par le renforcement du centralisme fédéral, mais bien au contraire par le développement de l'autogestion socialiste, et la stricte réalisation du statut de l'ouvrier dans le travail associé, la promotion du système politique, de manière à permettre aux ouvriers et aux travailleurs d'exercer une influence décisive dans l'adoption des décisions. » La question du renforcement du rôle des travailleurs et de l'amélioration de la démocratie socialiste prend, dans le rapport du Comité central, une importance remarquable, de même que les applaudissements furent particulièrement nourris lorsque Vidoje Zarkovic a proposé une sévérité accrue « contre la corruption, les abus de pouvoir et les pots de vin ».

A la recrudescence des menées nationalistes dans certaines Républiques, il oppose aussi le « renforcement du pouvoir de la classe ouvrière, dépositaire des intérêts de classe contre le pouvoir de bureaucratie des Républiques ». S'agissant très précisément des troubles du Kosovo, la LCY entend s'opposer de toutes ses forces « aux tentatives qui mettent en cause la communauté fédérale » et elle invite les familles monténé-

grines et serbes du Kosovo à ne pas quitter leur région « sous les pressions de l'irréductibilisme albanais ».

Le rapport de Vidoje Zarkovic a traité longuement des difficultés économiques et sociales du pays. Après avoir rappelé les acquis indiscutables de la Yougoslavie socialiste depuis la libération et notamment sous la direction de Josip Broz Tito — de 1947 à 1986, le produit social a été multiplié par 7, la production industrielle par 17, le secteur économique par 5 — il a évoqué la dégradation actuelle de l'économie (l'inflation approche les 100 % et le chômage touche plus d'un million de travailleurs auxquels s'ajoutent les quelque huit cent mille Yougoslaves contraints à l'exil économique. La dette extérieure atteint vingt millions de dollars.

La vie de la LCY doit se démocratiser dans le respect du centralisme démocratique. « Nous ne devons pas permettre, a souligné Vidoje Zarkovic, que se manifestent dans nos rangs des groupements ou des éléments de neutralisme ou de pluralisme idéologique. » « La situation internationale s'est dégradée : cela risque d'évoluer vers une crise profonde, indique le rapport, qui souligne que la question la plus importante du temps présent est la lutte pour la paix et le désarmement afin de prévenir la catastrophe nucléaire. »

La LCY a réaffirmé son engagement au sein du mouvement des non-alignés et se prononce pour un nouvel ordre économique international fondé sur les principes d'égalité.

Jean-Paul Pierol

L'HUMANITÉ 26-06-86.



## YUGOSLAVIE

# Le Comité central est profondément remanié

Belgrade, 28 (Reuter). – Le Congrès de la Ligue des communistes de Yougoslavie s'est achevé samedi sur la nomination d'un nouveau comité central, composé d'une centaine de personnalités assez peu connues et de quelque 50 ex-membres.

Le nouveau Comité central, composé de 165 membres, devait se réunir dans le courant de la journée de samedi pour désigner à bulletin secret sa présidence, de 23 membres. On s'attendait dans les milieux proches du Congrès à ce que des personnalités éminentes ne soient pas réélues.

### Des inconnus

Cinquante des membres du nouveau Comité central occupent un poste de haut rang au niveau fédéral ou au sein d'une des républiques ou des deux provinces autonomes. Les autres sont soit des inconnus, soit des personnalités assez peu connues du grand public, indique-t-on de source proche du Congrès.

On avait indiqué de source officielle que des changements importants seraient annoncés au cours du Congrès, mais alors qu'il touchait à sa fin, on ignorait encore si les délégués prendraient des décisions significatives ou se contenteraient d'exprimer leurs bonnes intentions.

Les délégués au Congrès ont lancé des appels à l'unité, alors que les banques vont réduire leurs taux d'intérêt de 30% sur les dépôts bancaires à compter du 1er juillet, afin de tenter de juguler une inflation de 85% qui sévit actuellement dans les pays. Les banques ont affirmé que leur décision de réduire les taux d'intérêt s'inscrivait dans le cadre de la politique gouvernementale destinée à juguler l'inflation. Mais les économistes occidentaux, qui se montrent sceptiques, ont indiqué que cette mesure isolée ne permettrait pas d'enrayer la hausse croissante des prix.

Tous les candidats à l'élection au Comité central ont obtenu la majorité requise des deux tiers. L'âge moyen des nouveaux membres est de 46 ans, soit six ans de moins que celui des membres du précédent Comité. Il est apparu que ceux qui occupaient les postes les plus importants ont obtenu le moins de voix au cours du scrutin secret.

### Nouvelle ligne économique

Interrogé sur la possibilité d'un changement de politique par le nouveau Comité central, M. Stipe Suvar, candidat à la présidence collective, a répondu que ce ne serait pas nécessairement le cas. Il a ajouté que les nouveaux venus pourraient se montrer dans un sens plus dogmatiques que les anciens membres. Enfin, la banque nationale a levé samedi les restrictions sur les crédits à l'agriculture et à l'exportation également sur les crédits à l'agriculture et à l'exportation également à compter du 1er juillet, afin de relancer la productivité et les exportations en baisse, a annoncé l'agence Tanjug.



## 13<sup>E</sup> CONGRÈS DE LA LIGUE DES COMMUNISTES DE YOUGOSLAVIE - 25-28 JUIN 1985

Rapport D. Fedrigo au Bureau politique

Le rapport de V. Zarkovic (président sortant de la Présidence du C.C. de la LCY) et les projets de résolution sont publiés dans le numéro double 6-7 (juin-juillet 1986) de "Questions actuelles du socialisme" (revue mensuelle de la LCY).

Le Congrès rassemble 1.075 délégués (1 pour 2.000 membres), 550 invités yougoslaves et 108 délégués étrangers. Il compte 660 délégués de la "production directe", 20,9% de femmes, 24,3% de moins de 35 ans, 14% de partisans (moyenne d'âge du Congrès : 43,3 ans). Coût global : 58 millions de FB.

Le rapport souligne les acquis positifs, depuis 1947, dans le domaine de l'économie et sur le plan international (politique de non-alignement), mais met surtout l'accent sur les problèmes actuels : contradictions d'ordre social et politique (affaiblissement de l'unité dans la Communauté yougoslave et la LCY, nationalismes) et problèmes économiques graves : stagnation de la production (et régression dans certains domaines), inflation énorme (entre 80 et 100%), chômage très important (1.040.000 chômeurs pour 22,86 millions d'habitants, en plus des quelque 800.000 émigrants), dette extérieure pesante (20 milliards de dollars).

Plusieurs causes ont été relevées :

1. Le volontarisme dans l'économie a conduit à un développement sur une base uniquement extensive. La planification centralisée a été abandonnée, mais sans qu'il y ait planification décentralisée et autogestionnaire ; d'où l'éclosion de tendances anarchisantes et autarciques.
2. L'expansion des investissements (de 76 à 80) et une dette extérieure "contractée à la légère", ressources (de tous ordres) mal utilisées.
3. Renforcement de l'étatisme (à l'opposé du pouvoir autogestionnaire) ; l'étatisme centralisé a cédé la place à l'étatisme décentralisé accompagné d'un "bureaucratisme étatique" ; en parallèle, affaiblissement de l'assise matérielle de l'autogestion, tendances à la "propriété de groupe", ...
4. Insuffisances de l'activité de la LCY et des "autres forces subjectives" ; tendances au libéralisme (= les problèmes vont se résoudre tout seuls, grâce au jeu spontané



du système).

De plus, à l'intérieur de la LCY, se sont manifestées des "tendances bureaucratiques, étatiques, égoïstes, nationalistes et de propriété de groupe", tendances qui ont "corrodé" la LCY et "affaibli son unité idéologique et d'action".

Le renforcement de "processus rétrogrades" (tendant à favoriser soit le socialisme d'Etat, soit la propriété privée) ont entraîné confusions et défaitisme.

5. Les circonstances internationales défavorables (baisse des prix des matières premières, hausse des prix des produits de haute technicité).

La "petite économie yougoslave" (= propriété privée) s'y est adaptée trop lentement.

La Yougoslavie accuse un retard du point de vue scientifique et technologique, et il n'y a pas de stratégie unique du développement technologique.

Entre les 12e et 13e Congrès, la LCY a pris conscience des difficultés (2 ans de débats) et a entrepris des efforts pour resserrer l'unité idéologique et l'unité d'action. Ces efforts se sont traduits par l'adoption du "Programme à long terme de stabilisation économique (programme pour sortir de la crise)" et par une analyse critique du fonctionnement du système politique ; ces efforts devraient pouvoir rétablir la confiance, la critique ayant revêtu un caractère constructif et mobilisateur.

Quelques premiers résultats ont été enregistrés (une certaine croissance économique, encore fragile, un excédent de la balance des paiements, l'application des critères économiques plus réels), mais il y a encore des lenteurs, des hésitations, des demi-mesures. Les débats internes à la LCY ont fait ressortir l'exigence de revirements plus radicaux, mais cette exigence n'a pas encore été transformée en action sociale. Les nécessités soulignées sont les suivantes : plus d'unité, un ressaisissement plus énergique dans l'organisation sociale, un comportement économique plus responsable, une action pratique plus large pour "mobiliser et activer", et l'élimination des faiblesses internes.

Le débat est d'autant plus critique que la plupart des difficultés subsistent et s'accroissent. La réflexion va dans le sens d'une meilleure utilisation des moyens de production et du temps de travail, de l'application plus rapide des réalisations scientifiques et technologiques, et une insertion plus efficace de l'économie yougoslave dans la division internationale du travail. Pour ce faire, le Congrès est défini comme suit : "Notre XIIIe Congrès doit être le congrès du renforcement



de l'autogestion socialiste, le congrès du resserrement de l'unité du pays et de la LCY dans la lutte contre la montée de l'étatisme, de congrès de l'action et de l'accord entre les paroles et les actes".

La volonté exprimée est d'associer davantage les ouvriers aux décisions, de renforcer "la fonction d'intégration de l'autogestion socialiste" (opposée au développement autarcique et à la parcellisation), et d'assurer le bon fonctionnement du "système de délégation de la démocratie socialiste" (opposé à la bureaucratie et à l'étatisme).

Sont également largement évoqués les problèmes du KOSSOVO, mais aussi des nationalismes serbe et monténégrin, de même qu'une place de rapport est réservée à la "défense populaire généralisée".

Les priorités économiques sont les suivantes :

- passer du développement extensif à un développement intensif ;
- surmonter la stagnation de la production ;
- ramener l'inflation à un "seuil tolérable" (augmentation de la production, des exportations et des revenus, réduction des dépenses publiques, consolidation financière de l'économie et des banques, réduction de l'endettement, contrôle social de la hausse des prix ; "il est indispensable de rompre au plus tôt avec la pratique consistant à dépenser plus que ce qui a été créé") ;
- assurer l'expansion des exportations de biens et de services, afin d'améliorer la balance des paiements ;
- éliminer le chômage (Note : étant donné le nombre de chômeurs, plus d'1 million, la formulation me semble ambitieuse), notamment par le recours à la "petite économie" (privée).
- réaliser 1 essor scientifique et technologique plus intense ;
- combler le retard de l'agriculture (confrontée à l'exode rural) ;
- favoriser le développement accéléré de l'énergie (Notes : y compris l'énergie nucléaire, ce qui provoque de nombreuses réactions dans la LCY, avec à la tête du mouvement le Recteur de l'Université de Belgrade, IVANOVIC) ;
- combler le retard dans la construction.

Le rapport et les discussions en commission ont largement condamné les pratiques étatiques et bureaucratiques ainsi que les conceptions relevant de l'idéologie "bourgeoise libéralisante" et le nationalisme réactionnaire (qui doit être "combattu dans son propre milieu").



Souvent soulignée, la nécessité de l'unité de la LCY, qui doit être tournée vers la base et doit intensifier le processus de démocratisation.

En matière internationale, la LCY condamne la course aux armements et renvoie dos à dos les deux blocs : " la course des blocs militaro-politiques à la suprématie militaire et aux sphères d'influence est aussi intense".

Elle réaffirme son attachement aux principes du non-alignement, à la lutte pour la paix et la coopération sur pied d'égalité ...

Elle avance des propositions concernant le surendettement des pays en développement : "... le problème des dettes ne peut être résolu si, pour honorer les obligations envers les banques mondiales et les pays créanciers développés, on paralyse en fait le développement des pays surendettés. Un règlement équitable et durable ne peut être trouvé qu'à la faveur d'un accord pertinent entre pays débiteurs et pays créditeurs, qui impliquerait l'annulation de toutes les dettes des pays les plus démunis, la réduction des taux d'intérêt, la fixation de nouveaux délais de remboursement, la limitation des remboursements à un pourcentage déterminé des recettes en devises des pays en développement, et l'adoption des mesures nécessaires pour impulser leur développement et leurs exportations. Il est donc nécessaire de convoquer d'urgence la conférence mondiale sur les finances et la monnaie afin d'opérer une réforme radicale du système monétaire international".

(Note : un délégué marocain estime en aparté, en accord avec d'autres représentants des pays en développement, que cette proposition est plus crédible et plus facilement réalisable que la proposition cubaine, et qu'elle aurait plus de chances de rassembler les pays endettés).

Les passages les plus applaudis du rapport ont trait au renforcement de l'unité idéologique de la LCY et à l'impulsion de son action révolutionnaire, au renforcement de l'autogestion socialiste, à la nécessité de cadres "créateurs et audacieux", au resserrement de l'unité du pays, à la lutte contre l'étatisme et la bureaucratie, à l'arrêt de la baisse du niveau de vie et à la lutte contre l'inflation, au rôle et à l'importance de l'Armée populaire yougoslave, à l'exigence du désarmement "général et complet".

Congrès très dense (ex: 200 interventions dans la Commission "Economie").

Les élections aux instances de la LCY se font pour la première fois depuis 20 ans en partie par le Congrès, en 2 tours (le CC compte 556 membres, dont 165 élus par le Congrès ; les membres des présidences des CC des Républiques et provinces autonomes sont automatiquement membres du CC de la LCY); pour être élu, il faut obtenir 2/3 des voix. Si un candidat n'est pas élu au 1er tour, sa république ou sa province



propose un autre candidat pour le 2e tour.

	<u>Ancien CC</u>	<u>Candidats au CC</u>
- 35 ans	4 (2,42%)	28 (17%) dont 10 de - de 27 ans
Combattants 41-45	90	30 (18%)
Femmes	9	19 (11,5%)
Ouvriers	11	27
Agriculteurs	1	3
"Production directe"	25	56
Nouveaux candidats :		127 (77%)

A la fin du 13e Congrès, les 165 candidats ont obtenu les 2/3 des voix au 1er tour et ont été élus. A noter, parmi ces candidats, le très net renouvellement (127 nouveaux, moyenne d'âge : 46 ans), mais il doit être tempéré par les élus des présidences des Républiques et provinces autonomes.

J'ai eu personnellement de nombreux contacts informels (Partis de Grande-Bretagne, Australie, Suisse, Autriche, Maroc, Polisario, Chili, Bolivie, Pays-Bas ...).



L. Loose

## VERSLAG POLITIEK BUREAU VAN 11 AUGUSTUS 1986

Aanwezig : J. Debrouwere, M. Dullaert, R. Dussart, D. Fedrigo, L. Loose,  
Cl. Renard, J. Turf, J. Vercaigne

Verontschuldigd : R. Jacobs, M. Levaux, L. Van Geyt (met vakantie) ;  
J. Moins (om beroepsredenen)

=====

### 1. POLITIEKE TOESTAND

- ° Gedachtenwisseling over Michelin waarbij het PB zijn akkoord verleent aan een persmededeling die de nadruk legt op de verantwoordelijkheid van de regering en haar aktiemiddelen. In dit kader lijkt een boycotaktie een nuttig middel - vooral in Vlaanderen - om de solidariteit te organiseren in de richting van de publieke opinie en bepaalde andere syndikale sectoren (cf. Volvo - Ford - Volkswagen gebruiken Michelin-banden).

Ter herinnering : het wetsvoorstel van de partijbetreffende sluitingen en kollektieve ontslagen (1975) kan nuttig worden aangewend in het politiek debat evenals de inhoud van het KP-voorstel tot Waals dekreet (februari 1985) i.v.m. hetzelfde onderwerp (DF zal daarover een artikel maken).

JDB verstrekt informatie over de aan gang zijnde informatieve kontakten met de PCF ; hij zal het PB op de hoogte houden van zijn gesprekken.

Het Vl.B. organiseert sensibiliseringsakties naar de publieke opinie toe aan de Belgische kust op 16 augustus.

R. Dussart vestigt er de aandacht van het PB op dat verschillende bedrijven, naast Michelin, op dezelfde manier worden bedreigd op korte termijn (Brugeoise et Nivelles, F.N., ACEC...).

- ° N.M.B.S. : J. Vercaigne verstrekt informatie over de benoemingen voor het nieuwe N.M.B.S.-bestuur en het nieuwe begrotingsobjectief : 4,7 miljard besparingen in 87.  
J.V. verzamelt bijkomende elementen voor een interview in de partijpers, nog deze week.
- ° Kempense Steenkoolmijnen : aanduiding van een "Gandois" (Gheyselinck).

### 2. PERSFEEST

Nadenken over de manier waarop we het publiek zal worden geïnformeerd vanaf nu tot eind augustus.

### 3. FESTIVAL VAN DE UNITA

Een vertegenwoordiger van de partij is uitgenodigd te Milaan op 13 en 14 september. Te bekijken op volgend sekretariaat.

VOLGEND POLITIEK BUREAU : VRIJDAG 22 AUGUSTUS 1986

*Michelin*  
*Cl. de laar 71.*  
*(1600)? ft medikament.*



PROCÈS VERBAL DU BUREAU POLITIQUE DU 22 AOÛT 1986

Présents : P. Beauvois - J. Debrouwere - J. Degeyter - M. Dullaert -  
D. Fedrigo - M. Levauux - L. Loose - J. Moins - Cl. Renard -  
J. Turf - L. Van Geyt - J. Vercaigne

+

- ## 2. DÉMISSION LOUVANISTE



Aanwezig: P.Beauvois, J.Debrouwere, J.De Geyter, M.Dullaert, D.Fedrico,  
M.Levaux, L.Loose, J.Moins, Cl.Renard, J.Turf, L.Van Geyt,  
J.Vercaigne, R.Dussart.

Verontschuldigd: R.Jacobs, J.Nagels, M.Couteau, S.NUdelhole

::

## 1. PROBLEMEN BIJ DE HERNEMING.

Brede gedachtenwisseling en akkoord om, vertrekkend van konkrete thema's (onderwijs, Michelin, verspillingen, suivismen tegenover Reagan, over moratorium en chemische wapens,...) en van de konkrete aktiviteit die de partij moet ontwikkelen op ieder thema, om aan het C.K. voor te stellen een volgehouden politieke en ideologische inspanning te ontwikkelen op volgende thema's : de politiek van de machthebbers (Martens VI-banken-VBO) biedt geen enkel toekomstperspektief ; wij moeten werken aan de verzameling van alle krachten - die zeer divers zijn, maar potentieel een meerderheid vormen - die worden aangevallen, geraakt of verontrust door deze politiek, om geleidelijk een beeld te ontwikkelen van een reëel alternatief op dit niveau (een pacifistische relance gericht op het bevredigen van de behoeften en de samenwerking op alle vlakken ; cf. Europese onafhankelijkheid en vredes-ekonomie).

Verschillende kameraden benadrukken de Europese dimensie van de problemen.

Gedachtenwisseling over de stand van de vredesbeweging in België, de noodzaak om ze te helpen een nieuwe adem te vinden door het moratorium te verbinden aan de strijd tegen SDI, ervoor zorgend het GEHEEL van de anti-raketten krachten van gisteren mee in het offensief te betrekken.

T.G.V. en andere "zware investeringen" : L.V.G. suggereert om, over de verschillen in appreciatie en gevoeligheid heen van de socio-kulturele en regionale samenstellende delen van de democratische en vooruitstrevende krachten (van de opinie), en gelijklopend met de bestudering van de technische dossiers, om na te denken over een gelijklopende tussenkomst-sensibilisering op het thema : NEEN aan het voldongen feit of aan de opties met zware gevolgen die op een loopje genomen worden (stijl De Croo) ; JA aan een breed democratisch debat over het nut en de sociale kost van de voorhanden zijnde oplossingen.

## 2. ONTSLAG VAN EEN LEUVENAAR.

- Informatie wordt door LL gegeven, en discussie over de omstandigheden van het ontslag van T.C. en over kontekst inzake de relties "partij-buitenwereld".
- Hernieuwde evokatie, die dit geval overstijgt, van het probleem van de demotivatie, zelfs het weggaan van een zeker aantal (jonge) militanten sinds 1981, vooral in Vlaanderen, en het bestaan van interne factoren - die tenandere betwist worden - die dit proces hebben in de hand gewerkt : het PB zal zich inspannen om dit tema nuttig te omschrijven en de kollektieve lessen die eruit kunnen getrokken worden voor het geheel van de partij tijdens een bijeenkomst "buiten kalender" die goed moet voorbereid worden.



Aanwezig : P.Beuvois, J.Debrouwere, J.De Geyter, R.Dussart, D.Fedrigò,  
----- R.Jacobs, L.Loose, M.Levaux, J.Moins, C.Renard, L.Van Geyt,  
J.Vercaigne.

Verontschuldigd : M.Dullaert, J.Nagels, (J.Turf was verhinderd deel te  
----- nemen aan het begin van de werkzaamheden).

.....

werd aan het begin van het P.B. verdeeld (LVG kon de tekst eerst nalezen na zijn terugkeer uit Spanje); erover waken om de tijdspanne in te korten, behalve in geval van overmacht.

- akkoord met de voorstellen van het sekretariaat - C.K. op 29 november met als dagorde :

- 1°. budget 87 ;
- 2°. fiskaliteit : aan Ph.Fr en W.M. zal een dossier gevraagd worden met het oog op voorbereidende nota te versturen aan de leden van het C.K.
- 3°. kommissies van het C.K. en minimaal het opstarten van de Kommissie van Buitenlandse Zaken en van een tweede : indien mogelijk de kommissie openbare financiën. ;
- 4°. Volgens de noodzaak, politieke situatie van het ogenblik.

Het P.B. wijdt een brede gedachtenwisseling aan de aspecten van deze ontwikkelingen die de vredeskrachten in België, en in het bijzonder de KPB, aanbelangen. Een overeenstemming tekent zich af om, inzake ontwapening, de nadruk te leggen op

- de band tussen de 4 volgende thema's zonder te "tegenover elkaar op te stellen", en ze te situeren in een Europees perspectief :
  - ° euroraketten en de vervalldag einde 87 (de 32, de 16 en de "zone zonder") ;
  - ° chemische wapens ("zone zonder") ;
  - ° stopzetting van de atoomproeven, rekening houdend met het eenzijdig moratorium van de USSR ;
  - ° geen enkele vorm van deelname van België aan de SDI.
- de band tussen deze 4 thema's EN de vredeseconomie.

Het PB wenst dat (in iedere gemeenschap) stappen zouden gezet worden in de richting van de kameraden die militant zijn in de verschillende sectoren van de vredesbeweging opdat hun initiatieven zich inspireren op deze oriëntatie.

Akkoord om een diepgaander onderzoek in te stellen naar de internationale kontekst inzake economische politiek (GATT, IMF,...) en de impakt hiervan bij ons.

Akkoord om te trachten in België konkreet de band aan te tonen tussen deseskalatie en ontwikkeling van economische betrekkingen O-W en N-Z (cf. mogelijkheden van de gewesten, enz...).



Akkoord van het PB om de internationale betrekkingen van de partij te ontwikkelen in functie van deze thema's en rekening houdend met de specifieke rol van de kleine en middelgrote Europese landen inzake ontwapening en samenwerking.

Oost-West betrekkingen : akkoord om de openingen van "staatswege" te waarderen met de DDR en de HVR ;

akkoord om te trachten de hypotheek te verminderen die blijven wegen op de "staats"betrekkingen en de "openbare opinie" inzake Polen en Tsjechoslovakije en die mogelijke initiatieven inzake ontwapening afremmen.

Tsjechoslovakije : een "top"ontmoeting zou nuttig kunnen zijn in de volgende lente in de mate waarin de voorafgaande discussies tussen de 2 partijen mogelijkheden aanduiden om zekere thema's openbaar aan te snijden. Cf. geleidelijke terugtrekking van de sovjettroepen in het perspectief van een vermindering van de konventionele troepensterkte in Centraal-Europa.

duidelijke bevestiging van het feit dat de "tussentijdse" raketten die in Tsjechoslovakije werden geïnstalleerd tegelijkertijd met deze in de DDR na november 83, zouden teruggetrokken of ontmanteld worden "d'office" indien een akkoord bereikt wordt over de gelijktijdige terugtrekking van de euro-raketten (Cruise; Pershing II en SS-20).

Zulke bijeenkomst zou in de partij ernstig moeten voorbereid worden.

#### West-West betrekkingen:

LVG en AD geven verslag over de bilaterale PCE-KPB (zie nota die met de uitnodiging voor het PB van 3/10 verstuurd werd).

Akkoord van het PB over de grote noodzaak om onze relaties met de PCE verder te ontwikkelen in de kontekst van onze stappen op het vlak van het Europa der Twaalf.

LVG zal met het oog op een volgend PB een ontwerp van tekst maken over het geheel van deze problematiek, bedoeld om de kommunisten te helpen nuttig deel te nemen aan de voorbereiding en de werkzaamheden van het "forum" van 24 tot 26 oktober (zie bijlage).

#### 4. ORGANISATIE VAN ONZE INTERNATIONALE BETREKKINGEN.

LVG formuleert en commentarieert ondubbelzinnig de elementen, bijeengebracht door het Sekretariaat (zie de PV hiervan dd. 9 en 16/9) aangaande de problemen die het voorwerp uitmaakten van verschillende brieven in juni-juli (bezoek van G.Aciel, vertegenwoordiging op het kongres van de VPAP, de respektievelijke rol van de diverse organen en raderwerken die betrokken zijn bij het in werking stellen van de politiek en de organisatie van de internationale betrekkingen van de partij...)

Het PB besluit om, tijdens een volgende bijeenkomst en in ieder geval tijdig voor het CK van 29 november, de konkrete voorstellen te onderzoeken die door respektievelijk JDB en SN zullen gedaan worden aangaande de samenstelling, de rol en de taken van de



kommissie "Buitenland" van het C.K. (samen te stellen) en deze van de Internationale afdeling (voor het ogenblik samengesteld uit SN, de verantwoordelijke en JDB, beiden geassisteerd door AML); de eerste in verbinding met het C.K. en het PB, de tweede in verbinding met het PB en het Sekretariaat. J.T. drukt zijn uitdrukkelijk voorbehoud uit over de gegeven beoordeling van de "incidenten van voor het verlof" en over de aangekondigde opties - en zal niet nalaten hierop terug te komen wanneer het PB hierover zal discussiëren.

#### 5. VOLGEND P.B.

- Evaluatie van de implicaties van de "Van Miert-bocht" (zie zijn interview in de Morgen).
- Internationale Betrekkingen (vervolg).
- Het België met de twee snelheden en de implicaties hiervan op de partij.

Het PB systematisch beginnen met een kort onderzoek van het PV van het (de) vorig(e) sekretariaat(aten).



PROCES VERBAAL VAN HET POLITIEK BUREAU VAN 3 OKTOBER 1986.

JLR  
21/10

Aanwezig : P.Beauvois, J.Debrouwere, R.Dussart, D.Fedrico, R.Jacobs, M.Levaux, L.Loose, J.Moins, Cl.Renard, L.Van Geyt, J.Vercaigne, M.Couteau S.Nudelhole.

Verontschuldigd: M.Dullaert, J.Nagels, J.Turf.

\*\*\*\*\*

1. Proces-verbalen van de sekretariaatsvergaderingen van 16 en 30 september:

+ Vragen en antwoorden om zekere passages ... en initialen te verduidelijken.

+ Brief van J.Turf : te hernemen in zijn aanwezigheid.

+ Betrekkingen van partij tot partij : akkoord van het PB over de regel dat systematisch de internationale afdeling moet gekend worden. Regel bij een passende gelegenheid te herinneren in een verzending naar de leden van het C.K., naar de federale verantwoordelijken.

Het PB wenst tenandere dat de kameraden die in de "omliggende" organisaties militeren, er zorg voor zouden dragen diezelfde afdeling te informeren over initiatieven met internationale implicaties die diezelfde organisaties nemen of met volle recht ondersteunen.

2. Tekst over de huidige inzet inzake buitenlandse politiek.

Akkoord over de richting van het ontwerp.

Het eerste deel herschrijven in functie van de laatste aktualiteitsgegevens. L.V.G. finaliseert voor het begin van volgende week.

3. Politieke toestand.

Vertrekkend van een kommentaar van L.Loose over de draagwijdte van de "bocht van Van Miert", heeft het PB een brede gedachtenwisseling :

\* zwakke ombuiging naar het centrum van de SP ; parallelisme met de PS (cf. het "tegenplan" Spitaels) op economisch en sociaal vlak, spektakulaire "versoepeling" van de rakettenhouding van KVM en impliciet aanbod tot verandering van coalitie die mikt op de spanningen van velerlei aard binnen de CVP ("buitensporigheden" van Hertoginnedal die door ACW-ACV betwist worden, "regionalistische" druk à la Geens, nieuwe kommunautaire spanningen...) maar een afzien van iedere substantiële invraagstelling van de neoliberale politiek ;

\* in feite gaat het om een poging tot opportunistisch (centristisch) antwoord op een tenandere zeer reële vraag : deze van de marginalisatie, in West-Europa, van een aanzienlijk aantal socialistische (en kommunistische...) partijen in de mate dat zij mikken op een totstandkomen van een "linkse" meerderheid, liever dan een brede hergroepering van volkse krachten voor een verandering van politiek "die beantwoordt aan de huidige inzet" ;

\* dit alles stelt opnieuw zeer scherp de centrale vraag die uit ons 25e kongres kwam : hoe een strategie ontwikkelen, tegenover dit "lage drempel



mini-alternatief", dat toelaat ultra-rechts (neoliberaal en pro-Reagan) te isoleren, en het geheel van "potentiëel in meerderheid aanwezige" krachten te bundelen met het oog op een politiek van desescalatie en samenwerking ("Europese autonomie" en "vredesekonomie"), zelfs om de "verkeerde" multinationals aan banden te leggen (cf. de "motie Michelin" in het Parlement van Straatsburg, die ondenkbaar zou zijn zonder een samengaan tussen de "linkerzijde" en een belangrijke kristelijke -o.m. Belgische- sektor); het is in functie van het op punt stellen van zulke strategie dat in België het terugdringen van de liberale rechterzijde in de oppositie meer zou kunnen betekenen dan een "herverdeling van de kaarten".

In zulk een perspectief zal de partij tegelijkertijd konkrete, aangepaste antwoorden moeten voorstellen op de brandende (en onderling verbonden) problemen van tewerkstelling en openbare financiën (cf. de scheefgelopen, maar altijd terug bovengehaalde notie van "opofferingen" en het spontaan creëren van tewerkstelling) en het geheel van sociale krachten beter moeten inschatten die, zelfs op een voor de "klassieke linkerzijde" verrassende manier, ... het liberaal model betwisten; het gaat hier o.m. meer bepaald om een reeks van militante krachten die niet behoren tot politieke formaties, te helpen hun allergie te overwinnen om hun druk op de machtscentra uit te oefenen ... door systematisch op deze politieke krachten te ~~wezen~~ <sup>in</sup> werken.

Niet veronachtzamen, in zoverre, om zo juist mogelijk de gauchistische fenomenen in Vlaanderen en in Wallonië te situeren.

Algemene beschouwing die bij een volgend PB moet voortgezet worden, om tot praktische besluiten te komen.

-----



PB 5/10

SP → centrum [Te versetzen  
Mitsy de deure] groep  
Volge welk discusie in St fut. was goed voor.

VCB  
14/10

ELECTORALE W.

LEDERWIJST

Van hte van.  
Van.

Niet goed om mee aan de tafel te zitten.

Stake profil. g een reeks puten [ongeveer bij een  
Reels futuristische] →

— Binnen ST. # Derloone NL.

Wat denken we  
We komen er tot verlaten?  
Joot knobbel → #

Dood met aenschotten. / Real fol. / cf. Politiek  
as antistigant

a/ In opelen of een ongeveer in VL.

# ook komen Kristel. wel RCW/KWB Harde  
Waar niet een de leugen Reem tot stekken → Tegen de Neo. liberale fol.

Tolbel reept ho die die  
not ty ha wrengden !!!

Tot en met een deel van de Bougie, dat al van de Kroeglootmoet Pellen

VB → Inspelen keuze Amsterdam. uilong — de hje van Went  
VB - I Leideners.

L — Lege Lechels / keine dacht / Van de Baende.

[zeefte  
hij  
reft de prode]

→ Wel Went en leide RCW - hingen / obch met leide  
a/ Verzet onredel → verzet met hje de  
b/ Verzet onredel → verzet met hje de  
c/ Verzet onredel → verzet met hje de

# c/ telelogie / Standaard In leiding gedachte / keine gedachte concree

→ Verzet kellen gheken / Speelt mee in (wel st Anne wel niet weeg).



3 Onleukde Teltor i VL

Asolov: Kort luerant met leedballing  
huten jwes my lewy.  
Reels b - fende slakten

Reels b slakten luerant.

→ Participes wem den epokeme

→ Reels wot bealt lypote setten bedfandeld  
realt rieddenlye Koro's

Kens ker er den erit ent desolte

A/jen - lelyst  
Een calm Pav. ee

Leicte reels unigenade geh in Wenly CVP - PVU  
25 per hede lelt gromer mer in enlyng  
tot dat he rely.

Epoke en mit overope va reut hutek in de  
Wenly de tegetreder up  
of lewis of radilositie  
metten an

Mon delkwool / pegetone uel wat glener →  
hustadesloten

faat deel of mona / Leh / erite gyltief Mo - lehole weg

4 KP - Met Mon wol gote mitte lypen / Leh in Arhan /  
Partilone kinors

→ Mon du my van de keune stoor / Part gyltief Mo lehole weg  
Des per setone edewy en in SP in lewen welen →



In de volgende week - voor kerst naar een  
Kolonie bleven

→ Alterstief → Erger renn neg ganz gesundheitlich schl u UL Pol

KP / 2 diseases 1 / Idiopathic - on onset of hyper  
temp.

→ one basket of mice for the children.

West of Lake Tanganyika

of logic termin

2. Toltescher

Wat nu door - wroch  
Heet u de Weg

Don't see ~~the~~ Belvedere butch of. pro. level  
in booklet

~~deleted~~ <sup>intending</sup> ~~///~~ article of psychology SP

On het vromer tekenen Archibuteus handigter meer die  
 niet perzich opener <sup>66P</sup>

On det ene  
det fjerde spær  
Løvet ligger og g de Rind / Her er  $\Delta$  velbeholdt  
SP ALLI



- Lj. toels - niet bekend zelfde Gr Van Meert



Jeft Almel



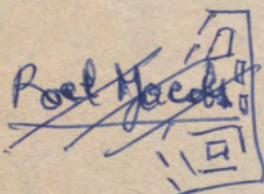
blift Floor

light one way  
door

R Dussat

→ Le grandme à "VL"

opgesteld  
niet politiek



Morcel carreau Lj. toels clifke

[KTB] → PTB.

light one way door.

→ of red of en andere

deude : (oh) →

Multitasking  
in de achtergrond  
die erop gebouwd

Welke  
achtergrond

in het ontwerp

Leuk →

hinder bleek kloppen

een wolk bleid nog (?)

Photographie



# SP-voorzitter Karel Van Miert:

Toen Karel Van Miert bijna 10 jaar terug voorzitter van de Socialistische Partij werd verkozen, was er vrijwel niemand die hem politiek kon duiden. De bio's uit die dagen leggen dan ook vooral de nadruk op de jeugdige leeftijd en de katholieke komaf van de betrokkene. Vrij vlug kreeg Van Miert een profiel en slaagde hij erin het Vlaams socialisme een eigentijds gezicht te geven. Van Miert nam initiatieven die de eigen achterban verbaasden en de politieke tegenstrevers, vooral de kristen-demokratie, zeer irriteerden. Zo won de SP 3 verkiezingen op rij en kreeg ze een intelligente, slagvaardige parlementaire fractie.

Maar Van Miert woog vooral op de buitenlandse politiek van België. Samen met Tobback slaagde hij erin Vlaanderen te mobilizeren voor een actieve vredespolitiek. Geen raketten, dus.

De laatste dagen heeft Van Miert dat heldere profiel behoorlijk vertroebeld. Wetens en willens, zo blijkt uit het uitgebreid interview in deze Focus, wil Van Miert de partij een meer pragmatische koers laten varen. «Efficiëntie», wordt het nieuwe sleutelwoord in en rond de SP.

Teksten:

Paul GOOSSENS

Foto's:

Michel DEVILLE/PN

De indruk bestaat dat de SP de oppositie meer dan beu is en dat men liefst zo vlug mogelijk in de regering wil. Dat zou dan de echte reden zijn voor de veelbesproken 'koerswijziging'.

VAN MIERT: «Een verkeerde voorstelling van zaken. Een grote partij moet voortdurend onderzoeken hoe ze haar fundamentele doelstellingen kan realiseren. Een permanent toetsen dus aan nieuwe feiten en evoluties. Als de helft van de werkzoekenden langdurig werkloos blijkt te zijn, moeten er specifieke, aangepaste programma's komen. Overigens is het in de eerste plaats de kiezer die uitmaakt wie in de regering en wie in de oppositie zit. Bij de vorige verkiezingen is het de meerderheid gelukt in het zadel te blijven en hebben wij de mogelijkheid niet gekregen om een serieuze koerswijziging door te voeren».

«Vandaag stelt het probleem van deelname aan de coalitie zich niet, daarvoor hoeven we ons dus niet in bochten te wringen. Wel moeten we het programma aktualiseren en een manier vinden om onze voorstellen bij het publiek te doen aanslaan. Dat moet op de meest efficiënte manier gebeuren, zodat men niet anders kan dan er rekening mee te houden. Daar is het mij om te doen, ver verwijderd van de speculaties op korte termijn».

Toch kan een grote partij niet jaren - en zeker geen decennium - in de oppositie blijven.

VAN MIERT: «Ik herhaal het: het is verkeerd om op korte termijn te denken of berekeningen te maken. Het gaat erom je fundamentele bekommernissen in concrete, haalbare voorstellen te formuleren. Bij de vorige verkiezingen heeft de SP van alle partijen meest stemmen en mandaten gewonnen, meer dan de CVP. De tijd staat echter niet stil. Het is absoluut nodig om een nieuwe fase in te zetten».

Maar houdt die bijsturing ook geen kritiek in op de vroegere opstelling? Wekt U niet de indruk dat die te radicaal, te drammerig zelfs was? De aktualisatie proeft naar autokritiek.

VAN MIERT: «Nee, echt niet. Het zijn de omstandigheden die gewijzigd zijn. In '82 en '83 werd er zwaar ingeleverd en toch steeg

de werkloosheid. Toen kon je terecht pleiten voor het inzetten van de grote middelen, bijvoorbeeld de algemene werkdagvermindering. Zelfs de regering ging met de 5-3-3 operatie een stuk in die richting. Sindsdien is het fenomeen van de part-time veralgemeend en is er een veel duidelijker inzicht in de problematiek van de werklozen. Je hebt hier specifieke probleemgroepen, zodat algemene, lineaire ingrepen minder aangewezen zijn. De wil om de beschikbare arbeid te herverdelen blijft compromissloos gehandhaafd, maar de accenten liggen anders».

Nee, de SP gas terug?

VAN MIERT: «Absoluut niet. Bij mij leeft alleen de bekommernis om zo efficiënt mogelijk op de nieuwe situatie in te spelen. Het enige dat aan de orde is, is een gewijzigde invulling van de wijze waarop men de werkloosheid wil bestrijden. Trouwens: hoe langer die duurt, hoe meer men tot de conclusie komt dat economische groei en het bedrijfsleven alleen het probleem niet kunnen oplossen. Je kunt er niet tussenuit: er zijn extra maatregelen nodig om de negatieve gevolgen van het Sint-Annaplan op te vangen. Ook na het interprofessioneel akkoord, ja. Efficiëntie, daar gaat het nu om».

Ja. Als de pragmatische Van Miert van één ding schrik heeft, is het van het verwijt dat hij een dogmaticus zou zijn, zeker in sociaal-economische dossiers. Primeert het resultaat boven alles?

VAN MIERT: «Ja. Algemene maatregelen die op papier mooi zijn, geven misschien meer intellectuele voldoening, maar wat mij interesseert zijn de resultaten op het terrein. Dat is het beslissende criterium».

De voldoening van het economisch alternatief was dus vooral van intellectuele aard.

VAN MIERT: «De krachtlijnen van het alternatief blijven ook vandaag gelden, meer dan ooit zelfs. Onze prioriteiten veranderen niet: dat blijven de strijd tegen de werkloosheid en de bescherming van de koopkracht. De actieven en de niet-actieven hebben de laatste jaren zoveel ingeleverd dat het probleem van de binnenlandse vraag zeer acuut is. Steeds meer economieën, inclusief de auteurs van het OESO-rapport, vallen ons op dat punt bij. Zelfs politici van de meerderheid geven ons gelijk. Tenminste: onder vier ogen (glimlacht)».

«Er is dus geen enkele reden om op dat punt ons alternatief te wijzigen. Integendeel, met het beleid van Martens gaat men regelrecht op een breukpunt af. Het is onafwendbaar. De arbeiders, de bedienden, de kaderleden, maar



Van Miert: «Algemene maatregelen die op papier mooi zijn, geven misschien meer intellectuele voldoening. Wat mij bezighoudt, zijn de resultaten op het terrein».

ook de gewone middenstanders - alle actieven dus - hebben niet alleen de crisis betaald, maar ook de enorme toename van de inkomsten uit beleggingen. Een groot deel van de bevolking betaalde dubbel en dat wordt een onhoudbare situatie».

«Je kan er moeilijk een datum op plakken, maar dat de meerderheid naar een breukpunt gaat, is een zekerheid. Er is een te belangrijke overheveling van de gezinnen - alleszins van de modale - naar de bedrijven gebeurd. Een kwalijke situatie, zeker als de ondernemingen de middelen niet gebruiken om te investeren en de tewerkstelling te consolideren».

Als de bedrijven dat wel doen, is het dan aanvaardbaar?

VAN MIERT: «Ja, dan heeft het tot iets gediend. Maar - en de cijfers bewijzen het - een groot deel van de inlevering ging naar inkomens die aan de crisis ontsnapten of naar bedrijven die niet investeerden. Die fundamentele onrechtvaardigheid kan deze coalitie nooit oplossen. Het zijn immers steeds dezelfde mensen die moeten inleveren. Neem de fiscale druk: die is blijven stijgen, ook voor de gewone inkomens».

«Maar ook inzake het industriebeleid is Martens de gevangene van de neo-liberalen. De instrumenten om de levensnoodzakelijke vernieuwing van de industrie door te voeren worden opgedoekt in plaats van geactiveerd. Niemand gelooft nog in het neo-liberale sprookje 'lever in en je

krijgt opnieuw tewerkstelling'. Willens nilens zal men naar onze recepten moeten grijpen: een actieve industriële politiek en bescherming van de koopkracht. Meer zelfs: het moment is aangebroken om een geste te doen voor de mensen die de laatste jaren werden gepluimd».

Is dat financieel haalbaar?

VAN MIERT: «Natuurlijk. Als je ziet dat de koördinatiecentra van bedrijven die reeds in het land zijn 25 miljard krijgen, als je die 'snoepjes', zoals Eyskens ze noemde, kan uitdelen, als dat allemaal kan, dan moet er ook geld voor andere initiatieven gevonden kunnen worden. Een actieve industriële politiek bijvoorbeeld».

«Als je de zaken lucide analy-

zeert, kom je tot de conclusie dat de overheid in een moderne industriële samenleving actief moet optreden, zeker inzake het nemen van risico's. Zoals het ondermeer in Japan gebeurt. Wij zijn geen fanatieke aanhangers of goedpraters van het overheidsinitiatief, maar we willen de feiten nuchter bekijken. De neo-liberalen daarentegen, die krijgen de kolieken als er over overheidsinitiatief wordt gesproken. Laat ons tenminste proberen om het debat over de efficiënte organisatie van onze economie zakelijk en niet-gemotiveerd te voeren. Ik weet trouwens dat er patroons zijn die onze ideeën delen».

Oh ja?

VAN MIERT: «Die zijn er, ja. De ondernemers die het ernstig menen en die hun taak anders inschatten dan Michelin en Co. bestaan en ze zijn niet zo gelukkig met de huidige gang van zaken. Ze zien ook dat spekuleren dikwijls meer opbrengt dan echt ondernemen. Tegenover die patroons moeten we ons niet als kemphanen opstellen, omdat we raakpunten hebben: een goed draaiend bedrijf dat investeert en tewerkstelling schept, is goed voor het algemeen belang».

«De regering van haar kant heeft haar kompas op de beurs gezet, op het vermeerderen van de inkomens uit beleggingen en vermogens. Willy De Clercq - de vader notabene van één van de grootste politieke leugens van deze tijd - ontkende bijna dagelijks dat je de werkende mensen meer moet motiveren. 'Ze moeten meer krijgen voor hun werk', zei hij. En wat gebeurde? Precies het tegenovergestelde: wie ernstig werkte, werd gestraft. Via inlevering en fiskus. Het is essentieel dat we ons niet laten opzetten tegen mensen en ondernemers die willen meewerken aan een toekomstgerichte economie. De stoorzenders, aangemoedigd door dit neo-liberale beleid, zitten elders».

Het dwingend karakter van de tewerkstellingsmaatregelen was één van de confrontatiepunten op het interprofessioneel overleg. Het patronaat was er bijvoorbeeld vierkant tegen.

VAN MIERT: «Kijk, een centraal akkoord afsluiten is een goede zaak, maar de negatieve houding van het patronaat, daar hebben we het inderdaad moeilijk mee. De maatregelen die in het centraal akkoord staan, vinden we onvoldoende, ondanks de inspanning van de bonden. Er moeten absoluut extra maatregelen komen, voor de jongeren, voor de langdurig werklozen, voor de vrouwen. Er moet méér gebeuren dan via de ►►►

**'Tegenover die patroons moeten we ons niet als kemphanen opstellen'**



# efficiëntie, daar gaat het nu om

interprofessionele onderhandelingen bereikt werd».

Zegt U nu: dwingende maatregelen?

VAN MIERT: «In dit geval situeert de verantwoordelijkheid zich bij de regering. Specifieke, dwingende ingrepen lijken inderdaad noodzakelijk, ja».

Spitaels bepleitte onlangs een pijnloze inlevering. Vindt de SP dat er nog moet ingeleverd worden?

VAN MIERT: «Ik stel vast dat de fiscale druk ook dit jaar - met Verhofstadt in de regering - verder is toegenomen. Eyskens probeert dat weliswaar te minimaliseren, maar de toename zelf kan hij niet ontkennen. Uit het documentatieblad van Financiën blijkt dat de fiscale en para-fiscale druk dit jaar met 0,8 pct zou toenemen. Daarnaast moet men rekening houden met een aantal fiscale maatregelen van het Spaarplan, ondermeer de verhoging van de BTW op de bouw».

«Er is echter meer. Door het feit dat een groot deel van de inlevering naar beleggingen werd gedraaid en naar een selecte groep van de bevolking ging, is er praktisch geen ruimte meer voor een belastingverlaging. Bovendien werden de fiscale voordelen van de bedrijven de laatste jaren praktisch verdubbeld. Tussen '81 en '84 stegen de aftrek en vrijstellingen van vennootschappen van 62 tot 110 miljard. Die trend is in '85 en '86 niet omgekeerd. Daarnaast is er nog het opmerkelijk gegeven dat steeds minder bedrijven belasting betalen. In '81 was het 47 pct, nu is dat 53 pct. Nochtans is de winst in die periode spectaculair toegenomen. Eenzelfde bedenking kan men over de fiscale prestatie van de bank formuleren».

«Wij zeggen: nu is het de beurt aan de actieven om van een belastingverlaging te genieten. In alle duidelijkheid: er kan een daadwerkelijke belastingvermindering komen, indien men een eind maakt aan sommige fiscale paradijzen in dit land. Terwijl de belastingdruk op de actieven voortdurend steeg, daalde het aandeel van de vennootschapsbelasting in de totale inkomstenbelasting van 21 naar 14 pct. Het is bijna een ongelofelijke ophichting. Voor ons is het een must dat er ruimte komt voor de actieven, zij hebben er recht op. En die ruimte kan er ook komen, op voorwaarde dat de fiscale bresen worden gedicht die de liberalen geslagen hebben».

De vraag was eigenlijk: moet er nog ingeleverd worden?

VAN MIERT: «Ik denk het niet. Als de bescherming van de koopkracht en het aktiveren van de binnenlandse vraag echt noodzakelijk zijn, moet je daar de konklusies uit trekken. De groepen die het zwaarst werden aangetast, moeten nu aan de bak komen».

ADVERTENTIE

**XV<sup>E</sup> ANTIEKBEURS**

AANTWERPEN

**STADSFEESTZAAL MEIR 78**

20 T/M 28 SEPTEMBER 1986. Alle dagen van 13 tot 20 uur.  
's Zondags van 11 tot 19 uur.

WAT ZAL HET  
VANDAAG ZYN?...

MET DE SOCIALISTEN  
BLYF JE AAN  
DE SLAG!



## 'We kunnen de 16 niet wegtoveren'

Het handelsmerk bij uitstek van de SP en Van Miert was een hard standpunt tegen de raketten. Bij herhaling verklaarden SP-prominenten dat bij een eventuele regeringsdeelname de 16 geïnstalleerde raketten onmiddellijk ontmanteld zouden worden. Binnen de 30 dagen, was de stelling zelfs op een bepaald moment. Maar ook op dat punt is er een pragmatische doorbraak. Van een echte deadline is nu geen sprake meer. Vreest Van Miert niet dat hij de essentie zelf van zijn profiel en dat van de partij slachtoffer?

OK in dit dossier staat de tijd niet stil en heeft een politieke verantwoordelijke de plicht om efficiënt te zijn», zegt de voorzitter. «Aan ons principieel standpunt verandert niets: de raketten moeten weg, net als vroeger. Helaas was onze machtspositie tijdens de laatste verkiezingen onvoldoende groot om dat meteen af te dwingen. Indien we sterker uit de verkiezingslag waren gekomen, dan hadden we dat wel gekund. Het zou voor mij een eenzaak geweest zijn. Op dat veld van eer had ik zelfs willen sneuvelen».

«Een ander belangrijk punt is dat de installatie van de 32 supplementaire raketten vlug nadert. Volgend jaar is het zover. Als die er bijkomen, vrees ik dat het nog veel moeilijker wordt om de 16 die er al staan weg te krijgen. Daarom geef ik absolute prioriteit aan de strijd tegen de 32. Als we die installatie kunnen beletten, zal het gemakkelijker zijn om de 16 te ontmantelen. Dat is mijn koele analyse van dit probleem».

«Bovendien is er internationaal iets aan het bewegen. Zelfs NATO-operbevelhebber Rogers vertelde onlangs dat er in Duitsland teveel kernwapens zijn en dat er best een paar weg kunnen. Wel aan dan, veel vertrouwen in het ritueel van onderhandelingen heb ik niet, maar toch moeten we alles proberen om Genève te doen lukken. De intense samenwerking».

king tussen de diverse socialistische partijen kan daar een bijdrage toe zijn».

«Ik vind dit een logische en eerlijke opstelling. Trouwens: als we vanuit de oppositie schreeuwen dat de raketten binnen de 30 dagen weg moeten, geloven de mensen dat toch niet. De installatie van de raketten was in hoofdzaak een politieke operatie, ten koste van Europa, zowel in Oost als West. De vraag rijst wanneer Europa het zal aandurven voor de eigen belangen op te komen en ervoor te knokken».

Is dit een pleidooi voor een nieuw gaullisme?

VAN MIERT: «Noem het zoals je wil. De term gaullisme is misschien overtrokken, maar ik stel vast dat Europa zich telkens in de hoek laat drummen en dat we voortdurend de dupe zijn van de supermachten. Met gelijkaardige argumenten waarmee de Sovjets Solidarnosc bekampen, bevochten de VS elk streven in West-Europa voor meer autonomie. Toch worden veranderingen in de toon merkbaar. Als ik Martens in de DDR bezighoorde, had ik de indruk dat hij volop onze geschriften citeerde. Alleen spijtig dat de Belgische regering de vorige jaren in een totaal andere richting gestapt is».

Staan we aan de vooravond van een grondige bijsturing van de Belgische buitenlandse politiek?

VAN MIERT: «Ik vrees dat die bijsturing zeer moeilijk zal zijn. Ik heb het vermoeden dat er in de PRL al groot ongenoegen bestaat over wat Martens in de DDR verteld heeft».

Het vermoeden?

VAN MIERT: «En de zekerheid (glimlacht)».

Eerst de installatie van de 32 nieuwe raketten verhinderen, dat is vandaag de prioriteit, zegt U, en tot die konklusie komt U na een 'koele analyse'. Vreest U niet dat de achterban daar grote moeite mee zal hebben? Het heldere standpunt rond de 16 -onmiddellijk weg- is er niet meer.

VAN MIERT: «Iemand die gewoon nadenkt, moet tot dezelfde konklusie komen, die wij hebben bereikt: als de 32 erbij komen, dan wordt het niet alleen nog veel moeilijker om de 16 reeds geplaatste kruisraketten weg te krijgen maar zit je met een operationeel volledig uitgebouwde rakettenbasis. En dan zal het Pentagon nog minder geneigd zijn om ze weg te halen. Ons principieel standpunt verandert geen millimeter. Meer nog: wij willen nu al oproepen om de nieuwe slag voor te bereiden en de armen opnieuw uit de mouwen te steken. We moeten de mensen overtuigen dat het verzet tegen de raketten in een nieuwe fase is beland. De afwachtinge

houding van 'de 16 moeten binnen een paar weken weg zijn' volstaat niet meer».

Het is nochtans beloofd door prominente SP-ers.

VAN MIERT: «Maar altijd met de bedenking erbij: dan moet je ons de macht geven. Die machtspositie hebben we helaas niet gekregen. Dat zijn de feiten, op basis waarvan je moet nagaan hoe de strijd op de meest efficiënte manier kan worden verdergezet».

Dreigt U met zo'n standpunt niet als een "real-politicus" bestempeld te worden?

VAN MIERT: «Ho, maar dat stoort me niet. Je moet op een realistische manier aan politiek

doen».

Cynisch.

VAN MIERT: «Misschien, maar het is de realiteit. Bij de vorige verkiezingen hadden wij een zeer duidelijk programma. Ik heb moeten vaststellen dat niet iedereen die duidelijkheid in de politiek waardeert. Spijtig. Toch zal ik me blijven inzetten voor meer duidelijkheid, maar ik wil het wel koppelen aan efficiëntie. Als we kunnen verhinderen dat de 32 erbij komen, bestaat er een serieuze kans dat we later toch op nul geraken. Essentieel is natuurlijk of de kiezer je een mandaat en een machtspositie geeft. Wij kunnen geen mirakels doen of de 16 raketten wegtoveren. Daar heb je macht voor nodig».

ADVERTENTIE

**DE MOOISTE  
100 VROUWEN  
VAN DE EEUW**

Nu in een  
schitterende kleur-bijlage  
bij Panorama nr.39

**PANORAMA**

MET OOG VOOR MOOI

'Je moet op een  
realistische manier  
aan politiek doen'



## 'Het is niet zozeer een kwestie om het centrum te veroveren'



Toen Van Miert pas voorzitter van de SP was, voorspelde hij dat de partijvernieuwing meer dan waarschijnlijk een koude oorlog met de CVP tot gevolg zou hebben. Van Miert vergiste zich niet. Initiatieven zoals Doorbraak en de operatie-PAKS, annex Pataer, zorgden in de kristen-demokratie voor grote ontstemming. Zelden was de allergie van die familie voor de socialisten groter dan onder het voorzitterschap van Karel Van Miert. Zou het kunnen dat de "new look" van de SP ook aan deze esbattementen een eind maakt en dat de weg wordt geëffend voor gesprekken die tot andere - minder conservatieve - koalities leiden. Blijft de CVP de uitverkoren koalitiepartner van de SP?

IK geloof niet dat men zich in taktische kronkels moet gaan wringen', zegt Van Miert.

Nochtans gaat het om een fundamenteel probleem.

VAN MIERT: «Ongetwijfeld, maar de vraag die mij bezighoudt is: hoe kunnen we deze neo-liberale koers ombuigen. We gaan naar een breuk en we moeten proberen de toekomst voor te bereiden. Er komt een moment, daar ben ik van overtuigd, dat ook de anderen dat zullen inzien».

Ook binnen de kristen-demokratie?

VAN MIERT: «Bijvoorbeeld, ja. Binnen de kristen-demokratie zullen er mensen komen die zeggen dat het op deze manier niet meer verder kan en een beleid voorstellen dat parallel met ons programma loopt. Ofwel gaan de liberalen dan zichzelf verloochenen, ofwel en dat is het meest waarschijnlijke - komt er een verschuiving van de politieke macht».

«Zo iets kan snel evolueren. Stel dat de energieprijzen of de rentevoeten weer de hoogte inschieten, dan zou het best kunnen dat bij de bevolking op slag het besef ontstaat dat het nu echt anders

moet. Berekeningen op korte termijn interesseren mij niet. Ik wil, zonder onze eigenheid prijs te geven, dat men op een gegeven ogenblik niet anders kan dan met ons rekening houden».

De koude oorlog tussen CVP en SP blijft ondertussen bestaan. De partijvernieuwing zette kwaad bloed, maar leggende Doorbraak en Paks geen blijvende hypoteek op een gesprek - eventueel een akkoord - met de kristen-demokratie?

VAN MIERT: «Hoe een partij zich organiseert en tot wie ze zich richt, gaat alleen die partij zelf aan».

Ook als het de enig mogelijke partner mateloos ergert? Zal U ook op dat terrein niet als een "real-politicus" moeten optreden?

VAN MIERT: «Nee, we hebben drie verkiezingen (de gemeentelijke, de Europese en de parlementaire), na elkaar gewonnen en het is duidelijk dat we in Vlaanderen nog beter kunnen scoren. We zitten nog niet aan ons sociologisch maximum. Natuurlijk, het vraagt tijd om de vele historische hypoteken te lichten. In Vlaanderen is dat niet simpel en het noopt er

ons toe al eens spektakulaire dingen te doen».

Wat dan weer de allergie van de kristen-demokratie voor alles wat rood is niet vermindert.

VAN MIERT: «Nee, maar ik zie niet in waarom Vlaanderen een uitzonderingspositie zou moeten blijven innemen. In de andere landen van West-Europa kan men een bepaalde politieke beweging of partij steunen, ongeacht de filosofische of geloofsovertuiging. Wat dat betreft hinken wij minstens twintig jaar achter de geschiedenis aan. De vraag is hoe we dat ook in Vlaanderen stapsgewijs gaan waarmaken. Het gaat om een evolutie op lange termijn, van enkele generaties. En wie wij als partij aanspreken, maken wij zelf uit. Niet de politieke tegenstrever».

Wat acht U het meest waarschijnlijk? Een polarisatie met barsten en breuken in de kristen-demokratie of een concurrentieslag in het politieke centrum?

VAN MIERT: «Op basis van de net geformuleerde uitgangspunten moeten we de ambitie hebben om te groeien en...

... het centrum te veroveren...

VAN MIERT: «... het is niet zozeer de kwestie om in het centrum te veroveren, dan wel mensen die niet zo ver van ons staan, te overtuigen dat we samen wat kunnen doen. Neem nu de actieven, inclusief de jonge kaders, die zich via inlevering en de toenemende belasting op arbeid, tweemaal blauw betalen. Neem de gepensioneerden of de mensen uit het onderwijs, zowel uit het officieel als het vrij onderwijs hebben we bijzonder positieve reacties gekregen om de landelijke en minder grote scholen niet te laten platdrukken door de mammoetscholen. Zolang de neo-liberale politiek verdergaat en Martens er de gevangene van blijft, neemt de noodzaak aan hervormingen toe. Steeds meer mensen zullen met onze beoordeeling akkoord gaan en met ons proberen het beleid te veranderen, zelfs als ze in een andere stijl zijn opgegroeid».

U wijst doctrinaire polarisatie af?

VAN MIERT: «Maar de neo-liberalen zijn de echte doctrinair. Er zijn punten waarvoor we nooit compromissen zullen sluiten: de gelijke kansen voor alle kinderen, het verzet tegen elke vorm van racisme, het handhaven van de fundamentele vrijheden. Want daar ook doet zich een merkwaardige evolutie voor. Uitgerend de partij die de vrijheid in haar banier heeft staan, beperkt nu een aantal vrijheden. Ik denk ondermeer aan het verbod om op 55 jaar met vervroegd pensioen te gaan. Ook is het symptomatisch dat De Croo het Hoog Comité van Toezicht mobiliseert tegen personen die informatie verspreiden rond de TGV-plannen. De mensen die dachten dat er met de FVV meer vrijheid kwam, zijn er dus aan voor hun moeite».



## Een budgettaire strafexpeditie

'Het is de liberalen echt gelukt, vanuit een soort elitaire filosofie, het onderwijs te laten bloeden. Men stapt af van het fundamentele principe dat je alle kinderen gelijke kansen moet geven en dus extra-aandacht voor de zwaksten. Dat uitgerend een kristen-demokraat de uitvoerder werd van deze liberale machinatie, is het cynische van deze zaak'.

N IET alleen het rijksonderwijs, maar ook de andere netten worden immers meedoogenloos getroffen. In de vrije scholen is de malaise rond deze budgettaire strafexpeditie bijzonder groot. De mensen die het in deze prestatie-maatschappij al het moeilijkst hebben, krijgen nog maar eens de hardste trappen. De kans dat ze aan de zelfkant van de maatschappij belanden, wordt groter dan ooit».

«Ook de klassieke liberale mid-

dens - en daarmee bedoel ik dus duidelijk niet de neo-liberale doordrammers - voelen zich daar ongelukkig bij. Ze voelen het aan als een vorm van verraad. Er zijn dus urgente maatregelen nodig om de huidige krankzinnige toestand te corrigeren, maar ook om de vrije keuze opnieuw te waarborgen. Dat is ondermeer het geval met de normaalscholen».

«De ravage die nu werd aangericht, stelt evenwel het globale

probleem van de onderwijspolitiek. Dat is veel meer dan de traditionele problematiek van de verschillende netten, nu gaat het wel degelijk over het fundament van het onderwijsbeleid zelf. Het is ook de eerste keer dat er over de netten heen solidariteitsacties zijn ontstaan».

«Of er echt nood is aan een nieuw schoolpakt weet ik niet. Wel zijn drie zaken absoluut noodzakelijk: een nieuwe definitie van het beleid, het waarbor-

gen van de nodige middelen voor het onderwijs en het terugschroeven van een aantal onrechtvaardige maatregelen, waarbij ik dan vooral aan die beslissingen denk die de vrije keuze beletten».

«Ongetwijfeld werd het rijksonderwijs extra hard aangepakt, het kreeg slagen in de rug. Zelfs de andere netten geven dat toe. En toch moet het debat verruimd worden. Wij willen de verdeders zijn van de hele onderwijs-gemeenschap, van alle netten. Ik heb er mijn twijfels over of de regeringspartijen nog geïnteresseerd zijn in het handhaven van de schoolvrede. En bovendien is er behoefte aan een beleid dat opnieuw positief is ingesteld tegenover de hele onderwijs-gemeenschap».

## De communautaire demonen en Happart

IK stel vast dat mijn collega Swaelen nu identiek hetzelfde zegt als ik, namelijk dat het arrest van de Raad van State inzake Happart zowel naar letter als geest moet worden toegepast. Ik denk trouwens dat het de hoogste tijd wordt dat de Franstaligen inzien dat ze een hypoteek zoals Happart moeten lichten. Het ar-

rest van de Raad van State moet dus integraal worden uitgevoerd. Als men daar begint aan te frutselen en een kramakkelijk compromis uit te dokteren, zet men de deur wagenwijd open en laat men de demonen los.

'Men moet zich neerleggen bij het arrest. Punt uit. Begint men

echter opnieuw aan het statuut van de Voer te prutsen, dan geeft men opnieuw hoop aan diegenen die de grenzen van Brussel willen veranderen of het statuut van de faciliteitengemeenten.'

'Echt, het gaat hier om een test case. Zal men een rechterlijke uitspraak al dan niet eerbiedigen.

Met handigheidjes zoals De Croo er onlangs bedacht, zet je alles terug op losse schroeven. Mocht de regering dat toelaten, kan ze alles vergeten. Dan zit je terug in een enorme communautaire poespas - dat vrees ik al te zinnig - is de dialoog in het parlement totaal gehypotekeerd».





ADVERTENTIE

41<sup>e</sup> INTERNATIONALE  
JAARBEURS  
VAN VLAANDEREN

대한민국

GASTLAND  
KOREA  
FLORALIAPALEIS  
GENT

13 tot 28 sept. 86



OPENINGSUREN:

weekdagen: 14.19 u.  
zaterdag: 10.19 u.  
zondag: 14.21 u.  
vrijdag gesloten

INFO: (091) 22 40 22

Van Miert: «Het zou  
verontrustend zijn, mocht  
iedereen in de partij het 100  
pct met mij eens zijn»

## 'Een bloempotfunctie heeft me nooit geïnteresseerd'

In oktober houdt de SP haar jaarlijks politiek kongres en in maart '87 komt er nog een werkingskongres. Daar zal de partijwerking aan bod komen en zal er uitbundig met de stembiljetten gezwaaid kunnen worden. Zowel de verkiezing van de bureauleden, de administratieve commissie als de voorzitter staan op de agenda. Van Miert is opnieuw kandidaat en -kan men nu reeds voorspellen- zal het probleemloos halen. In oktober wordt het een politiek en allicht geanimeerd debat, want de nieuwe pragmatische lijn, het socialistisch neo-realisme, wordt de discussiekluis.

HET is een gelegenheid om de lijn vast te leggen die we de volgende maanden zullen volgen', zegt Van Miert. 'Het spaarplan en het interprofessioneel akkoord evenals andere recente gebeurtenissen zullen daarin een belangrijke rol spelen. Verder is het de bedoeling om rond een aantal thema's een discussie op gang te brengen die later moet worden afgerond'.

Ik kan me voorstellen dat er op sommige standpunten een radicale repliek komt.

VAN MIERT: «Natuurlijk, het is ook de bedoeling dat het tot een debat komt. Als voorzitter moet je de ver-tolk-er zijn van

waar de partij globaal voor staat. Maar een voorzitter is meer dan alleen maar woordvoerder, het is ook iemand die zijn nek uitsteekt en durft zeggen: 'Daar moeten we ons over beraden, daar moeten we prioriteit aan geven of daar moet dringend een discussie over komen'. Ik heb mijn job altijd op die manier ingeschat. In het interview met Le Soir is deze gedachtegang vertekend weergegeven. Ik wil dat voorzitterschap in zijn volle omvang uitoefenen. Een bloempotfunctie heeft me nooit geïnteresseerd. Als partijvoorzitter heb je een enorme verantwoordelijkheid. Je mag nooit tevreden zijn met de bereikte resultaten, steeds anticiperen en ook risico's durven nemen.

Men. Dat heb ik negen jaar lang gedaan».

Steeds in de aanval, zelden in verdediging. Bestaat het risico dan niet dat je buitenspel staat en dat het kongres je terugfluit.

VAN MIERT: «Het kongres legt het kader en de konkrete programmapunten vast, zo hoort het in een democratische partij. Anderzijds is het ook zo dat niemand 100 pct achter alle punten kan staan. Iedereen legt eigen klemtonen en da's logisch voor en inherent aan een democratie. Ook is het is voorgekomen dat ik andere inzichten had. Zelfs op kongressen heb ik verklaard dat

ik niet volledig achter bepaalde punten stond».

Welke punten, bijvoorbeeld?

VAN MIERT: «5 jaar geleden, een onderwijstema. Ik heb dat toen in mijn slottoespraak gezegd dat ik me ten aanzien van bepaalde konklusies als een dissident voelde. Merkwaardig genoeg is daar toen weinig aandacht aan geschonken. Het zou verontrustend zijn, mocht iedereen in de partij zeggen: 'We zijn het 100 pct met jou eens'. Dat verwacht ik dus niet. Er moet altijd ruimte zijn om je opstelling, de partijlijn in vraag te stellen en minstens om een discussie op gang te brengen».

«Ik heb nooit gezegd dat één persoon, ook de voorzitter niet, de partijlijn bepaalt. Het zou gemakkelijk zijn mocht de partijvoorzitter telkens met de natte vinger uitzoeken hoe hij zich met de minste problemen uit de slag kan trekken. Een partijvoorzitter met zin voor verantwoordelijkheid mag het zich niet te gemak-

kkelijk maken. Er zijn momenten dat hij moet zeggen: 'Dat moeten we bijsturen'. Als het kongres dan tot konklusies komt en ik vind me daar voldoende in terug, dan verdedig ik loyaal het globale programma. Een voorbeeld: het Egmontpakt. Dat was een kompromis dat ik zelf niet heb onderhandeld en rond een aantal punten had ik serieuze bedenkingen».

«Natuurlijk, je moet het eens zijn met de essentiële standpunten die op een partijkongres worden ingenomen. Ik heb geen enkele reden om aan te nemen dat dit op het volgende kongres niet het geval zal zijn. In die zin heb ik mij, na de kwakels die ondermeer in Het Volk verschenen, opnieuw kandidaat gesteld. Niet om op mijn lauweren te gaan rusten, dan kan men beter een andere voorzitter kiezen. Ik heb nog altijd de motivatie om er flink mee door te gaan. Dat zal ook nodig zijn, want er is nog enorm veel te doen».

Stel dat het kongres zegt:

'Van Miert, wat je over die 32 raketten vertelt, is juist maar toch blijven we erbij dat die 16 onmiddellijk weg moeten als je in de regering zit. Binnen de 30 dagen'.

VAN MIERT: «Dan zal mijn antwoord zijn: 'Oké, als de kiezer ons daartoe een mandaat en de machtspositie geeft, dan ben ik de eerste om daarvoor te knokken'. Zolang dat echter niet het geval is, denk ik dat het eerlijker is om te zeggen: 'laten we alvast beginnen met de installatie van de 32 te verhinderen'. De precieze manier waarop we dan de 16 zullen weggrijpen, zullen we maar kunnen uitmaken als we daar de machtspositie toe hebben. Da's een eerlijke houding en mijn opvatting van hoe je politiek moet bedrijven. Wil men morgen in een kongresresolutie schrijven dat de voorzitter ijzer met de handen moet breken, wil ik dat desgevallend proberen (glimlacht), maar John Massis lijkt me toch een meer geschikte figuur».

De tweede Kroniek van Elsevier.



**'Wil men morgen in een kongresresolutie schrijven dat de voorzitter ijzer met de handen moet breken, wil ik dat desgevallend proberen, maar John Massis lijkt me toch een meer geschikte figuur'**

**Wie vermoordde Julius Caesar? Brutus? Nero? The Boston Strangler?**

U vindt het antwoord in "Kroniek van de mensheid", blz. 93.

**Kroniek van de mensheid. Wegwijzer in het verleden. 1995<sup>F</sup> later 2450<sup>F</sup>**





**PARTI COMMUNISTE DE BELGIQUE**  
**KOMMUNISTISCHE PARTIJ VAN BELGIE**



#### DE HUIDIGE INZET INZAKE BUITENLANDS BELEID.

Dokument van het Politiek Bureau van de  
Kommunistische Partij van België.

Bij het begin van de herfst van 1986, zijn er verscheidene gunstige elementen vast te stellen met het oog op vooruitgang inzake ontspanning en samenwerking, in Europa en in de wereld. Het gaat voor alles om het positieve besluit van de Konferentie van Stockholm over de "vertrouwenwekkende maatregelen" (aankondiging en inspectie van de troepenbewegingen, enz...) en om het beleggen van de voorbereidende ontmoeting van Reykjavik tussen Reagan en Gorbatsjov. De resultaten van het recente bezoek van de Belgische Eerste minister aan de Duitse Demokratische Republiek en het succesvolle verloop van het bezoek van de Hongaarse Premier aan ons land, wijzen in dezelfde richting.

Naast het "vredesoffensief" van de USSR en andere socialistische landen, en de initiatieven van een reeks neutrale en niet-gebonden landen merkt men ook, onder de gunstige factoren, de toenemende terughoudendheid op met name van zulke invloedrijke westerse kringen als deze van de "Trilaterale", ten aanzien van de konfrontatiepolitiek van de ultra-atlantisten..

Deze elementen bieden in hun geheel nieuwe ruimte voor de aktie van de krachten van vrede en vooruitgang, voor alle sectoren van de Belgische en Europese opinie die ernaar streven om zowel de dreiging van een kernoorlog als de gesels van de crisis te doen wijken.

Het zou nochtans een illusie zijn zich in te beelden dat de kampioenen van de blokkeneskalatie en de overbewapening, die nog steeds de toon blijven aangeven te Washington en in de NAVO, nu zullen afzien van hun gevaarlijke plannen. Zelfs na de ontknoping van de affaires Zacharoff en Danilov, en na de aankondiging van de ontmoeting van Reykjavik, blijven de kampioenen van de "sterrenkrijg" hun afkeer betuigen van elke ernstige overeenkomst tot wederzijdse en gecontroleerde vermindering van de nukleaire of konventionele bewapening, of tot verbod op ruimte- of chemische wapens.

Is het immers de bedoeling niet dat de NAVO-ministers van Defensie op 21 en 22 oktober e.k. heimelijk de nieuwe richtlijnen goedkeuren die de militaire bevelhebbers van de alliantie zullen machtigen om "in geval van crisis" als eersten hun toevlucht te nemen tot het gebruik van kernwapens? En dit, zonder zich al te veel zorgen te maken over de procedures van politiek overleg die zijn voorzien ... voor rustiger tijden?



De K.P.B. is dan ook van mening dat grote inspanningen nodig zijn ter mobilisatie van de openbare opinie, opdat België, in overleg met andere kleine en middelgrote Europese landen, zowel leden van de twee bondgenootschappen als neutrale, aktiever zou optreden voor doeleinden zoals :

- het afsluiten van een akkoord tot stopzetting van de plaatsing, en wederzijdse ontmanteling van de nukleaire wapens voor de middellange afstand, aan deze en gene kant van Europa - akkoord dat zou inhouden dat de 32 bijkomende en voor België bestemde raketten, niet geïnstalleerd worden, én dat de 16 reeds te Florennes geplaatste tuigen verdwijnen ;

- het scheppen van een Centraal-Europese zone zonder chemische wapens, inbegrepen "in geval van crisis of van oorlog" ; zone die minimaal de twee Duitslanden, Tsjechoslovakije, Polen en de Benelux-landen omvat ;

- een akkoord over de wederzijdse en gecontroleerde stopzetting van alle kernwapenproeven, aansluitend bij het verlengde eenzijdige moratorium van de USSR, en in overeenstemming met de nadrukkelijke vraag van de niet-gebonden landen ;

- het afzien van iedere rechtstreekse of onrechtstreekse deelname aan de voorbereiding van de "sterrenkrijg" ;

- het vermenigvuldigen van de initiatieven ten gunste van vreedzame economische en wetenschappelijke samenwerking naar alle richtingen toe, in weerwil van alle oost-west en noord-zuid barrières, die de aanhangers van de hegemonie van de dollar en van het militair-industrieel kompleks van over de Oceaan zo lief zijn.

Dergelijke doeleinden, zo meent het Politiek Bureau van de Kommunistische Partij van België, zijn in overeenstemming met de nieuwe hoopgevende elementen, die nu ter beschikking staan van de brede vredesbeweging en het geheel van de krachten die ernaar streven om Europa tot springplank naar ontspanning en naar samenwerking tussen de volkeren te maken.

Brussel, 6 oktober 1986.



PROCES-VERBAAL VAN HET POLITIEK BUREAU VAN 31 OKTOBER 1986.

Aanwezig: P.Beauvois, J.De Geyter, R.Dussart, D.Fedrigio, M.Levaux,  
L.Loose, J.Moins, J.Nagels, S.Nudelhole, C.Renard, L.Van Geyt.

Verontschuldigd: J.Debrouwere (op missie in het buitenland), M.Dul-  
laert (in herstell verlof), R.Jacobs (budget), J.Turf  
(De Morgen), J.Vercaigne, M.Couteau.

1. PERS.

- het PB verheugt zich over de kwaliteit van de nieuwe Drapeau Rouge en over het onthaal dat hij kende (LVG en RD hebben een gelegenheids-telegram verstuurd) ;
- Het PB verheugt er zich over dat de N.V.Volksuitgaven het verschijnen van "De Morgen-De Moord" heeft kunnen verzekeren.  
LVG trekt de aandacht van het PB op het aangetoonde politieke nut van een middel dat tenandere technisch niet altijd onberispelijk is, nut in een vooruitstrevende beweging en boven de kommunautaire grenzen heen.  
Gelukwensen worden overgemaakt aan de technische ploeg van de drukkerij (G.Nuyts et Ravitz).

2. DAGORDE VAN HET C.K. VAN 29 NOVEMBER:

Akkoord over de dagorde, voorgesteld door het sekretariaat.

3. PROCES-VERBALEN VAN DE TWEE VORIGE SEKRETARIAATSVERGADERINGEN.

Geen aanzienlijke opmerkingen. Uitdrukkelijke vraag aan de kameraden die niet aanwezig kunnen zijn, om hun eventuele opmerkingen schriftelijk aan het Sekretariaat dat onmiddellijk volgt op het BP over te maken (en voor wat de PV's van 21 en 28 oktober betreft, aan het Sekretariaat van 12 november).

4. KOLLOKWIUM MICHELIN.

B en LL geven o.m. informatie over de unanieme bekommernis van de deelnemers om een mechanisme op punt te stellen dat een snellere en meer doeltreffende uitwisseling van informaties en aktievoorstellen mogelijk maakt, om zo "preventief overleg" te organiseren.

Het PB mandateert de kameraden die aan dit kollokwium deelnamen om - in overleg met het nationaal sekretariaat - konkrete voorstellen hieromtrent uit te werken.

De kontakten die moeten toelaten een delegatie van het gemeenschappelijk front van Michelin-Zuun in Straatsburg te doen ontvangen, worden voortgezet.

Ter herinnering, het PB heeft zijn akkoord gegeven om kollokwia van eenzelfde type te organiseren over de staalnijverheid : de verantwoordelijken van de afdeling buitenland zullen de nodige kontakten leggen zodra het Waals bureau duidelijke voorstellen overmaakt qua dagorde, lijst van te kontakteren partijen, enz...



# 5. AKTIE VAN DE PARTIJ VOOR DE ONTWAPENING.

Het PB heeft een brede gedachtenwisseling over "wat na Reykjavik" :

- de kampanje van Washington om de draagwijdte van de "bijna-akkoorden" van Reykjavik te verduisteren, die gepaard gaat met een steeds bredere oppositie tegen DSI in de VS-zelf,
  - ° het tegenoffensief van de Ministers van Landsverdediging van de NATO (waaronder de Donnée) over de raketten voor de middellange en de korte afstand, en over de konventionele wapens, dat gepaard gaat met een uitgesproken steun aan SDI;
- de evaluatie van het CNAPD-CPD-forum en het kongres van de SP,
  - ° het ontwerpakkoord tussen SED en SPD voor een kernwapenvrij Centraal-Europa (inbegrepen de Benelux).

Het PB gaat akkoord om prioritair de actie van de partij te ontwikkelen in de richting van de vredesbeweging en de politieke krachten die erbij aanleunen, met de DRIE VOLGENDE VOORSTELLEN :

1. HET AFZIEN DOOR BELGIE VAN IEDERE DEELNAME AAN DE VOORBEREIDING VAN DE STERRENKRIJG die duidelijk het grootste struikelblok is om tot een vooruitgang inzake ontwapening te komen, zoals ook het nog altijd door Washington geweigerde STOPZETTEN VAN DE KERNPROEVEN ;
  2. steun aan het ontwerpakkoord SED-SPD dat toelaat om de hypotheek van de "hernieuwde globalisatie" te lichten en tegemoet te komen aan de belangrijkste bekommernissen van de vredesbeweging in BELGIE in zoverre dit gepaard gaat met een timing bijv. als volgt :
    - ° een kernvrije gebiedsstrook die de BRD, de DDR en Tsjechoslovakije omvat, in 87 ;
    - ° een kernwapenvrije "MBFR-zone" in 1990 ; dit zou "automatisch" leiden tot het terugtrekken in dezelfde tijdspanne van de 16 raketten in Florennes, en dus zou dit er logisch toe leiden dat zou afgezien worden van de opstelling van de 32 bijkomende raketten die voor België bestemd zijn.
  - akkoord dat de partij snel initiatieven neemt die met dit akkoord verbonden zijn : openbare verklaring met positieve beoordeling en aankondiging van stappen in de richting van de verschillende betrokken krachten in België en Centraal Europa.
- oproep aan alle partij-echelons om dit thema aan te grijpen en het kenbaar te maken aan het geheel van de vooruitstrevende krachten en aan de mensen op hun overeenkomstige niveaus, om er een hefboom van te maken en de brede beweging te mobiliseren voor een hernieuwde mobilisatie in 1987.
3. konkrete inhoud geven aan de notie van vredesökonomie : aan Ph. Fraschina vragen om snel een inventaris van de beschikbare elementen te maken.



3.

Een perspectief is wenselijk op langere termijn : een manifest in de richting van de "kaders" (sociale, economische, kulturele, wetenschappelijke, ...) en de "opiniemakers".

Het PB mandateert het Nationaal Sekretariaat om - samen met de verantwoordelijken van buitenland - om de eerste initiatieven op te starten die verbonden zijn met het pakt SED-SPD.

Het PB gaat eveneens over tot een gedachtenwisseling over de noodzaak voor de partij, met de verminderde politieke middelen waarover zij beschikt sinds oktober 1985, om al haar energie aan te wenden om de thema's (inbegrepen de internationale) die van aard zijn te mobiliseren in de richting van de beweging en de mensen, naar voor te schuiven, en erover te waken om zich niet "achteruit te laten slaan" door het onderhouden of hervatten van interne diskussies die te dikwijls voorbij (voorbijgestreefde) polemieken uitlokken, tot en met in de richting van de vredesbeweging en de verschillende structuren ervan.

Verschillende recente voorbeelden (inbegrepen een "gedenk"edito van de DR) nopen ertoe meer systematisch overleg te plegen voorafgaandelijk over thema's die de oorzaak kunnen zijn van onproduktieve conflicten.

#### 6. DIALOOG VOEREN.

Het Vlaams Bureau heeft zijn delegatie samengesteld voor een ontmoeting na 15 november :

L. Loose

D. Vonckx of F. Delmotte

B. Claeys

H. De Witte

Het Franstalige bureau zal zijn delegatie samenstellen volgende week.

Het PB delegeert Cl. Renard en L. Van Geyt.

& & & &

Wij houden de tekst van de tussenkomst van Dobrynin tijdens het kollokium waar wij vertegenwoordigd waren door de kameraad J. Nagels, ter beschikking van de leden van het PB. J. Nagels zal hierover binnenkort een nota overmaken.



---

SS. Nudelhole.

M. Couteau.

=====

## 1. BUDGET 1987.

- Akkoord van het PB om aan het C.K. voor te stellen :

I. een overgangsbudget 87 (cf. de redenen uiteengezet PV-Sekretariaat 12/11) met de verbintenis van nu tot het C.K. van juni om te onderhandelen over een nieuwe verdeelsleutel in functie waarvan de uitvoering van het budget voor het tweede semester 1987 zal georiënteerd worden en dat zal toegepast worden voor het budget 88 goedgekeurd (1 stem tegen)

Teneinde deze nieuwe verdeelsleutel op te stellen, zal een operationele werkgroep opgericht worden, vertrekkend van het nationaal en de federatieve sekretariaten, met als opdracht :

1. een staat op ge maken inzake huidige opvatting en uitwerking van de budgetten (inbegrepen, in de mate van het mogelijke, een "gefederaliseerde" doorlichting van het gemeenschappelijk technisch budget) ;
2. voorstellen uit te werken met het oog op een nieuwe verdeelsleutel van de centrale inkomsten -die vanaf 1988 aanzienlijk zullen verminderen- rekening houdend met de gewettigde belangen van ieder gewest en iedere gemeenschap en met de onontbeerlijke solidariteitsmechanismen tussen de verschillende komponenten.

Timing\_: verslag en voorstellen uit te werken voor einde maart, om beslissingen voor te stellen aan het C.K. van juni 1987.

Akkoord van het PB om, gezien de belangrijke vermindering van de centrale inkomsten vanaf 1988 :

- in 1987 alle nieuwe verbintenissen te blokkeren ;
- iedere komposante uit te nodigen om zonder dralen na te denken over een werkings- en organisatieschema op middellange termijn, dat rekening houdt met deze vermindering.

II. lonen en anciënniteitspremies volgens de criteria gesuggereerd door R. Jacobs, met de wens dat aan de (voor het ogenblik theoretische) bekommernissen inzake rekrutering van kaders met onder-  
vinding en kwalifikaties ... tegemoet wordt gekomen, maar op basis van objektieve criteria.



III.: nationaal budget.: goedgekeurd (2 onthoudingen)

IV.: gemeenschappelijk technisch budget.: goedgekeurd (2 onthoudingen)

Akkoord om aan het C.K. voor te stellen het verslag over het budget stipt om 13u30 te beginnen.

## 2. KOMMISSIE BUITENLANDSE ZAKEN.

- Akkoord om aan het C.K. 10 effectieve leden voor te stellen voor een kommissie die een studie-functie heeft : J. Debrouwere, A. De Smet, Cl. De Smet, D. Vonckx, F. Delmotte, A. Duchateau, J. P. Michiels, S. Nudelhole, J. Pirlot, E. Remacle.
- Akkoord om A.M.L. voor te stellen als permanent uitgenodigde voor de Vlaamse vleugel.
- Akkoord dat de franstalige leden van het PB een voorstel doen op het volgende PB voor een franstalig permanent uitgenodigde (2 onthoudingen).

P. Beauvois drukt de wens uit :

- ° dat de (franstalige) leden van de kommissie regelmatig bijdragen zouden leveren aan de D.R. ;
- ° dat de redakteur(s) internationaal van de D.R. regelmatig de werkzaamheden van de kommissie zou(den) bijwonen.

Te regelen respektievelijk op het federatief niveau, en op het niveau van de kommissie zelf.



Aanwezig : P.Beauvois, J.Debrouwere, M.Dullaert, R.Dussart, D.Fedrigio,  
R.Jacobs, M.Levaux, L.Loose, J.Moins, J.Nagels, Cl.Renard,  
J.Turf, L.Van Geyt, M.Couteau, S.Nudelhole.

Verontschuldigd : J.Vercaigne.

=====  
=====

1. ONDERZOEK PV'S SEKRETARIAATSVERGADERINGEN: PV aangenomen, onder voorbehoud van schriftelijke opmerkingen die de afwezige kameraden eventueel zouden overmaken vóór het Sekretariaat van 2/12.

2. VOORBEREIDING VAN HET C.K.

Budget 87 : - akkoord over de voorstelling van het budget, zoals voorgesteld door R.J.  
- akkoord over de berekeningswijze van de jaarvergoedingen volgens leeftijd,  
- een gedetailleerd onderzoek van de algemene onkosten zal gebeuren met het oog op besparingen in 1987.

Kommissie Buitenland van het C.K.: Het PB neemt het voorstel van het Fr.B. over voor wat betreft de permanent franstalig uitgenodigde voor deze kommissie.

Ontwerp van internationale motie voor het CK van 29/11 : akkoord over de tekst die zal op punt gesteld worden op basis van de discussie.

Akkoord om LL te mandateren om contact te leggen met Deense Zeeliedenbond die een belangrijke rol speelt in de verspreiding van de informatie over de wapenleveringen (cr.Irangate, enz..)

In de marge van de discussie over internationale problemen, deelt LVG zijn uitdrukkelijke reserves mee over het Chili-artikel dat in de DR van 27 november werd gepubliceerd.

3. POLITIEKE SITUATIE.

LVG stelt een sythetische beoordeling voor over het verloop van de voornaamste politieke en sociale gebeurtenissen sinds september, en schetst te verwachten ontwikkelingen tot de lente ; formuleert bijkomende thema's om over na te denken met het oog om een weg uit te stippelen naar een tegenoffensief (verbonden met konkrete inzetten, het thema van het "afstand doen van de Staat" omschrijven). Hij zal een geschreven nota toesturen met het oog op de discussie op het PB van 12/12, waarbij het materiaal van het kollokwium van 6/10 in Moskou zal gevoegd worden (nota J.Nagels-tekst Dobrynin) alsook - in de mate van het mogelijke - alsook een "omzetting" die bruikbaar is voor de franstalige leden van het PB, van een artikelenreeks van J.Turf over het boek van één van de "universitaire profeten" van het zuivere en harde neoliberalisme in Vlaanderen.

In die kontekst weerhoudt het PB het voorstel om een denk/studiedag over het thema van de Staat te organiseren.

4. NICARAGUA.

R.Dussart geeft informatie over de meest betekenisvolle elementen van de reis die hij in dat land maakte, vergezeld van D.Vonckx.



## LA SITUATION POLITIQUE EN BELGIQUE

---

(schéma de l'exposé fait au Bureau politique du 28/11/86)

1. Voilà un bon moment que le BP aborde de front pareille matière. Pourquoi pareille réserve ? Parmi les raisons probables :

- complexité du sujet, difficulté de la maîtriser ;
- crainte d'empiéter sur terrain des instances fédérales (qui éprouvent elles-mêmes quelque difficulté à traiter pareil sujet) ;
- allergie justifiée à "revues de presse" et à "dadas toujours répétés" de chacun.

Suggestion du Secrétariat : inciter à discussion délibérément tournée vers dépistage des problèmes principaux et de la manière dont devons nous y attaquer.

M'efforcerai de rencontrer cette préoccupation, de surplomber résolument la "chronique du quotidien", et prendrai risque d'un "saut sans parachute".

2. Derniers développements dans et autour du sommet gouvernemental. Constat principal : Martens et Cie ont une nouvelle fois franchi le gué (fut-ce de justesse et avec, en vue, de nouveaux écueils bruxellois et autres) :

- résolus (et en mesure jusqu'à nouvel ordre) de poursuivre toujours plus avant leur ligne néolibérale ;
- cela toujours au prix de "tours de passe-passe" toujours plus poussés, qui sapent réelle fédéralisation, vident toujours davantage de sa substance, à tous niveaux, la démocratie politique, et fragilisent de plus en plus structures et gestion de l'Etat belge.

3. Donnée centrale du "détricotage" du tissu économique, social, culturel... ==> démantèlement des emplois à part entière dans production et/ou services - au détriment et du facteur travail, et des consommateurs-usagers comme de la collectivité. Destinations des transferts massifs de richesses vers le capital financier :

- a) un peu de "compétition transnationale de pointe" (civile ET militaire, moyennant emplois moins nombreux mais plus sophistiqués).
- b) spéculation-financiarisation-gaspillages (y compris par pillage croissant des pouvoirs publics-collectivité) ;
- c) une diffusion large et "mince" à la fois de capital mobilier (des centaines de milliers de familles se considèrent capitalistes ... et contribuables à ce titre).

4. Après mobilisation "non-suffisante" en mai-juin (mobilisation intervenue bien plus "malgré", qu' "avec" les grandes structures syndicales et politiques "réformistes"), et après rentrée d'automne "tiède", on relève à nouveau un peu plus de signes de résistance et



de riposte : outre Cuivre et Zinc, Carlam, la POSTE et une certaine agitation étudiante, affaire Boel et campagne "Sauver le Morgen" (voire échos campagne DR).

Mais le manque de toute (offre sérieuse de) globalisation se fait plus que jamais sentir.

Les syndicats misent sur "petits accords" dans foulée accord-cadre avec FEB...et sur résultats les plus honorables possibles (chacun, au détriment de l'autre) lors élections sociales (cf. FGTB pas trop bien placée, CSC dispose de l'atout d'une certaine cohérence ; quelques surprises possibles pour candits libéraux et "cadres".

L'opposition socialiste (PS et SP) évitent plus que jamais de se mouiller sérieusement.

Un comble : qui se paie le luxe d'appeler les ultras du patronat "à un peu plus de modération" - et ce fort platoniquement d'ailleurs? Nul autre qu'un Leysen !

5. Comment, dans ces conditions, sortir les batailles, revendications etc. de leur niveau purement défensif ?
- Certes, il faut "démonter" les mécaniques des transferts, des "casses" d'outils et de services, des "pillages de la collectivité" et de la militarisation satellisée - il faut même le faire davantage (et mieux). Certes, il ne faut pas lâcher, comme perspective, la réduction généralisée de la durée du travail (particulièrement au niveau CEE).
- Mais nous savons désormais que tout ce volet est loin de suffire pour créer "nouvelles solidarités" et dépasser sentiment dominant d'impuissance résignée voire révoltée.
- Cf. à la fois l'effritement des bataillons aguerris traditionnels, avec leurs structures notamment syndicales, (cf. note de J. Nagels de novembre 86 ) et le caractère de moins en moins saisissable, au niveau de chaque pays, du capital industriel et financier mutant et transnationalisé.

Voir ratage de l'expérience française (traces profondes) ET "inéluctabilité" de la "libération du marché des capitaux CEE".

MAIS EN CETTE EPOQUE D'ACCUMULATION DES INCERTITUDES, DES REGRESSIONS ET DES PERILS, LE NOEUD PRINCIPAL N'EST-IL PAS LA DEMISSION DE L' (DES) ETAT(S) (DU CME), COMME PORTEUR(S) - même dévoyés, même pro-monopolistes, même gangrenés par des groupes de pression devenus fin en soi - DES BESOINS GENERAUX (DU DEVELOPPEMENT) DE LA SOCIETE ?

Cela n'est-il pas vrai particulièrement pour ETATS DU CME EN EUROPE - et par voie de conséquence au niveau d'une CEE qui, tout au plus, les "confédère" - PAR RAPPORT :

a) aux transnationales

b) aux partenaires agressifs que sont les USA, le Japon, les "pays ateliers" du sud-est asiatique ?

Cela n'est-il pas beaucoup plus vrai encore pour l'Etat belge en voie de lente décomposition et pour ses composantes communautaires et régionales-croupion ?

NB : la démission en ce sens va de pair avec l'instrumentalisation



systématique de l'Etat par le capital financier : c'est toute l'ambiguïté (l'hypocrisie) de l' "antiétatisme" néolibéral ; mais c'est aussi le point de fixation de l' "antiétatisme" des écolos et autres "spontanéistes" ou "basistes", qui porte trop souvent de l'eau au moulin du premier ; voir également certaines impasses de l'héritage anarcho-syndical.

IDÉE MARTYRE : cette démission de "l'Etat", plus que toute autre chose répercute, accentue et empêche d'inverser dans tous les domaines les effets destructeurs des mutations et de la transnationalisation industrielles et financières dans les conditions du CME : emploi, structures sociales, vie culturelle, formation-recherche, droits démocratiques ; elle engendre un immoralisme de plus en plus dominant dans la gestion politique et idéologique autant qu'économique et sociale.

Dès lors nos efforts pour (notre aspiration à) regrouper le monde du travail (le nouveau en voie de formation et qui doit prendre conscience de son identité multiple cf. note citée de J. Nagels), toutes les forces populaires, pour jeter les bases d'une contre-offensive sociale (au sens large) et d'une alternative politique face à CRISE, SATELLISATION, DANGERS VITAUX, ne doivent-ils pas être centrés à la fois, et beaucoup plus systématiquement :

- sur mobilisation "au départ de la base" et avec les organisations structurées ;
- sur EXIGENCE DE VOIR "ETAT" (c'est-à-dire pouvoirs publics depuis la commune jusqu'à la CEE (X), ASSUMER ses responsabilités comme gardien de l'intérêt public FACE AUX INTERETS PRIVES, PARTICULIEREMENT TRANSNATIONAUX (SANS pour autant SE SUBSTITUER A EUX).

En fait, systématiser, en les argumentant vers les gens et vers le mouvement, ce que nous faisons trop souvent au coup par coup ?

QUELQUES EXEMPLES : emploi en général, (voir même à ce propos la contradiction - politique de destruction de Martens VI, priorité emploi recommandée par CEE) ; Michelin, et bien d'autres, en particulier : formation-recher ; médias, environnement-nature, "ECONOMIE DE PAIX CONTRE ECONOMIE DE GUERRE" mais aller jusque dans le détail de chaque lutte.

Propose d'accepter ce critère de la "responsabilisation de l'Etat" comme hypothèse de travail unifiante et éclairante (pour nous) pour le mouvement - avec ses structures, notamment syndicales - et pour les gens.

Louis VAN GEYT

---

(X) Note : "Etat" ou plus précisément pouvoirs publics " de la commune à la CEE", mais tout particulièrement, et selon les matières, l'échelon "région, communauté ou Etat belge".



Alles wel N.L.

POLITIEKE TOESTAND IN BELGIE.

(samenvatting van de uiteenzetting vóór het  
PB van 28/XI/86).

1. Reeds tijd geleden dat PB dergelijke materie ernstig ter hand  
nam.

Zulks wellicht te wijten aan :

- kompleksiteit, moeilijkheid tot beheersen;
- vrees tot "incursie" op terrein federatieve instanties,  
(die zelf enige moeite hebben met dit soort materie) ;
- gegronde allergie voor "persoverzichten" en "eeuwig  
terugkomende stokpaardjes" van elkeen. .

Suggestie sekretariaat : aansturen op discussie, doelbewust  
gericht op "wat de hoofdproblemen zijn en hoe we ze moeten  
aanpakken".

Wil pogen enigszins tegemoet te komen aan deze bekommernis,  
het "dagdagelijkse" kordaat te overstijgen, en risico's nemen  
tot "sprong zonder valscherf".

2. Jongste ontwikkelingen in en rond regeringstop.

Hoofdvaststelling : Martens en cs. zijn er nogmaals "doorge-  
zwommen" (zij het op 't nippertje en met nieuwe, o.m. Brus-  
selse, klippen in 't zicht):

- vastbesloten (en tot nader order in staat) om neo-  
liberaal beleid steeds verder door te zetten ;
- tevens echter ten koste van steeds meer politiek  
"kunst- en vliegwerk" dat echte federalisering onder-  
mijnt, politieke democratie op alle niveaus meer en  
meer uitholt, en Belgisch staatsgebouw en -beleid  
steeds brozer maakt.

3. Centraal bij afbouw economisch, sociaal, cultureel weefsel:  
aftakeling volwaardige jobs in produktie en/of diensten  
- ten koste van "faktor arbeid" EN van verbruikers-  
gemeenschap.

Bestemming massale transfers rijkdom en inkomen naar financie-  
kapitaal ==> deels voor een beetje "transnationale topkompetitie"  
(burgerlijk EN militair met minder talrijke, zij het meer  
"gesofistikeerde" jobs),

==> deels voor spekulatie-"financiarisering"-verspilling,  
(ook door stijgend plunderen overheid-gemeenschap),

==> deels voor een brede, zij het dunne spreiding van  
roerend kapitaal (100.000den gezinnen wanen zich "kapitalist"...  
en dito belastingplichtige).



4. Na "ontoereikende" mobilisatie van mei-juni (ondanks, veeleer dan met, vakbonden en "reformistische" politieke structuren), en na de "lauwe" inzet van het najaar zijn er opnieuw wat meer reacties van verzet en verweer - naast Cuivre et Zinc, Carlam, Post, wat studentenprotest... ook Boel en "Red de Morgen" (zie ook belangstelling voor DR).  
Maar men mist meer dan ooit elke (ernstige poging tot) globalisering.

De vakbonden azen op "akkoorden en akkoordjes" in kader raamkonventie met VBO ... en op een respectievelijk zo gunstig mogelijke uitslag ten koste van "de andere" bij de a.s. sociale verkiezingen (cf. ABVV niet best geplaatst; ACV beschikt over troef van een bepaalde "konsekwentie"; kans op enkele liberale- en kaderverrassingen)

De socialistische oppositie (in Zuid EN Noord) houdt zich meer dan ooit op de vlakte.

TOPPUNT : wie permitteert zich de luxe om de patronale ultras, o.m. bij Cuivre et Zinc, vrijblijvend tot "wat meer redelijkheid" aan te sporen? Bij uitstek LEYSEN!

5. Hoe in deze omstandigheden, de strijd, de eisen optillen boven hun louter defensief niveau?

Zeker, de transfertmechanismen, het "kapotmaken" van de middelen en de diensten, de "plunderingen van de gemeenschap" en de opgedrongen militarisering moeten "gedemonteerd" worden - wij moeten dit met meer kracht (en beter) doen. Zeker, de veralgemeende vermindering van de arbeidsduur (vooral op het vlak van de EEG) mag als perspectief niet losgelaten worden.

Maar wij weten nu dat dit luik allesbehalve volstaat om "nieuwe solidariteit" op te wekken en het overheersend gevoel van berustende, ja zelfs opstandige machteloosheid, overstijgen.

Cf. tegelijkertijd de afbrokkeling van de traditioneel meest strijdvaardige bataljons, MET o.m. hun vakbondsstructuren (cf. de nota van J. Nagels van november 86) en het van langsom minder te beteugelen muterend EN de grenzen overschrijdend industrieel en financiekapitaal, althans op het vlak van ieder land.

Zie het mislukken van het franse experiment (met diepe sporen) EN het "onvermijdelijk karakter" van de "liberalisering" van de EEG-kapitaalmarkt".

MAAR IN DIT TIJDPERK WAARIN EEN OPEENSTAPELING VAN ONZEKERHEDEN, ACHTERUITGANG EN GEVAREN PLAATSVINDT, BLIJFT HET CENTRALE PROBLEEM NIET DAT DE STAAT(EN) (VAN HET SMK) AFSTAND ZIJN (HUN) TAAK ALS DRAGER(S) - zelfs afgedwaald, zelfs pro-monopolistisch, zelfs ondermijnd door drukkingsgroepen die een doel op zich zijn geworden - VAN DE ALGEMENE BEHOEFTE (TOT ONTWIKKELING) VAN DE GEMEENSCHAP ?

Is dit niet in het bijzonder waar voor de LANDEN VAN HET SMK IN EUROPA - en bijgevolg op het niveau van een EEG die in het beste geval, deze "konfedereert" MET BETREKKING TOT :

- a. de transnationales,
- b. de VSA, Japan en de "atelier-landen" van Zuid-Oost Azië, die agressieve partners/konkurrenten zijn ?



Is dit niet des te meer zo voor de Belgische staat die op weg is langzaam te ontbinden en voor zijn embryonale kommunautaire en regionale componenten?

N.B: het "afstand doen" indeze zin gaat gepaard met een systematische instrumentalisering van de Staat door het financie-kapitaal : dat is gans de tweeslachtigheid (de schijnheiligheid) van de "anti-staat" houding van de neoliberalen ; maar het is ook het aanknopingspunt voor de "anti-staat"-houding van de groenen en andere "spontaneïsten" en "basisten", die té dikwijls koren op de molen is van de eersten ; zie ook zekere straatjes zonder einde" van de anarcho-syndikale erfenis.

PROEFKONIJN -IDEE : Dit afstand doen van "de Staat", meer dan gelijk wat, heeft zijn weerslag, onderlijnt en verhinderd om op alle domeinen, de afbraak-effekten om te buigen van de industriële en financiële mutaties en transnationalisatie in de voorwaarden van het SMK : tewerkstelling, sociale structuren, kultureel leven, vorming-onderzoek, democratische rechten ; zij leidt tot een van langsom meer overheersend immoralisme in het zowel politiek en ideologisch, als economisch en sociaal beheer. Moeten onze inspanningen ter om onze verzuchting om de wereld van de arbeid te hergroeperen (de nieuwe die zich vormt en die zich moet bewust worden van haar gediversifiëerde identiteit (cf. de vernoemde nota van J. Nagels), evenals alle volkse krachten, om de basis te leggen van een sociaal tegen-offensief (in de brede zin) en van een politiek alternatief tegenover de KRISIS, DE AFHANKELIJKHEID, DE VITALE GEVAREN, niet tegelijkertijd gericht zijn, en op meer systematische wijze :

- op de mobilisatie "vertrekkend van de basis" en MET de gestructureerde organisaties ;
- op DE EIS DAT DE "STAAT" (t.t.z. de openbare macht van de gemeente tot de EEG (zie + hierna), zijn verantwoordelijkheden als bewaker van het algemeen belang, OPNEEMT GEPLAATST TEGENOVER DE PRIVE BELANGEN, VOORAL DE TRANSNATIONALE (ZONDER ZICH daarom IN HUN PLAATS TE STELLEN).

In feite, dat wat wij te dikwijls slag per slag doen, systematiseren, met argumenten naar de mensen en naar de beweging toe

ENKELE VOORBEELDEN : tewerkstelling in het algemeen, (zie zelfs hieromtrent de tegenstelling: a): "destrukturerings" politiek van Martens VI, b): door de EEG aanbevolen prioriteit voor de tewerkstelling) ; MICHELIN, en nog vele andere, in het bijzonder : vorming-onderzoek ; mediabeleid ; milieu-natuurbeleid ; "VREDES EKONOMIE TEGEN OORLOGSEKONOMIE" ; maar tot in het detail van iedere strijd gaan.

Stel voor om dit criterium van "verantwoordelijk stellen van de Staat" als verenigende en opklarende werkhypothese te nemen voor ons voor de beweging - met zijn structuren, o.m. op vakbondsvlak - en voor de mensen.

Louis VAN GEYT.

(+): "De Staat" of meer bepaald de openbare macht "van de gemeenten tot de EEG", maar in het bijzonder, en naargelang de materie, het vlak van "gewest, gemeenschap of Belgische staat".



V3KR1-861010-202

EXTRAITS DE L'INTERVENTION

du camarade A.Dobrynine, secrétaire du CC du PCUS, à la Conférence scientifique internationale "La classe ouvrière et notre temps".

Comment ne pas se dire satisfait du fait que sont représentés ici, à cette conférence, des pays appartenant à différents systèmes sociaux, des peuples de tous les continents, divers courants du mouvement ouvrier qui, partant de leur propre expérience et de leurs traditions, apportent une contribution originale au processus général de son développement.\*

Sans analyser et examiner plus à fond les nouveaux problèmes liés à la condition et au développement de la classe ouvrière contemporaine, sans repenser certaines conceptions caduques et bien ancrées relatives à cette classe, il est difficile, voire impossible, de comprendre la situation historique de la fin du XXe siècle.

La révolution scientifique et technique apporte des éléments foncièrement nouveaux à la situation de la classe ouvrière, aux conditions de sa lutte, aux perspectives de son développement à la veille du XXIe siècle. Elle marque un tournant qui concerne directement la principale force productive, le travailleur. La place occupée par l'homme dans le procès de production, de même que le caractère et le contenu de son travail se modifient, on constate des changements dans l'ensemble des rapports sociaux.

---

\*Les travaux de la Conférence ont associé les représentants de plus de cent diverses organisations de travailleurs de 70 pays, des militants remarquables du mouvement ouvrier, de partis communistes et ouvriers, social-démocratiques, travaillistes, de syndicats de diverses orientations d'organisations révolutionnaires et démocratiques et autres mouvements de masse de centres scientifiques d'Europe, d'Amérique du Nord et du Sud, d'Afrique, d'Asie et du Pacifique (NDLR).



Bien que ces changements aient dans une certaine mesure un caractère universel, leurs conséquences sociales sont différentes, voire opposées, lorsqu'il s'agit de systèmes sociaux différents. La révolution scientifique et technique de nos jours fait apparaître plus nettement encore que, comme Marx l'a noté, le capital "rend unilatérale, limite, etc., la principale force productive, l'homme lui-même".

En effet, la technique moderne utilisée par le capitalisme est dirigée contre les hommes. En transformant des millions de travailleurs en hommes "inutiles", elle sert simultanément à renforcer le pouvoir autoritaire, despotique du capital dans les entreprises. D'année en année on constate l'indigence de l'esprit que porte en lui le capital en corrodant littéralement, en détruisant l'homme dans l'homme, notamment sur le terrain de l'idéologie et de la pratique du culte de la consommation. Le capitalisme utilise également les techniques de pointe pour piller plus efficacement et d'une façon plus "moderne" le tiers monde, vit dans une mesure considérable grâce au "tribut" qu'il fait payer aux peuples arriérés.

Mais malgré tous les changements subis par la classe ouvrière contemporaine, elle reste le principal acteur du développement progressif de l'humanité.

La composition et l'aspect social de la classe ouvrière soviétique ont subi, durant l'après-guerre et particulièrement au cours des dernières décennies, de profonds changements. Son importance numérique, sa qualification et sa maîtrise professionnelle, son niveau d'instruction et de culture générale se sont élevés. Des travailleurs hautement qualifiés, travailleurs non seulement et pas tellement manuels, mais aussi, dans une mesure considérable, intellectuels viennent grossir les rangs de la classe ouvrière. Le travailleur nouveau, contemporain se distingue par des besoins vitaux plus élevés, plus grande que jamais est son aspiration à participer directement à la solution de toutes les questions du secteur productif et de l'ensemble de la vie sociale.



Le visage politique de la classe ouvrière se présente ainsi: 8,6 millions d'ouvriers sont membres ou stagiaires du PCUS (45% des adhérents du Parti), des millions d'ouvriers, membres du Parti et sans parti participent, sous telle ou telle forme, à la direction de la société: plus d'un million en tant que députés des Soviets, environ 5 millions au sein des organes du contrôle populaire, 8,4 millions dans les organes syndicaux électifs, 4,4 millions d'ouvriers sont membres des conférences de production permanentes.

Certes, sous le socialisme, également, la révolution scientifique et technique pose nombre de problèmes. Cependant, ceux-ci sont résolus d'une façon tout autre que sous le capitalisme, non pas aux dépens des travailleurs, mais dans l'intérêt de ces derniers. Vous savez très bien, par exemple, que nous ignorons des phénomènes tels que le chômage. Bien sûr, nous sommes conscients que l'application de la nouvelle technique posera avec le temps, chez nous aussi, la question de la garantie du plein emploi. Nous ne perdons pas ce problème de vue, sachant bien que le socialisme possède ses propres méthodes pour trancher ce problème. Jamais la société soviétique ne connaîtra le chômage.

Le XXVIIe Congrès du PCUS a nettement désigné le cap sur l'accélération du développement socio-économique du pays, une refonte radicale de toutes les sphères de la vie sociale afin d'élever la société soviétique à un niveau qualitativement nouveau.

Dans ce domaine, le PCUS compte fermement sur la classe ouvrière soviétique. "Chaque fois que, dans la question extraordinairement compliquée de l'édification du socialisme, disait V.Lénine, des difficultés se présentent devant le pouvoir des Soviets, celui-ci ne connaît qu'un seul moyen de lutter contre elles: s'adresser aux ouvriers..."

La principale leçon que le PCUS a tirée de l'expérience du développement au cours des deux dernières décennies réside précisément en ce que la condition décisive du succès de tout programme économique d'envergure tient à l'activité et la conscience des masses, à leur véritable sens de l'initiative socialiste et de la créativité.



Voilà pourquoi nous lions l'accélération et la refonte, en premier lieu, à l'extension ultérieure de la démocratie socialiste. Nous avons entamé une lutte ouverte contre les méthodes d'administration bureaucratique, de commandement qui sont encore propres à certains responsables de l'appareil du Parti et de l'Etat. Nous sommes persuadés que l'énorme potentiel intellectuel, créateur du peuple ne pourra être utilisé à fond sans élargir la démocratie, sans démocratiser tous les domaines de notre vie.

...Il est clair que ce n'est pas simple. On se heurte encore à une compréhension insuffisante de la portée de la démocratie. Chez tels ou tels dirigeants, ce dernier suscite un certain embarras. Bien que la société, dans l'ensemble, opte résolument pour les changements, le processus de refonte se déroule douloureusement, inégalement, se heurte à divers obstacles d'ordre socio-psychologique et organisationnel. Les déformations bureaucratiques dans le travail de l'appareil de direction, le manque de discipline et l'irresponsabilité freinent la refonte.

Nous agissons avec persévérance et résolution pour surmonter cette inertie du passé. Apprendre à travailler dans le contexte d'un élargissement de la démocratie, voilà ce à quoi le Parti appelle.

L'expérience des masses suggère beaucoup de choses en ce domaine. L'initiative ouvrière a donné naissance aux formes nouvelles d'organisation du travail par équipes. Le chef et le conseil de l'équipe sont éligibles, et les ouvriers décident d'eux-mêmes des questions de l'organisation et de la rémunération du travail. Une nouvelle forme d'autogestion est apparue également: conseils des collectifs de travailleurs des entreprises. On achève la rédaction d'une nouvelle loi sur l'entreprise socialiste, laquelle entérine la ligne visant à refondre les méthodes d'administration, à protéger les collectifs de travailleurs contre la tutelle mesquine et la réglementation pratiquées par des instances supérieures.



L'auto-administration socialiste du peuple ne se résume pas qu'à la participation des travailleurs à la gestion de leurs entreprises. L'objectif est d'étendre et d'approfondir les bases démocratiques et autogestionnaires dans toute la vie de la société. Cela enrichit le contenu du centralisme démocratique, augmente son efficacité.

Dans le système de la démocratie socialiste, un rôle important revient aux syndicats soviétiques, la plus grande organisation de masse, comptant 137 millions d'adhérents. Nos syndicats jouissent de vastes droits pour remplir leur fonction de défense des intérêts des travailleurs. Dans la pratique, on n'a pas toujours prêté assez d'importance à cette fonction. Or, il importe que les syndicats sachent défendre fermement les intérêts du collectif, ceux de l'individu, C'est en cela que réside leur tâche.

La refonte affecte également l'activité des Soviets des députés du peuple où la représentation ouvrière se chiffre à 44,4%. On voit s'élargir leurs fonctions, augmenter leur rôle dans la vie de la société en tant qu'organes du pouvoir des travailleurs.

La classe ouvrière, démiurge du socialisme de par sa nature, nécessite la transparence, la discussion, la critique et l'auto-critique. C'est une méthode qui, faisant corps organiquement avec le système socialiste, permet de mettre à nu et de régler les problèmes venus à maturité, de surmonter les défauts, de corriger les déformations. C'est une méthode de mobilisation de la conscience sociale, un moyen efficace pour faire participer les masses à la gestion de la société. C'est la raison pour laquelle la critique n'est pas pour nous une campagne passagère mais un facteur permanent du développement, du mouvement en avant.

Bien des choses dépendent certes de la rapidité avec laquelle se réadaptera le Parti lui-même à tous les échelons: depuis les organisations de base jusqu'au CC du PCUS. Notre Parti est celui des ouvriers, du peuple; en tant que parti au pouvoir,



il est au service du peuple et se doit de donner l'exemple à toute la société, l'exemple d'une juste compréhension de la politique axée sur l'accélération, la fermeté sur les principes, la transparence, l'autocritique, la démocratisation, l'esprit d'initiative, la discipline, le sens des responsabilités.

L'ouvrier est acquis par nature au respect conséquent des normes de la justice sociale. Nous tendons actuellement à corriger les déformations dans ce domaine, à garantir surtout le strict respect du principe de la rémunération selon le travail, à éliminer les velléités de nivellement et, dans le même temps, à boucher l'accès aux revenus étrangers au travail.

L'accélération du progrès scientifique et technique, l'accent mis sur une politique sociale énergique, l'appel à se soucier quotidiennement des hommes, à perfectionner l'infrastructure sociale, constituent, comme vous l'avez remarqué, le leitmotiv des décisions prises par le Parti. Le Parti a condamné la pratique consistant à débloquer les moyens pour les besoins sociaux en fonction de "ce qui restera" après la réalisation des plans de production. Simultanément, nous considérons également la solution des problèmes sociaux comme la condition sine qua non de l'élévation de l'efficacité de la production sociale.

Le PCUS voit clairement la portée internationale de ses réalisations en matière d'édification du socialisme. En même temps nous suivons avec un grand intérêt la façon dont les problèmes de l'édification économique et sociale sont résolus dans d'autres pays socialistes, les voies originales trouvées pour intensifier l'activité de la classe ouvrière, de tous les travailleurs. L'utilité, l'efficacité, le renforcement réel du socialisme y sont les principaux critères.

Le PCUS, la classe ouvrière soviétique se sont toujours considérés comme une partie du mouvement ouvrier international. Il en a été question notamment au XXVIIe Congrès du PCUS. Les documents essentiels du congrès, la nouvelle rédaction du Programme



du PCUS qu'il a adoptée envisagent la problématique de la lutte menée pour les intérêts de la classe ouvrière, de tous les travailleurs, dans le contexte le plus large de l'évolution mondiale contemporaine.

Naturellement, c'est tout d'abord la question du sort de la classe ouvrière du monde non-socialiste dans les conditions de l'actuelle révolution scientifique et technique. Cette classe disparaît-elle, comme l'affirment nos adversaires idéologiques, ou, au contraire, croît-elle, en gagnant de nouvelles forces et en s'enrichissant de potentialités inédites?

Comme le montrent les statistiques, le prolétariat industriel tend à décroître numériquement dans les pays du capital. Ce qui diminue surtout (en valeur relative et, parfois, absolue), c'est le nombre des ouvriers qui exercent un travail manuel. La part de travailleurs exerçant des tâches essentiellement intellectuelles augmente. Dans le secteur des services, le nombre d'employés progresse à une allure accélérée. La question est de définir l'appartenance de classe de ces nouveaux groupes de travailleurs salariés. Les considérer comme une espèce de "classe moyenne" revient à admettre que la révolution scientifique et technique mettrait en cause la perspective même de l'existence de la classe ouvrière.

Il est notoire que cela fait l'objet de discussions animées, y compris parmi les chercheurs marxistes. Les spécialistes soviétiques, eux aussi, ont des points de vue nuancés. Mais le "dénominateur commun" de notre réflexion se résume à peu près comme suit.

Par ses traits fondamentaux, essentiels, la situation de la majorité de ceux que l'on appelle les "cols blancs" dans le système d'exploitation capitaliste ne se distingue pas au fond de la situation des "cols bleus". Il serait plus juste, à notre avis, de parler non pas d'une "disparition" de la classe ouvrière, mais d'une évolution de sa composition, d'une complexification de sa structure, d'une modification de sa psychologie sociale. On assiste



à la formation d'un nouveau type de travailleurs hautement qualifiés, employés à manier un matériel "de haute technicité", ce qui requiert un niveau d'instruction assez élevé. Dans le même temps, on voit s'aggraver la crise de l'emploi et croître le nombre des travailleurs réduits au chômage ou obligés d'accepter les conditions les plus cruelles d'embauche pratiquées par l'économie dite "clandestine". Cette catégorie comprend souvent des individus appartenant aux nationalités et aux groupes raciaux opprimés, aux travailleurs immigrés des pays les plus pauvres. Il en résulte des différences de plus en plus prononcées, une hétérogénéité croissante au sein de la classe ouvrière.

Dans les années 80, à la faveur d'une situation nouvelle qui prévaut sur le marché du travail dans son ensemble, la droite bourgeoise, néo-conservatrice cherche obstinément à démembrer, à stratifier la classe ouvrière, à entamer son noyau traditionnel et à opposer ses différentes catégories les unes aux autres. La bourgeoisie réussit parfois à dévier la protestation sociale des masses dans le sens d'un conservatisme et même d'un extrémisme de droite.

Tous les caractères de notre temps, qui est marqué par une sorte de contre-offensive du capital contre la classe ouvrière, doivent, cela s'entend, être minutieusement examinés et appréciés avec lucidité et réalisme. Il importe, à notre avis, de voir non seulement les difficultés mais aussi des possibilités nouvelles pour le mouvement ouvrier, démocratique.

Les réalités mêmes de la vie et de la lutte ne manqueront pas, tôt ou tard, d'ébranler d'une façon ou d'une autre les cloisonnements particularistes, d'inciter au rassemblement, de pousser la classe ouvrière et ses nouvelles couches à des manifestations politiques actives. Il est indubitable que les processus socio-économiques et l'amplification du travail salarié offriront dans l'avenir des possibilités inédites de lutte contre la domination du capital.



Les nouveaux groupes de travailleurs salariés, plus instruits et mieux qualifiés, sont particulièrement sensibles aux problèmes liés aux valeurs spirituelles, à l'atteinte aux droits et libertés de l'individu. Ils se caractérisent par leur aspiration à participer à la prise des décisions qui touchent leurs intérêts vitaux. Dans ces conditions, une importance particulière revient manifestement aux problèmes de la lutte menée pour les esprits, pour la conscience des nouvelles catégories de la classe ouvrière, pour leur orientation idéologique et politique.

Le potentiel gigantesque de connaissances, d'instruction, de compétences techniques, qu'acquiert la classe ouvrière dans son ensemble constitue une arme efficace dans le combat livré pour les objectifs du mouvement ouvrier. Car si les "raisins de la colère" qui poussent dans la masse des déshérités pouvaient s'associer organiquement aux traditions de la solidarité prolétarienne et au potentiel nouveau de connaissances dont nous avons parlé, le mouvement ouvrier pourra non seulement repousser l'assaut du capital, mais aussi lancer une nouvelle et large offensive contre les positions des monopoles et de la réaction.

Il est évident que les problèmes du mouvement ouvrier dans les pays du tiers monde sont à bien des égards différents de ceux existant en Occident.

Sur certains points ils ressemblent aux problèmes que la classe ouvrière de Russie a affrontés au début du siècle. En défendant ses intérêts de classe dans les conditions d'une économie qui se distingue par une disparité extraordinaire de ses formes et des rapports sociaux, la classe ouvrière de ces continents se doit de fonder et d'affermir son alliance avec tous les travailleurs et opprimés, avant tout avec la masse immense de la paysannerie laborieuse. Il semble bien que la défense des intérêts de cette masse et surtout le règlement de la question agraire et paysanne sur des bases démocratiques constituent objectivement une composante essentielle de la lutte pour le progrès social dans les pays en développement.



Il va sans dire qu'on ne saurait appliquer un seul et même critère à la situation régnant dans tous les pays en développement. Dans le même temps, la particularité la plus importante de la situation actuelle consiste partout, à notre avis, en ce que la classe ouvrière des pays en développement ne peut parvenir à défendre ses intérêts sans participer avec toute son énergie à la lutte nationale pour consolider l'indépendance politique acquise, contre la ligne néo-colonialiste de l'impérialisme, lequel s'appuie sur les oligarchies de bourgeois et de propriétaires terriens locaux.

Tout un éventail de questions importantes touche les phénomènes nouveaux de l'internationalisation de la production et du capital, phénomènes apparus au cours de ces dernières années.

Le développement des complexes monopolistes transnationaux implique la création d'un système international d'exploitation qui embrasse tant les pays impérialistes développés que les Etats du tiers monde. La marge de manoeuvre internationale du capital s'est élargie comme jamais. Cela se répercute sérieusement sur les conditions de vie et de lutte de la classe ouvrière de tous ces pays.

On voit se préciser de plus en plus dans la structure productive de l'économie capitaliste mondiale des changements qui provoquent la concentration des industries techniquement plus simples et écologiquement polluantes dans les pays où la main-d'oeuvre est bon marché. Les centres impérialistes, eux, tâchent de se spécialiser dans les industries particulièrement complexes, à haut niveau de technologie, et surtout dans la production de connaissances, dans l'élaboration de technologies de pointe. C'est là une stratégie d'"impérialisme technologique" destinée à fournir à l'exploitation néo-colonialiste une base matérielle nouvelle.

Cela va de pair avec une politique de revanche sociale pratiquée à l'échelle globale, avec le sabotage de l'indépendance des peuples des anciennes colonies et semi-colonies, allant jusqu'à renverser par la force des gouvernements démocratiques qui ne conviennent pas à l'impérialisme.



Il importe particulièrement d'examiner les problèmes de la riposé à cette nouvelle stratégie impérialiste. Cela inclut naturellement les questions du renforcement de la solidarité internationale des travailleurs et notamment d'une étroite interaction des travailleurs employés dans les entreprises des monopoles transnationaux dans différents pays.

Toutefois, à l'évidence, la question se pose plus largement. Il s'agit de la signification croissante que revêt - pour toute la classe ouvrière internationale et toutes ses catégories, la lutte contre le néo-colonialisme, pour la suppression du retard économique des pays décolonisés. Elles sont toutes vitale- ment intéressées à réorganiser les relations économiques internationales sur des principes démocratiques, à en finir avec l'énorme endettement des pays en développement, à mettre un terme à l'arbitraire des transnationales.

Evoquons encore une chose d'importance primordiale, bien que mentionnée en dernier lieu. Il s'agit de la lutte contre le militarisme cultivé par l'impérialisme et son engeance monstrueuse qu'est le complexe militaro-industriel. Si l'on regarde la vérité en face, force est de constater qu'une partie considérable de travailleurs en Occident se trouvent encore sous l'influence du mythe de "prospérité grâce aux armements", créé par les apologistes du business de guerre. Cela explique, dans une certaine mesure, pourquoi la classe ouvrière de certains pays n'est pas suffisamment engagée dans les mouvements antiguerre. De plus, le contexte même de la confrontation internationale engendre et encourage un état d'esprit chauvin, pousse une partie de la classe ouvrière vers la droite et l'extrême droite.

En dénonçant l'effet nocif que la militarisation exerce à la fois sur le développement économique, sur la politique des Etats, sur la situation des travailleurs, sur la sphère des idées et la mentalité, la réflexion novatrice marxiste peut et doit sérieusement aider la classe ouvrière à défendre ses droits, dont le premier est le droit à la vie.



La classe ouvrière soviétique et son parti considèrent la lutte pour la consolidation de la paix, pour la prévention de la guerre thermonucléaire comme une tâche essentielle de leur politique extérieure. Sans accomplir cette tâche, on ne peut concevoir le règlement des problèmes du progrès économique et social de toute l'humanité. Voilà qui fait organiquement partie d'une mentalité nouvelle, adéquate aux impératifs du siècle nucléaire. Une telle approche allie tout naturellement les principes marxistes-léninistes de la politique internationale aux idéaux humanitaires et universellement démocratiques des forces sociales les plus diverses: sociaux-démocrates, (libéraux,) tous ceux qui ont à coeur la survie de l'humanité.

L'immense avancée scientifique et technique de notre siècle a offert des possibilités vraiment gigantesques pour résoudre les problèmes du progrès économique de tous les peuples, pour éliminer définitivement la famine et la pauvreté, pour combler le retard économique et aider des centaines de millions d'hommes et de femmes à atteindre les sommets de la civilisation. Mais ce potentiel ne pourra être utilisé pleinement que si l'humanité n'a plus à supporter le fardeau accablant de la militarisation.

Seul le socialisme peut constituer une alternative au capitalisme, qui accule la civilisation à des contradictions inextricables et qui menace son existence même. En nous fondant sur l'expérience du socialisme réel, nous sommes convaincus qu'une véritable solution des problèmes de l'humanité en cette fin du XXe siècle n'est possible qu'avec l'organisation socialiste de la société à condition de mettre pleinement en valeur ses potentialités. Bien entendu, cela n'exclut pas, mais suppose la diversité des formes de développement du socialisme, des voies d'accès et de passage à cette formation. La classe ouvrière est le porteur et l'interprète principal de l'alternative socialiste.

Le marxisme a annoncé dès sa naissance que les intérêts fondamentaux de la classe des ouvriers salariés coïncident avec les intérêts de l'humanité entière. Selon Marx et Engels, le prolétariat ne peut se libérer sans affranchir en même temps toute la société de l'exploitation et de l'oppression.



A notre époque, la mission historique de la classe ouvrière consiste à épargner à l'humanité la perspective de périr dans un holocauste nucléaire, à accomplir des tâches liées au salut de l'environnement, résoudre d'autres problèmes globaux que connaît la communauté internationale.

Nous avons pu remarquer les débats parfois assez vifs que suscite la question du rapport existant entre, d'une part, la lutte pour la paix, contre la guerre, et, de l'autre, celle en faveur des revendications et des intérêts socio-économiques (immédiats) des travailleurs.

Il nous semble que, dans les conditions actuelles, les revendications économiques et sociales, loin de s'opposer à la lutte pour la paix, se fondent avec elle. En effet, la course aux armements et la réduction des programmes sociaux, la montée des dépenses militaires et le chômage massif, la militarisation et l'offensive menée contre les droits des travailleurs dans la société capitaliste, les ambitions impériales et la politique de discrimination et d'interdictions dans le commerce avec les pays socialistes sont autant de maillons d'une même chaîne. En lutte pour ses intérêts économiques et sociaux, la classe ouvrière s'oppose, objectivement, à la militarisation de la vie sociale. Et lorsqu'elle intervient contre la menace de guerre, la classe ouvrière défend du même coup ses intérêts immédiats.

On peut dire que la lutte pour la prévention de la guerre mondiale, pour la cessation de la course aux armements, pour l'établissement de nouveaux rapports politiques et économiques internationaux est la condition fondamentale, principale du règlement des problèmes sociaux.

Poser correctement tous ces problèmes permet de rassembler les plus larges couches de travailleurs bien au-delà du prolétariat proprement dit. Et cela lui garantit aussi l'aboutissement de la volonté d'agir en force nationale, regroupant toutes les forces saines de la nation.



La concordance, à l'étape actuelle, des intérêts de la classe ouvrière, du socialisme et de l'humanité entière en ce qui concerne les questions fondamentales de l'existence de la civilisation crée en fait une situation historique nouvelle, ouvre de nouvelles possibilités, pour la classe ouvrière et ses organisations, d'étendre leur influence sur la vie et les aspirations de la société dans son ensemble. Force est de constater toutefois, que ces possibilités sont loin d'être utilisées pleinement et qu'on ne s'en rend pas toujours bien compte.

Le mouvement ouvrier socialiste a fait ses premiers pas en procédant du principe de la communauté de classe des intérêts et objectifs essentiels des travailleurs de différents pays. Depuis, la classe ouvrière mondiale s'est accrue numériquement par plusieurs fois. Elle existe désormais pratiquement partout, dans tous les pays du monde. Cela se traduit aussi par une multiplicité inédite de situations concrètes dans lesquelles agissent ses différents groupes et formations, une multiplicité de types de production, de travail, de culture auxquels ils sont rattachés. Mais quelque différente que soit la situation de tels ou tels groupes d'ouvriers, partout ils subissent plus ou moins, directement ou indirectement, l'impact des facteurs internationaux. Et cela nous autorise à parler de la classe ouvrière comme d'une communauté mondiale, en dépit des tentatives des milieux conservateurs en Occident de nous faire croire le contraire.

La communauté objective et la concordance des intérêts fondamentaux de la classe ouvrière internationale, bien qu'elle présente aujourd'hui une force complexe, contradictoire, politiquement et idéologiquement hétérogène, non seulement se maintiennent, mais aussi s'approfondissent. D'où apparaissent la nécessité et la possibilité objectives pour une coopération plus étroite des différentes forces, des divers courants et secteurs du mouvement ouvrier, et dans le cadre national et au niveau international, dans l'arène mondiale.



La solidarité de classe n'est pas une belle phrase, elle a toujours été et reste un moyen efficace d'entraide ouvrière, un facteur de multiplication des forces de paix, de progrès, de raison. L'histoire rappelle également que la solidarité de classe n'a rien à voir avec la volonté d'établir un monopole dans le mouvement ouvrier, de l'uniformiser sur le plan idéologique ou organisationnel, d'y instaurer la domination, l'hégémonie de qui que ce soit.

Aucun des courants idéologico-politiques du mouvement ouvrier international ne peut à lui seul trancher les problèmes que celui-ci connaît. Il faut pour ce faire les efforts conjugués de toutes ses composantes. C'est en réalistes, naturellement, que nous évaluons les divergences et les désaccords qui les séparent. Ces courants possèdent néanmoins d'importants points de convergence dans leurs approches de nombreux problèmes. C'est à partir de là que nous développons les relations du PCUS, des syndicats soviétiques avec les autres partis et organisations appartenant aux différents courants du mouvement ouvrier.

Nous sommes pour l'extension des contacts et des liens au sein du mouvement ouvrier, entendant par là un échange d'opinions permanent, sincère, ouvert ou confidentiel s'il le faut; une coopération fondée sur l'égalité et le respect mutuel, des actions conjointes ou parallèles afin d'accomplir telles ou telles tâches pratiques, en premier lieu, bien sûr, celle d'éliminer le danger nucléaire, de promouvoir un système de sécurité international universel.

Le dialogue au sein du mouvement ouvrier, nous en sommes convaincus, est actuellement utile et important en lui même, car il est le meilleur moyen et la meilleure voie vers l'affermissement des positions de ce mouvement dans le monde, la condition nécessaire de l'accomplissement par la classe ouvrière internationale de sa mission historique. Mais nous concevons aussi ce dialogue comme un facteur substantiel du développement et de l'extension du dialogue au niveau international en général, de formation et de croissance du potentiel des forces de la paix, de la raison et de la bonne volonté.



## Uit de neoliberale trukendoos De aandelen-ekonomie

We presenteren reeds het boek van Paul De Grauwe « De Zichtbare Hand » (rie rv n° 36). In deze bijdrage zullen we het hebben over hoofdstuk tien van dit neoliberal vademecum dat een aantal voorstellen bevat om de flexibiliteit van de arbeidsmarkt te bevorderen. De kernredenering luidt als volgt : door de schuld van de sociale zekerheid en de reglementeringen verdwijnt het verband tussen DE VRAAG naar een produkt en het LOON van de arbeiders die het produceren. Wanneer de vraag DAALT en het loon BLIJFT, rest er die arme ondernemer niets anders dan arbeiders af te danken. DUS, redeneert De Grauwe « het gebrek aan flexibiliteit in de arbeidsmarkten is één van de oorzaken van de huidige werkloosheid ».

Die werkloosheid kan dan bestreden worden op een eenvoudige manier : als de opbrengst van een bedrijf daalt, moet die daling opgevangen worden door een algemene loonsverlaging, zodat de winst van de aannemer en van de bankier behouden blijft. Gezien hij toch niet méér moet betalen aan lonen, zal de ondernemer ook niet meer afdanken en hokus pokus, gedaan met de werkloosheid. Dit resultaat behaalt men door het loon te vervangen door aandelen. Vandaar de naam aandelenekonomie, in tegenstelling tot de loonekonomie. Maar van de arbeider een kuponknipper en de problemen zijn de wereld uit.

In de praktijk tracht het patronaat reeds gedurende enkele jaren de weg naar de aandelenekonomie open te maken. In veel grote bedrijven krijgen de werknemers reeds een deel van hun loon uitbetaald in de vorm van aandelen, waarbij het patronaat geen sociale bijdrage meer moet betalen. In andere bedrijven kunnen de arbeiders aandelen kopen aan gunstvoorwaarden, wat op hetzelfde neerkomt.

Aangespoord door de neoliberale ideetjes willen nu de ministers Maystadt en Eyskens deze opvatting bij wet door drukken onder de vorm van wat zij « risico-dragende arbeid » noemen. In een vraaggesprek met *De Standaard* van 8 september jl. bewijst Verhofstadt dat hij zijn lesje goed geleerd heeft, wanneer hij het heeft over wat de regering voorbereidt « Een belangrijk aspect daarin is de idee van het arbeidsdividend, een loonsverhoging in de vorm van participatie in de winst, die arbeidsmotiverend en -stimulerend werkt. Dat is een dringende aangelegenheid. Ik ga er in ieder geval voor vechten », en verder « over het arbeidsdividend en het pensioensparen, de twee punten die een injectie kunnen geven aan onze ekonomie, zijn de regeringspartners het eens. De technische aspecten zijn nog te regelen ».

Het loont derhalve de moeite om de waarde van dokter De Grauwe's wonderpil nader te onderzoeken. Dit ei van Co-

lombus — zo oud als Columbus zelf ! — heeft nog een paar interessante nevenwerkingen : in een aandelenekonomie wil men de werknemers zo lang mogelijk behouden (omdat hij toch bereid is het risico op zich te nemen) en bovendien zal de werknemer meer interesse aan de dag leggen voor het wel en het wee van het bedrijf, wat leidt, steeds volgens onze auteur, tot groter democratie in de onderneming.

Zo vangen de neoliberalen twee vliegen in één klap : de lonen worden flexibel ten gunste van de winsten en de democratie is er mee gediend. Tenminste wanneer men democratie definieert als het aanvaarden van de kapitalistische doeleinden.

### ALLE RISIKO VOOR DE ARBEIDER

We vertrekken van de (absurde) hypothese van De Grauwe dat de ekonomie te beschrijven is als het geheel van een aantal afzonderlijke bedrijven, waarvan het resultaat uitsluitend afhangt van de vraag. In dit model van De Grauwe worden de baremieke lonen vervangen door een vast procent van de loonmassa, te verdelen onder alle arbeiders.

Onderzoeken we eerst wat er gebeurt wanneer de vraag daalt. Gezien het loon bestaat uit een procent van de « totale opbrengst » (wij zouden zeggen : meerwaarde), zal het loon dalen. De inlevering gaat volledig naar de winst (terwijl de kapitaalkost als vast verondersteld wordt).

Gezien het risico gedragen wordt door het geheel van het personeel, zal de kapitalist niet vlug geneigd zijn tot afdanken en zal het werkloosheidscijfer minder vlug dalen dan in een « loonekonomie ». Men kan de zaak ook zo samenvatten : in plaats van de overvloedige arbeidskracht te betalen door een systeem van werkloosheidsvergoeding, wordt ze rechtstreeks betaald door de arbeiders van het bedrijf die daarvoor immers een deel van hun loon moeten inleveren. Gezien er minder geproduceerd wordt, betekent dit ook een algemene (tijdelijke) werktijdverkorting met proportionele loondaling.

Nemen we nu het geval dat de vraag toeneemt. Ofwel houden we het aantal arbeiders konstant : zij zullen dus meer verdienen, maar alleen dank zij hun verhoogde arbeidsproductiviteit of hun langere arbeidsduur. Ofwel werft men aan, maar dan zal de méér-opbrengst tussen meer arbeiders moeten verdeeld worden, wat (naargelang de omvang van de toenemende vraag) zelfs tot loonsverlaging kan leiden. De bijkomende arbeid zal immers betaald worden uit de gezamenlijke loonmassa.

In beide gevallen zijn het de arbeiders die de marktschommelingen moeten opvangen door middel van hun « risikodragende arbeid », terwijl het risico van het eigen kapitaal beperkt blijft en

### REAKTIES ?

Op deze bladzijden worden een aantal kritische bemerkingen gemaakt op het neoliberalisme, zoals het uiteengezet wordt in het boek van P. De Grauwe. Deze artikelenreeks is bedoeld om de lezers er toe aan te zetten HUN EIGEN kritische bedenkingen te formuleren, eventueel de gemaakte opmerkingen aan te vullen, te verbeteren of te weerleggen. We verwachten de schriftelijke bijdragen op het redaktieadres De Rode Vaan, Lemonnierlaan 108, 1000 Brussel.

de kapitaalkost (de renten op het geleend kapitaal) verzekerd blijft.

Men begrijpt nu goed waarom de heersende klasse voorstander is van zulk een « aandelenekonomie » : het is een vulgair middel om haar klassebelang te dienen door de lonen zo laag mogelijk te houden. Terwijl De Grauwe spreekt over de « voorbijgestreefde ideeën van de klassenstrijd » staat hij vooraan op de ideologische barrikade van de klassenoorlog.

### VAN ARBEIDER TOT KUPONKNIPPER

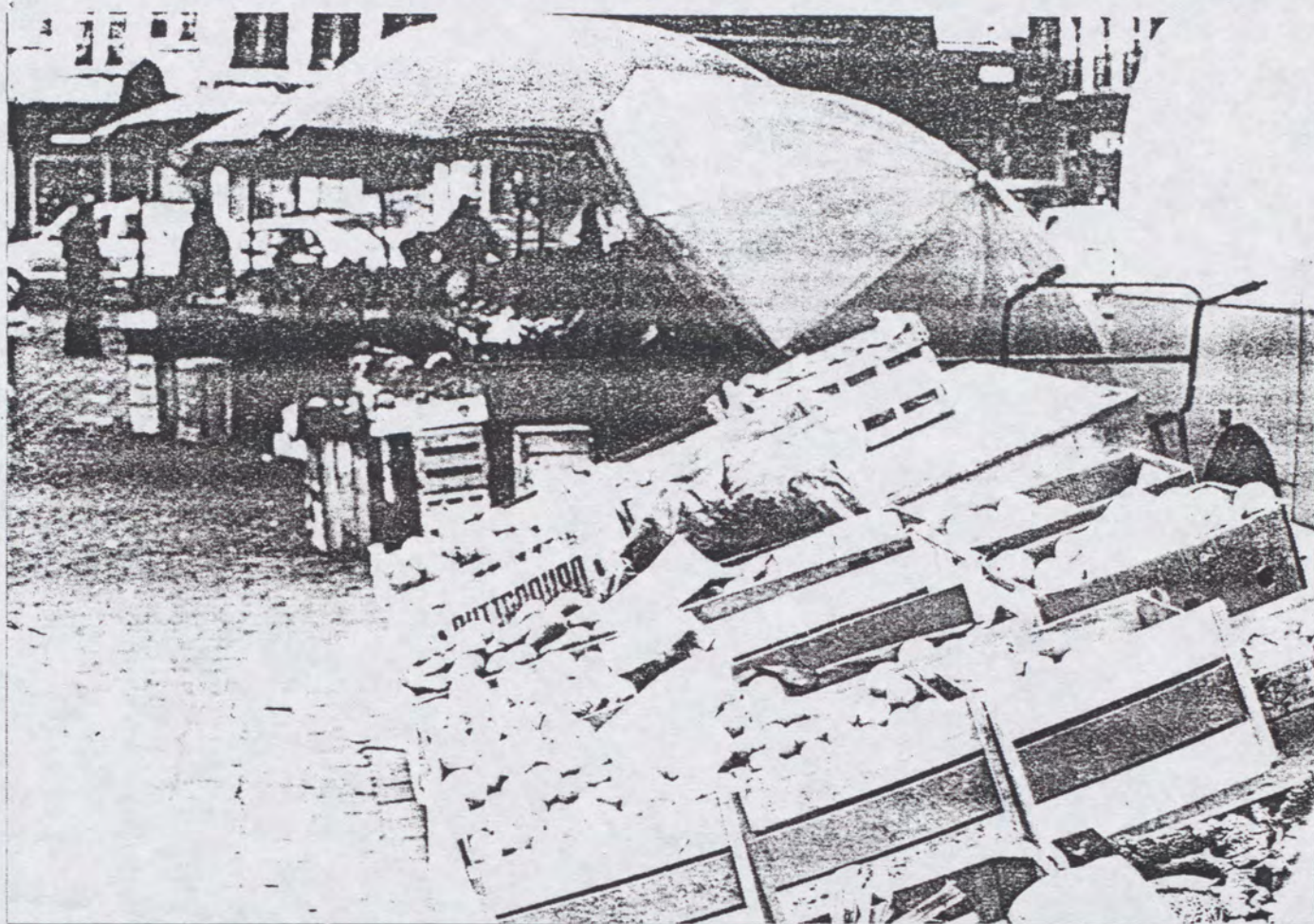
Stel nu dat de aandelenekonomie een feit is. De arbeiders krijgen geen vast loon meer, maar knippen de coupons van hun aandelen. In de huidige kapitalistische ekonomie bestaat er een wereldmarkt in aandelen, die beheerst wordt door de spekulatieve beursverrichtingen van een aantal beroepslui die werken voor de financiële instellingen en andere kapitalistische opdrachtgevers. De arbeider, die door de aandelenekonomie geïnteresseerd is in de bedrijfsresultaten, zal voor zijn inkomen afhankelijk zijn van beursverrichtingen waarop hij niet de minste invloed kan uitoefenen.

In plaats van de (beperkte) bestaanszekerheid in de « loonekonomie », zal zijn inkomen nu schommelen om redenen die geen oorzakelijk verband meer hebben met zijn arbeid en zijn inzet in 't bedrijf, maar die bepaald wordt door de kapitalistische strategen, hun mislukkingen en hun successen. Van democratische inspraak of controle is er geen sprake. Zoals nu reeds nagestreefd wordt door de « quality control circles » zal zijn inspraak beperkt blijven tot middelen om zijn eigen arbeidsproductiviteit op te voeren, in een ekonomie die volledig aan zijn controle ontsnapt. Gezien ook het inkomen van elkeen afhankelijk zal zijn van zijn bedrijfsresultaat, zal er een oneindig grote verscheidenheid ontstaan in de lonen van arbeiders met eenzelfde kwalifikatie, anciënniteit enz. Hierdoor wordt de georganiseerde arbeidersstrijd, gebaseerd op solidariteit, sterk bemoeilijkt.

Tot slot kan men nog opmerken dat vandaag de werkloosheid toeneemt ON-DANKS de stijging van de produktie. Met steeds minder personeel wordt steeds méér geproduceerd, omwille van de « rationalisaties » door middel van de moderne technologie. Ook in een « aandelenekonomie » zou deze voornaamste reden van toenemende werkloosheid aanwezig blijven.

J.T.





## Uit de neoliberale trukendoos(2) Het dogma van de vrije markt

In een vorige aflevering (r.n. nummer 38) brachten we een bijdrage over de « aandelenekonomie » zoals Paul De Grauwe ze beschrijft in zijn boek « De Zichtbare Hand ». In deze bijdrage gaan we iets verder in op de basisopvattingen van deze neoliberale katechismus. Alles draait er rondom één groot dogma: alleen de vrije markt is in staat alle economische problemen in deze wereld op te lossen. Zo simpel is het. Even simpel is de « bewijsvoering »: al wat goed gaat in de wereld wordt zonder meer toegeschreven aan de weldaden van de vrije markteconomie, en al wat slecht gaat is te wijten aan de verkrachting van dit alleenzaligmakend principe. Om de lezer met dit sprookje van de goede fee en de boze draak zoet te houden moet de auteur allerhande heksentoeven uithalen.

Nu eens roept hij het « vrije westen » op als getuige van zijn beweringen, dan weer wordt datzelfde Westen aan de schandpaal gespijkerd omdat het die nobele principes zelf de nek heeft omgedraaid. Zo past zijn sleutel in elk slot. Ontwikkelingsproblemen in de Derde Wereld? De schuld van de geleide economie! De rol van de multinationals in de bewapeningsindustrie? Doodgezwegen, want ze past niet in het vooropgestelde waarheid. Multinationals spelen blijkbaar geen enkele rol in zijn droomwereld, die vooral bestaat uit patattenboeren.

### « VOORBIJGESTREEFDE » KLASSENSTRIJD

Natuurlijk moet het bestaan van de klassenstructuur in onze samenleving worden doodgezwegen. De maatschap-

pij bestaat uit toffe ondernemers — patattenboeren die zich in 't zweet werken, en bureaucraten die hen 't leven lastig maken. Voor de rest wemelt er een grauwe wereldje van egoïstische drukingsgroepen die zich God-nog-aan-toe willen vetmesten ten koste van de Heilige ondernemer, door politieke bemiddeling.

Wanneer het woordje klassenstrijd dan toch de pen ontglipt, dan is het vanzelfsprekend begeleid door het adjektief « voorbijgestreefd ». Helaas vernemen we nergens iets uit de periode dat dat klassenstrijd volgens De Grauwe nog niet voorbijgestreefd was. Zo ver reikt de neoliberale mensengeheugenis blijkbaar niet...

Vanaf de inleiding wordt kleur bekend: « *Nog niet zolang geleden werd het economisch denken beheerst door de filosofie die zegt dat elk economisch probleem slechts een oplossing kon vinden indien de overheid er zich mee bemoeit. Deze opvatting heeft er toe geleid dat de overheid verstrikt is geraakt in elk domein van het economisch leven. De gevolgen zijn nu overal zichtbaar: overladen bureaucratieën, remmende reglementeringen, ontmoedigende belastingen, politisering van het economisch leven, vertraagde economische groei.* »

In dit, en in de volgende boeken van deze reeks, stappen we af van deze verouderde staatsopvatting. We zullen uitgaan van de basisfilosofie die stelt dat veel economische problemen opgelost kunnen worden door vrij initiatief en persoonlijke verantwoordelijkheid.

De lezer is dus verwittigd: er bestaan twee opvattingen in de economie: deze

van de overheidseconomie, verouderd en verantwoordelijk voor alle onheil, en deze van het vrij initiatief, de wonderolie.

Wie dus denkt dat men economieën zou kunnen typeren volgens de klasse die de produktiemiddelen bezit en controleert is dus duidelijk niet mee met zijn tijd. Kapitalisme of socialisme, naargelang de economie in dienst staat van de kapitalistische doeleinden OF van de gemeenschap, in alle mogelijke historische en conceptuele opvattingen, is helemaal geen keuze.

### DE EKONOMIE VAN DE PATATTENBOER

De weldaden van de vrije markt worden geïllustreerd aan de hand van de groentemarkt. Voor dag en dauw doen de individuele handelaars hun inkopen op de markt, om groenten en fruit verder te verkopen aan de winkelier. Zij doen dat uit welbegrepen eigenbelang, om winst te maken. Maar zij dienen daarbij ook, als geleid door een « onzichtbare hand », het algemeen belang. De concurrentie zorgt er immers voor dat elke schaarste aan patatten wordt weggewerkt en dat overdreven prijzen worden afgevlakt. En triomfantelijk besluit De Grauwe: « *Het resultaat van deze konkurrentiële strijd onder handelaars is dat de stedelingen vlot gevoed kunnen worden.* »

We kunnen zelfs stellen dat geen enkele grote stad in onze Westerse landen, waar dit systeem wordt gebruikt, enig bevoorradingsprobleem heeft ».

Als men de wetten van de vrije patattenboer niet eerbiedigt, aldus De Grauwe.



maar in tegendeel gebruik maakt van een centraal brein om gans het stelsel te overschouwen en te programmeren, zoals in de Oosteuropese steden, dan is schaarste aan levensmiddelen de regel.

De achtbare professor in de ekonomie wordt helemaal niet gehinderd door enige kennis van het verleden, nog door enig inzicht in de realiteit van deze wereld. De ekonomie volgens het voorbeeld van de patattenboer bestaat namelijk nergens ter wereld. De kapitalistische ekonomie is steeds meer afhankelijk van een centrale planning. Deze taak wordt waargenomen niet alleen op het niveau van de grote multinationals, maar ook de liberale beleidsmensen doen er dapper aan mee op nationaal en supranationaal niveau, niet het minst in het land waar De Grauwe zijn mosterd heeft gehaald: de V.S. De twee-eenheid kapitaal-neoliberale staat grijpt veelvuldig en veelzijdig in de ekonomie in, door allerhande dwingende wetten en K.B.'s, door talloze protektionistische maatregelen en door overheidsbestellingen zoals legervliegtuigen en tanks. In Gods Own Country overvleugelt de centraal geleide militaire ekonomie al de rest.

Maar zelfs op de voedselmarkt bestaat er niets dat enige gelijkenis vertoont met het idyllisch model van de ochtendmarkt met zijn alles-regelende concurrentie. Er zijn Boerenbonden die het produktie- en marktmechanisme beheersen. Er zijn boter- en vleesbergen als gevolg van het Europees beleid, met zijn ingewikkeld stelsel van beschermde minimumprijzen. Er zijn de internationale afspraken en overeenkomsten en er is de spekulatieve voedselmarkt. Rondom talrijke westerse grootsteden leven miljoenen mensen in favella's, bidonvilles of moderne krottenwijken, die amper of niet hun elementaire voedselbehoeften

kunnen stillen. Meneer De Grauwe moet hoognodig aan de University of Pennsylvania de geschiedenis van de United Fruit Company gaan lezen om te begrijpen hoe koffie en bananen op onze « vrije markt » terecht komen door slavernij en uithongering van ganse boerengemeenschappen.

## VRIJE MARKT VERSUS BEVELENEKONOMIE

Vanuit het standpunt van de welstellende burgerman, en zelfs de bevolking in enkele bevoorrechte citadellen van het kapitalisme kan men laetdunkend neerkijken op de centraal-geleide ekonomieën. Maar het gaat om landen waar vroeger de hongersnood meer de regel dan de uitzondering was. Zelfs in een reuzeland als China, met zijn immer weerkerende hongersnood, is die nu bedwongen.

De klap op de vuurpijl levert De Grauwe wanneer hij als voorbeeld van snelle ontwikkeling dank zij de vrije markt Taiwan, Zuid-Korea, Singapore en Maleisië noemt. Alsof dit iets te zien heeft met iets dat van ver of nabij op de idyllische vrije patattenmarkt gelijkt! Alsof dat niet alles te maken had met de vrijheid van het monopolistisch kapitaal om mits planning de internationale arbeidsdeling door te voeren, met ongehoorde uitbuiting enerzijds en massale werkloosheid anderzijds.

Helemaal plezierig wordt De Grauwe wanneer hij de Oost-Europese « bevel ekonomie » beschrijft.

In tegenstelling tot het vrije Westen zijn de mensen ginder moeilijk te motiveren. Gehoorzaamheid aan een hoger gezag garandeert niet dat de mensen hun best doen. Men wil de produktiviteit niet te hoog opdrijven, anders wordt de vol-

gende keer de norm opgedreven. Door méér inzet kan men toch zijn financiële positie niet verbeteren. Bevelen van hogerhand worden opgevolgd met de laagst mogelijke inspanning. Het individu mag er niet beslissen wat goed en wat slecht is voor dit individu. Enzovoort enzovoort.

Om dat allemaal op te merken moet De Grauwe helemaal niet naar het Oosten gaan. Al die kenmerken zijn zeer goed bekend bij onze bandwerkers, bij onze tekstielarbeiders, bij de BTK- en DAC-ers. Vraag het maar aan de spoor mannen, de Michelin-arbeiders, aan alle slachtoffers van de bevel ekonomie volgens het recept van St.-ANNA.

De Grauwe moet ook wel zo iets beseft hebben, want hij voegt er aan toe: « In feite zijn deze menselijke reacties ook bij ons bekend »...

Eigenlijk beschrijft de man de toestand bij ons. Dit betekent niet dat in een centraal geleide ekonomie alles koek en ei is. Maar wel dat de bewonderaars van de alleenzalmakende vrije-markttheorie er vreselijk naast kloppen met hun fundamentalistische wit-zwart opvattingen.

## GESCHIEDENISLES

Misschien was de zuivere vrije-marktopvatting wel uitstekend, en werd ze geperverteerd door de ingrepen van de overheid? Laat ons dan een opzoeken waar en wanneer er misschien sprake kon zijn van de « zuivere markt » (die natuurlijk veel ouder is dan het kapitalisme). We begrijpen dat met de doelbewuste likwidatie van het geschiedenisonderricht in ons land zelfs professoren van de nieuwe generatie onwetend zijn over ons eigen verleden. Laat ons hen helpen en eens gaan kijken naar onze eigen zestiende eeuw, wanneer de graanhandel (patatten waren er nog niet!) volledig in de handen was van de private kooplied, zoals De Grauwe het zo graag zou willen. Laat ons daarvoor bijvoorbeeld Erich Kuttner ondervragen, die deze periode ten gronde heeft bestudeerd: « Hoe funktioneerde in 't algemeen de voedselvoorziening, die in handen was van de partikuliere graanhandel? Het antwoord luidt: de 16de eeuw was de eeuw van de hongersnooden. Al die honderd jaar door zijn zij een periodiek en soms kronisch verschijnsel. » En Kuttner toont aan hoe de hongersnooden niet veroorzaakt worden door mislukte oogsten, maar wel door de gewetenloze spekulatie van de vrije graanhandelaars, die rekenen op de honger om de prijzen en hun woekerwinsten omhoog te drijven. Wat in onze zestiende eeuw op eerder beperkte marktschaal gebeurde, gebeurt vandaag op wereldschaal. Het resultaat is het samenbestaan van enorme overvloed en wereldwijde ondervoeding.

De neoliberalen vandaag verschillen niet van de graanhandelaars uit ons verleden. Hun enige maatstaf was en is de maximale winst voor de leidende klasse. Elke morele benadering die dit doel in de weg staat, wordt zonder meer opzij geschoven. Maar daarover zullen we het later nog hebben.

J.T.

Klassenstrijd: voorbijgestreefd volgens de neoliberale denkers.





## Uit de neoliberale trukendoos (3) De Ijsventers-politiek

De kwart draai rechts van Van Miert heeft vele SP-ers met verstomming geslagen. Is de begeerte om ministerzels te bezetten dan zo groot dat men er programma en beloften aan opoffert? Maar heeft Van Miert eigenlijk wel iets anders gedaan dan de gevestigde sociaaldemokratische tradities gerespecteerd: zijn houding laten bepalen door de verwachting dat er meer stemmen te rapen vallen in 't centrum dan ter linkerzijde?

In het achtste hoofdstuk van zijn boek *«De zichtbare Hand»* heeft Paul De Grauwe een poging ondernomen om de beweegredenen te vinden waardoor partijen en beleidsmensen aangezet worden tot politieke keuzen.

Eerst gaat hij op zoek naar eventuele verschillen in het regeerbeleid van enerzijds coalities tussen CVP en liberalen, en anderzijds tussen CVP en socialisten. Deze laatste coalitie moet hij met zijn onvoorzichtige en ideologische-getinte terminologie «regeringen met een overwegend linkse ideologie».

De Grauwe komt tot een aantal opmerkelijke vaststellingen.

1. De overheidsuitgaven stijgen niet minder snel met liberalen in de regering. De sterke toename van de overheidsuitgaven is niet toe te schrijven aan het feit dat België meer centrum-linkse dan centrum-rechtsse regeringen heeft gekend.
2. Uitgavenposten met een sterk sociaal karakter, zoals sociale zekerheid, volksgezondheid en volkshuisvesting stegen sneller wanneer de liberalen in de regering zaten, en niet wanneer socialisten mee regeerden.
3. Met liberalen in de regering stijgt de belastingsdruk sneller dan bij een centrum-linkse regering.
4. Het begrotingstekort is gemiddeld ho-

ger bij centrum-rechtsse dan bij centrum-linkse coalities.

Uit deze nogal verrassende vaststellingen besluit De Grauwe dat er eigenlijk weinig verschil bestaat tussen het beleid van de verschillende soorten regeringen. De ideologische voorkeur door de partijen beleden, hebben weinig invloed op het beleid. Soms is er zelfs een averechts effect, namelijk dat een «rechtser» beleid wordt gevoerd met socialisten in de regering, en omgekeerd een «linkser» beleid met de liberalen erbij.

### DE THEORIE VAN DE POLITIEKE IJSVENTERS

Om dit soort fenomeen te verklaren grijpt De Grauwe terug naar de theorie van de mediaan-kiezer van Hotelling. In de meest eenvoudige vorm luidt die als volgt: *«Veronderstel dat in een bepaald dorp twee ijsverkopers, die ijs van dezelfde kwaliteit maken, hun waar aan de man willen brengen. De huizen van dit dorp liggen allemaal naast elkaar langs één en dezelfde straat. Waar zullen de twee ijsverkopers zich vestigen? Het antwoord is zeer eenvoudig. Naast elkaar, in het midden van het dorp. Om in te zien waarom dit zo is, kunnen we best nagaan wat er zou gebeuren indien één van de verkopers zich elders ging opstellen, bijvoorbeeld aan het uiteinde van het dorp. De konkurrent zou hiervan profiteren om mee op te schuiven naar het uiteinde, maar ervoor zorgend dat hij iets dichterbij het centrum blijft. Op die manier moeten de dorpsbewoners op zoek naar een verfrissend ijsje eerst bij hem voorbij. De eerste verkoper die de ongelukkige beslissing nam zich op een extreme plaats te vestigen, zal zijn klanten verliezen. Om dit te beletten zal hij haasje-over-springen en zo opschuiven naar het midden. De konkurrent zal op zijn beurt hetzelfde moeten doen. Alvo-*

*rens ze het beseffen, hebben beiden hun tenten opgesteld in het midden van het dorp».*

En De Grauwe gaat verder: *«De theorie van de mediaan-kiezer stelt dat in een democratie waar beslissingen genomen worden op basis van de meerderheidsregel (50 % + 1), de kiezer die zich in het midden van het politieke spektrum bevindt (de mediaan-kiezer) een strategische positie inneemt. De politici die in een dergelijk systeem aan de macht willen komen, zullen gedwongen worden om hun beleid af te stemmen op wat de mediaan-kiezer wenst. Een partij die dit niet doet, en zich zoals de ijsverkoper extreem opstelt, wordt vlug afgestraft en in een minderheidspositie geduwd».*

### HOE WORDT MEN SUKSESRIJK POLITIEKER

Als er een rechts kabinet regeert, in het voordeel van de rechtse kiezers (dat zijn die met hogere inkomens, zegt De Grauwe) moeten de oppositiepartijen naar rechts schuiven om rechtse kiezers aan te lokken. Als tegenzet moeten dan de regeringspartijen wat naar links opschuiven, om de invloed van de oppositie in het middenveld te beperken. Een «links» kabinet zal ook naar rechts moeten schuiven, om de rechtse partijen te beletten hun invloed uit te breiden. De linkse partijen mogen daarbij echter niet te ver gaan naar rechts, want dan zou extreem links teveel speelruimte krijgen. En daar is De Grauwe alvast niet mee gediend.

Het resultaat van deze ijsventerpolitiek is dat elke regering zal neigen het tegenovergestelde te doen van wat men er normaal zou van verwachten. Rechts en links komen zodanig altijd in 't centrum terecht, wat trouwens een faktor van politieke stabiliteit betekent.

De auteur besluit uit gans zijn verhaal dat ideologische keuzen weinig of geen invloed hebben op wat linkse en rechtse regeringen in feite doen.

Maar — er is een belangrijke maar — onder invloed van de ideologische (en sociaal-ekonomische) verschuivingen blijft het centrum zelf niet onveranderlijk, maar ondergaat op zijn beurt verschuivingen.

De succesrijke politieke is hij die dergelijke verschuivingen het best kan waarnemen en er zijn gedrag naar kan richten: het liberaal beleid met grote prioriteit voor de sanering van de overheidsuitgaven is, aldus De Grauwe, *«niet het resultaat van een ideologisch geïnspireerd beleid van rechtse politici, maar eerder het antwoord van deze politici op de veranderingen die ze in het electoraat gekonstateerd hebben, en die erin bestaan dat de modale kiezer een grotere bereidheid toont om een halt toe te roepen aan de steeds toenemende kollektieve sektor».* En de professor besluit met een wijze raadgeving: *«Verstandige linkse politici, wanneer ze opnieuw aan de macht komen, zullen een gelijkaardig beleid voeren».* Volgens De Grauwe is Van Miert ongetwijfeld een verstandig politikus...

Volgende week zullen we kritisch ingaan op de ijsventertheorie.

J.T.

*Loopt Martens met zijn politiek ijskarretje achter de kiezer, of loopt de kiezer achter Martens? Volgens De Grauwe is de kiezer verzet op blauw ijs...*





## Uit de neoliberale trukendoos (4) Hoe spontaan is het neo-liberalisme ?

Zoals de meeste hoofdstukken in de katechismus van De Grauwe bevat het achtste hoofdstuk (zie ook vorige week) mooie verhalen, waarvan echter niet veel meer blijft rechtop staan wanneer men er even dieper op ingaat.

Laat ons eerst zijn schijnbaar korrekte vaststellingen bekijken over de gelijkenissen en de verschillen tussen centrum-linkse en centrum-rechtse regeringen.

De stijging van de overheidsuitgaven op zichzelf zegt niet veel over de aard van het beleid : daartoe zou men in de eerste plaats moeten onderzoeken waartoe die stijgende uitgaven worden aangewend, bvb. voor prestige-projecten, militaire uitgaven op aandringen van de machtige industriële lobbies, dan wel voor sociaal-nuttige uitgaven.

Idem voor het verloop van de uitgavenposten met sterk sociaal karakter : uitgaven voor de volksgezondheid kunnen toenemen door een beleid van overinvesteringen volgens de behoeften van de medische en farmaceutische industrie, of voor het bevorderen van het kasteelkarakter van het leidende medisch korps, dan wel voor de volksgezondheid.

Idem voor de belastingen : wordt de nadruk gelegd op de meer asociale indirecte dan wel op de directe belasting ? En hoe bevordert het belastingstelsel de herverdeling van de inkomens tussen rijk en arm ?

De onderverdeling centrum-rechts en centrum-links is ook weinig relevant. Gaat het in ons land tot hiertoe niet veel meer om beleidskeuzen met grote kontinuiteit, om nuanceren van een beleid dat als echt centrum de kapitalistische macht heeft ?

Tenslotte kan men zich afvragen of de redenering van De Grauwe nog steek houdt sedert de invoering van het strakke neoliberale beleid : men zoekt immers tevergeefs naar enige neiging van de regering Martens-Gol van een verschuiving naar links. Integendeel heeft het verschijnen van de neoliberale dogmatikus Verhofstadt de rechtse regering nog meer naar rechts geduwd.

Belangrijk is echter de konklusie van de auteur van de « De Zichtbare Hand » (een konklusie die niet zomaar volgt uit de aangewende redenering, maar er met de haren wordt bijgesleurd) : *de regering voert een liberaal beleid omdat de modale kiezer het kollektivisme beu is.*

Merken we hierbij op 1°) dat het neo-liberalisme jarenlang werd voorbereid door de neoliberale theoretici met als bedoeling de kapitalistische economie te vrijwaren in deze periode van structurele crisis en 2°) dat de bakermat ervan in de Verenigde Staten ligt, waar alvast de openbare opinie niet in opstand kon ko-



*Is de modale kiezer het kollektivisme beu ?*

men tegen een (onbestaande) « kollektivatie ».

In West-Europa, en in ons land in 't bijzonder, is het invoeren van het liberaal beleid een voluntaristische keuze van rechts. Met inzet van alle mogelijke propagandamiddelen werd het volk murw gemaakt voor drastische inlevering, voorgesteld als het wondermiddel tegen de werkloosheid. Alle kanalen van de media werden dag na dag ingezet om de openbare opinie te overtuigen van de neoliberale heilsboodschap. Het belangrijke politieke instrument dat de CVP is werd maximaal ingezet om een tegenpartelende openbare opinie in bedwang te houden, met de actieve hulp van de ACV-top.

Het zijn dus niet de politici die zich aangepast hebben aan de rechtswenking van het kiezerskorps, het zijn de kiezers die onder druk van de rechtse politiek gedwongen werden zich aan te passen aan de neoliberale dwang.

Waarom anders zou het liberaal beleid gebaard gaan met volmachten, met versterking van de executieve t.a.v. de wetgevende macht, met het totaal politiseren van de administratie en de justitie, met de versterking van de repressie tegen al wat progressief is, tot en met het materieel saboteren ervan (subsidiebeleid tegenover de pers, socio-kulturele organisaties, dienstweigeraars enz.). Dit alles zou toch overbodig zijn indien de rechtse keuze de spontane keuze van de burgers was geweest ?

De inzet van gans het beleid — met zachte of harde dwang, met ideologische of politieke repressie — is inderdaad de mediaan-kiezer, of beter nog het naar rechts duwen van die mediaan-kiezer. De SP-top, die zich vanuit de oppositie langdurig heeft ingespannen om de mediaan-kiezer naar links te krijgen, geeft die poging vandaag op om, zoals de neoliberale optie het wil, mee naar rechts te verschuiven. Dit kan misschien elektorale resultaten opleveren op korte termijn. Maar het kan stellig geen uitzicht bieden op een progressief alternatief. Het is de optie van ijsventers, niet van hervormers.

J.T.

### REAKTIES

Eerder reeds meldten we dat lezers kunnen reageren op de artikelenreeks over het boek van De Grauwe, teneinde het debat rond de neoliberale hersenspinsels en de alternatieven ervoor te verbreden. Hierbij alvast twee reacties en de uwe kan u nog steeds kwijt op ons redactie-adres : M. Lemonnierlaan 108 te 1000 Brussel.

« Ik vind zeer goed wat J.T. in de rv nr. 38 over de inzichten van Paul De Grauwe schrijft. Ik zou er nog een eenvoudige vaststelling en een eenvoudige vraag bij willen aansluiten.

Vaststelling : het is allemaal een kwestie van centen : de werkloosheid of de tewerkstelling, en ook een « herverdeling van de beschikbare arbeid ». Een kwestie van centen, nl. van de « totale loonsom », van de daardoor geschapen koopkracht, d.w.z. van levensmiddelen voor de massa. Op dat gebied presteert onze economie sinds enkele tijd steeds minder goed.

Vraag : zou het, in ons economisch bestel, beter kunnen ?

Is het enkel een kwestie van goede wil, of van « verplichting », opgelegd door de massa of door een andere regering ? Volgens de woordvoerders van het systeem

lijkt niet. Volgens de sprekers van de SP blijkt wel. De vakbonden schijnen het niet meer zo goed te weten. En Marx stelde in « Kapitaal I » dit als « de absolute en algemene wet van de kapitalistische accumulatie » : « Hoe groter de maatschappelijke rijkdom, het funktionerend kapitaal en de omvang en de energie van zijn groei, ... hoe groter wordt het industrieel reserve-leger ». En dit is voor Marx de noodreden waarom we een socialisme nodig hebben.

Dit is ook het punt waarop « kommunisten » en « socialisten » zich van elkaar onderscheiden, en de bestaansreden van een kommunistische partij. Nog eens gesteld : een herstel van de volledige tewerkstelling, zonder een aanzienlijke daling van de lonen : zit dat, in ons systeem, er nog in ?

Rudolf Boehm - Gent

« Wat de aandelen-economie betreft in het boek van De Grauwe en in de artikelenreeks daarover in de rv beschreven werd, lijkt het m.i. een eis voor de vakbonden in de ondernemingsraad het « leeuwenaandeel » in de beleidsbeslissingen dat hen toekomt op te eisen en alzo wordt automatisch de papieren tijger der aandelen-economie opgeblazen ».

R. Dezitter - Berchem



## Uit de neoliberale trukendoos (5) Kriminaliteit, orde en veiligheid

In zijn neoliberale katechismus « De Zichtbare Hand » stuurt Paul De Grauwe bittere verwijten naar de overheid die « onder invloed van de "progressieve filosofie" stelselmatig het defensief apparaat van politie en justitie heeft laten aftakelen ». De kriminaliteit stijgt onrustwekkend, aldus de hoogleraar in de economie, maar er worden hoe langer hoe minder en hoe lichtere straffen uitgesproken.

Men verspreidt veel mythes omtrent die stijgende kriminaliteit, steeds volgens de auteur : ze zou voortvloeien uit sociaal onrecht, uit inkomensongelijkheid en uit stijgende werkloosheid. Onder druk van dergelijke mythes heeft men alle aandacht gericht op de sociale zekerheid en heeft men de politie en de justitie verwaarloosd. Welnu, zegt De Grauwe, al die explicaties voor de stijgende kriminaliteit zijn waardeloos. De toename van de kriminaliteit heeft niets te zien met de omvang van het werklozencijfer, noch met de toename van de uitgave voor sociale zekerheid. Waarom de misdadigheid dan eigenlijk wel toeneemt, blijft een geheim. Dat zal wellicht iets te maken hebben met het slecht karakter van de mensen. Beter weet De Grauwe hoe ze moet bestreden worden : zeker niet door sociaal-economische hervormingen, wel door meer inzet van politie en door strengere straffen. Alsof je Gol zelf hoort spreken.

Helaas voor de professor die zich wil voordoen als wetenschapsmens : zijn bewijsvoering is heel wat minder overtuigend dan zijn besluiten. Erger nog : de man speelt met de voeten van zijn lezers.

Als startpunt van zijn redenering neemt hij de stijging van de kriminaliteit van 356.000 gevallen in 1959 tot 942.000 in 1980. Tien procent misdadigers in België. Zijt gij het niet, dan zeker uw buur.

De truk van De Grauwe ligt in de gekozen maatstaf voor misdadigheid : alle

klachten, aangiften en processen-verbaal die door het parket werden ontvangen. Daarbij horen bv. auto-ongevallen. Nu moet men toegeven dat het aantal auto's sedert 1959 aanzienlijk is toegenomen. Er zijn dus méér ongevallen en méér PV's. Méér kriminaliteit ?

De gegeven cijfers hebben betrekking op de meest uiteenlopende gegevens. Een notaris X die zijn twee kinderen verkracht weegt in zulke statistieken even zwaar als de baadster in monokini, amper een paar jaar geleden. Een kruimeldiefstal en een moord worden gelijkgeschakeld. Een klacht tegen een buurman die tegen uw haag heeft gepist is evenwaardig aan een hold-up met drie doden. Om nog te zwijgen van het illegaal aanplakken van een affiche, wat direct het grootste deel van de kommunisten tot criminelen maakt. De éne misdaad waarvan de gebroeders Parisis beschuldigd worden, komt neer op 3.000 hold-up's van telkens een miljoen. Iedereen make het lijstje naar believen langer...

Iemand die, zoals De Grauwe, iedereen de neoliberale les wil spellen, zou tenminste mogen weten waarover hij schijft. Hij zou bv. bij zijn collega's criminologen mogen te rade gaan, of bij de vaklui van de misdaadbesteding. Dat zou hem veel flaters besparen. Hun verhaal is namelijk dat er geen betrouwbare statistieken bestaan van de kriminaliteit in België. Slechts vanaf 1984 worden in zekere mate eenvormige gegevens bijgehouden. Betreffende de voorgaande periode zijn er hoogstens enkele aanduidingen dat bepaalde types van misdrijven toenemen, terwijl andere soorten nagenoeg konstant blijven. Opvallend hierbij schijnt de stijgende trend te zijn van eigendomsdelikten : beschadiging, vernieling, diefstal.

Nochtans zeggen de meest beslagen autoriteiten terzake, (zo Robert en Fau-

geron, geciteerd door J. Van Kerckvoorde van de fakulteit rechtsgeleerdheid van de Katholieke Universiteit van Leuven), dat « statistieken van de politie en van het gerecht stellig géén maat zijn van de begane misdadigheid ».

Deze opmerkingen mogen reeds volstaan om elke waarde te ontszeggen aan de « statistieken » van P. De Grauwe inzake eventuele verbanden tussen kriminaliteit en bezitsspreiding of werkloosheid, of tussen aanklacht, misdaad en veroordeling.

Er is echter nog méér : zelfs in de meest recente ingevoerde data-bank voor de misdadigheid wordt er een sociale keuze gemaakt tussen de verschillende types van kriminaliteit. Zo is er nergens een spoor te bekennen van de « white collar »-kriminaliteit. Zo worden de overtredingen van de sociale wetgeving door het patronaat niet als misdaad beschouwd en zo bestaat er zelfs geen begin van inventarisatie van het structureel geweld. Met andere woorden : wie uit honger een boterham steelt is een misdadiger, wie het recht onthoudt op een boterham is géén misdadiger.

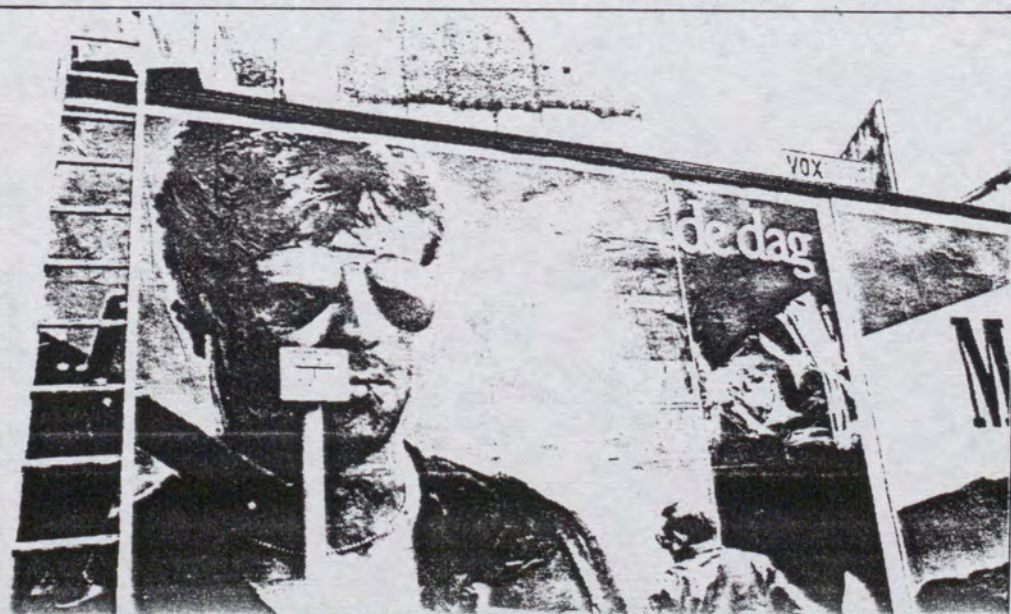
Al is het eigenlijk de moeite niet meer waard, toch willen we nog enkele van De Grauwe's begeleide redeneringen doorprikken. Zo beweert De Grauwe dat de Belgische regering steeds minder middelen heeft ingezet om de kriminaliteit te bestrijden. Dit is niet waar. De middelen namen toe, al was het stijgingspercentage minder dan dat van het Bruto Nationaal Produkt. Er bestaat trouwens geen enkele denkbare reden waarom de overheid kunstmatig de uitgaven voor « orde en veiligheid » zou moeten opdrijven tot een konstant percent van het BNP. Om het, met andere woorden, in de stijl van De Grauwete te stellen : waarom zou er een rechtstreeks verband bestaan tussen de voortbrengst van patatten en de toename van het aantal moorden ?

Tenslotte nog een woord over De Grauwe's kritiek op de progressieven die verbanden trachten te vinden tussen sociale (wan)-toestanden en het sociaal gedrag van de mensen. Het kapitalisme beperkt zich niet tot een statistiek van werklozen of tot een probleem van inkomenspreiding. Het heeft een geweldcultuur ontwikkeld, gebaseerd op het dierlijk principe van de « survival of the fittest ». De Amerikaanse geweld-misdaad- en drug-cultuur die woedt op de TV-schermen en in de sensatiepers wellicht een veel grotere impact heeft op de ontwikkeling van de misdadigheid dan het feit of men al dan niet zonder werk zit. Maar — voor zover men nogmaals van een trend kan gewagen — situeert de misdaad zich meer bijde « have's » dan de « have not's ». Meer en meer denkt de leidende klasse dat ze zich alles kan permitteren eens dat ze boven haar (eigen) wettelijkheid kan staan. Ze is zelfs bereid het bestaan van deze wereld te riskeren voor haar megalomane Rambo-dromen.

Het is wellicht in 't besef van deze waarheid dat de neoliberalen beslist hebben elke moraliteit ter zijde te schuiven en ze te verwijzen naar een « onzichtbare hand ».

J.T.

Rambo en konsoorten : het geweld waarover De Grauwe niet spreekt.



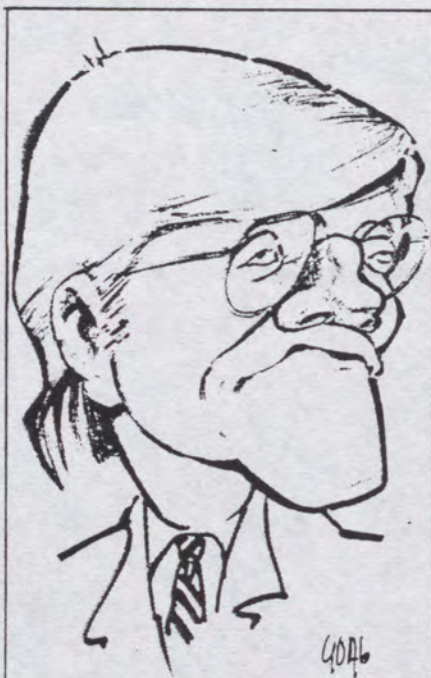


## Uit de neoliberale trukendoos (6)

### Egoïsme of solidariteit

De mensheid is als een loopkoers. Als er aan de aankomst een flinke beloning staat te wachten, zal iedereen zijn beste beentje voorzetten om de premie te bemachtigen. Dat is zo, niet omdat de mens van nature een hardloper is, maar omdat hij egoïst is. Alleen zijn eigenbelang telt. En wie het tegendeel beweert is een intellectuele dromer of een diktator-in-spe. Zo kan men de opvatting van professor De Grauwe in «De zichtbare hand» over de mens samenvatten. Het is de neoliberale opvatting.

Het minst dat men kan zeggen is dat De Grauwe blijk geeft van een goed inzicht in de aard van de neoliberale heersende klasse. Wie hen bezig ziet merkt



Hoezeer Professor De Grauwe gelukkig heeft wanneer hij beweert dat de (neoliberale) politici gedreven worden door zelfbelang, moge blijken uit de ervaringen van ex-PVV-voorzitter thans vice-premier en minister van begroting Verhofstadt. Sedert de brave man minister is, heeft zijn advocatenkantoor het cliënteel gekregen van FABRIMETAL. Zijn kollega's J.P. Quintyn voor Oost-Vlaanderen en Vandervennet voor West-Vlaanderen zagen met lede ogen deze belangrijke klanten verdwijnen. Ook werd hij pleitbezorger van de verzekeringsmaatschappij ASSUBEL. Persoonlijk kwam hij tussen om alle verzekeringen van de MIVG (Gentse trammaatschappij) weg te halen bij de PS-verzekeringen om ze over te hevelen naar ASSUBEL.

direkt dat het hen alleen te doen is om zoveel mogelijk rijkdom bij elkaar te schrapen, het koste wat het wil voor de medemens. Dat is de politiek van Verhofstadt, Gol en andere Leysens.

De geleerde professor begaat echter een fundamentele fout wanneer hij beweert dat het egoïsme, middels de vrije markt als vanzelf geleid door een onzichtbare hand, ten bate komt van alle mensen. Reeds lang heeft de arbeidersklasse — dit is de meerderheid van de bevolking die in De Grauwe's opvatting buiten de prijzen valt — ontdekt dat welbegrepen eigenbelang *solidariteit* vereist in plaats van meedogenloze concurrentie. Reeds lang heeft de arbeidersklasse aan den lijve ondervonden tot welke excessen de vrije markt voert. Vroeger in de negentiende eeuw, en nu nog, door oorlogen om de vrije markt uit te breiden ten koste van een andere vrije markt, door koloniale en neokoloniale onderwerping van ganse volkeren en ook, tot vandaag, tot onzekerheid, werkloosheid en miserie voor vele miljoenen in de tempels van de vrije marktreligie, al dan niet gecorrigeerd door monopolistische overheersing.

Het is de arbeidersklasse die zich georganiseerd heeft op basis van solidariteit om de sociale zekerheid eerst in te voeren (als privé-initiatief tegen de ondernemers!), later uit te breiden als het sluitstuk van een nieuwe maatschappij-opvatting die uiteindelijk honger, armoede en miserie maximaal wil verbannen uit deze samenleving.

Bovendien is vanuit de arbeidersbeweging — geïnspireerd door het marxisme — de idee gegroeid dat de economie te belangrijk is om ze over te laten aan het egoïstisch eigenbelang van de heersende klasse.

Dit alles krijgt vorm in een voortdurende klassenstrijd die zich niet alleen afspeelt in de bedrijven, maar ook, en hoe langer hoe meer, in het geheel van de staat en zijn instellingen.

#### LAAT TOCH HET GELD BIJ LEYSEN'

De Staat is niet, zoals De Grauwe het graag wil, een onpartijdige scheidsrechter, en is dat nooit geweest. De Staat is geëvolueerd van een dwanginstrument tegen het volk tot een veelzijdig terrein waarop materiële, morele, politieke en kulturele strijd wordt gevoerd tussen twee fundamenteel verschillende maatschappij-opvattingen: de oude, egoïstische kapitalistische, vandaag onder het mom van het neoliberalisme, en de solidaire socialistische opvatting.

Heel konsekwent met zijn dogma's verdedigt De Grauwe de afouw van het industrieel initiatief van de overheid. Wat

verlies laat, in de kapitalistische betekenis van het woord, moet verdwijnen. De Kempense steenkool, het Waalse staal, en in dezelfde logika ook de Boelwerf uiteraard, en waarom niet het onderwijs? Best zou elke overheidsinterventie verdwijnen, wat trouwens voor 1983 180 miljard besparingen zou opleveren, te vergelijken met de 111 miljard opbrengst van de vennootschapsbelasting. Met het verdwijnen van de subsidies moest ook de vennootschapsbelasting afgeschaft worden. «Zou het inderdaad niet zinvoller zijn het geld te laten in de Gevaerts, de Bekaerts en de talloze dynamische KMO's die op professionele wijze voortdurend aan vernieuwing doen?» vraagt De Grauwe, zonder ook maar één inhoudelijke vraag naar de aard of de sociale relevantie van die «vernieuwing».

Laat alle verlieslatende bedrijven hun natuurlijke dood sterven en laat alle winstgevendende bedrijven hun gang gaan, en de wereld zal er mooi uitzien! Misschien wel voor Leysen en zijn tegenpool moeder Theresa, maar alvast niet voor de mijnwerkers, de scheepsbouwers, de leraars, de staalarbeiders,...

Daartegenover staat het begrip van een geleide economie. Dit houdt in dat men niet als enig zaligmakende norm de kapitalistische winst neemt, maar wel het belang van de gemeenschap zoals het door die gemeenschap democratisch kan gedefinieerd worden. Dit betekent dat de overheid een deel van de gerealiseerde meerwaarde aanwendt om die economische initiatieven te helpen ontwikkelen waarvoor het privé-kapitaal geen belangstelling heeft omdat de winstverwachtingen beneden het gemiddelde liggen.

Men kan ondertussen weinig argument halen uit de misgroei van het overheidsbeleid in de ontwikkelde kapitalistische landen. Werd niet — onder druk van de Société Générale bvb. — het overheidsgeld aangewend om de verlieslatende sectoren te kunnen afstoten op rekening van de gemeenschap, zodat de gemiddelde winstvoet van het privé-kapitaal kon groeien?

Onze samenleving is helemaal niet, naar het beeld van De Grauwe, te vergelijken met een sportieve volkscross waaraan iedereen deel neemt voor zijn voldoening. Het gaat veeleer om een maraton van beroepsatleten waarbij de rol van het volk beperkt blijft tot die van toeschouwers. Het is trouwens de vraag of alle mensen, de meerderheid zelfs, hun leven willen beschouwen als een individuele competitie tegen iedereen. Wellicht is het sociaal ploegspel van de grote meerderheid meer aangewezen om de problemen van de wereld op te lossen.

J.T.

#### REAKTIES?

Bedenkingen, voorstellen, kritieken enz... over het boek van Paul De Grauwe «De onzichtbare hand» en over de artikelenreeks over dit boek die reeds enkele weken in de *rv* verschijnt, kan u versturen naar ons redactieadres: M. Lemonnierlaan 108 te 1000 Brussel.



## Uit de neoliberale trukendoos (7)

# De professor doet aan cultuur

Sedert de neoliberalen de vrije markt herontdekt hebben, menen ze met deze steen der wijzen alles te kunnen regelen. Ook de cultuur.

Net als de bedrijfswereld drijft de cultuurwereld op subsidies die uitgedeeld worden aan wie 't hardst roept, stelt De Grauwe vast. Een elitair klubje van vergaderende experts in kamers vol rook bepalen welk toneel goed is en welk toneel slecht, terwijl de konsument niet aan de bak komt. Professor De Grauwe die in zijn neoliberale katechismus het zwaard omgordt om te strijden tegen het vervlakkende kollektivisme, verandert plots van inzicht. Nu moet de massa beslissen. Is er een meerderheid voor de opera in Vlaanderen dan moet die opera er komen. Is er een meerderheid tegen, dan kan de Barbier van Sevilla gaan stempelen zoals iedereen, en dan mag Orfeus in zijn onderwereld blijven.

Dát, zegt De Grauwe, is democratie: de meerderheid beslist! (helaas zegt hij dat alleen voor cultuur, niet voor kruisraketten). Hij stelt voor de huidige subsidiëeringsprincipes te vervangen door twee beginselen.

Ten eerste mag men geen projecten of organisaties meer rechtstreeks subsidiëren, maar wel door bemiddeling van de konsument. Overheidssubsidie dient te gebeuren per verkocht entreekaartje. Zo zal de kunstenaar zijn produkt moeten aanpassen aan het publiek, zoniet riskeert hij de ondergang. Als het volk *hoger* zegt, moet de sopraan hoger zingen; als het volk *lager* zegt moet de sopraan lager zingen. En als hij het niet wil, zal Capiou hem wel vervangen.

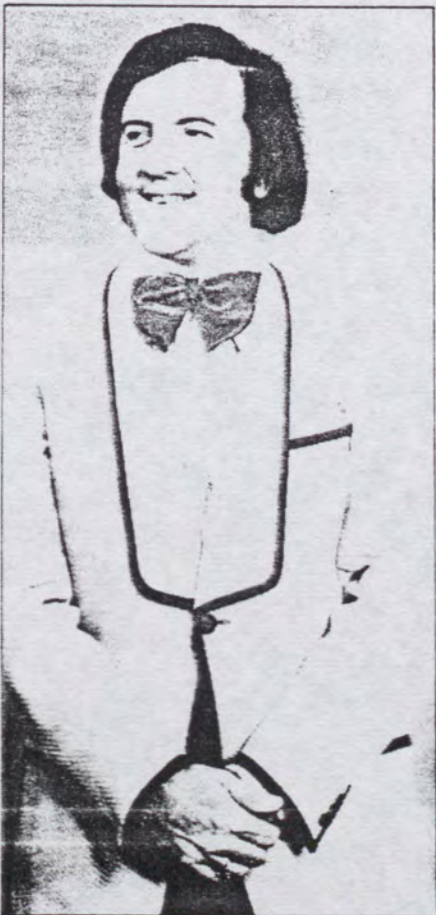
Een tweede beginsel is het veralgemenen van de sponsoring. Dat gebeurt reeds ruim door het bedrijfsleven, waar men de giften mag aftrekken van de belastingen. Dat wordt echter terecht als ondemokratisch aangevoeld, zegt De Grauwe, men moet ook de individuen toelaten aftrekbare giften te doen, dan is de democratie gered. (In elk geval de democratie van de welstellende burger!).

Zo verschijnen, aldus De Grauwe, twee diametraal tegenovergestelde mensopvattingen: de paternalistische waar een kleine groep experts, de minister en zijn adviseurs (die bovendien tot de 5 %-top van de inkomens behoren) over de inhoud van de cultuur beslist, en een « democratische opvatting die de beslissing overlaat aan het publiek ».

Herinneren we er aan dat door het boek van De Grauwe als een blauwe

draad de opvatting loopt dat de mens gedreven wordt door het egoïsme, maar door de magische kracht van de onzichtbare hand, de vrije markt, komt alles toch op z'n plooien in de beste der werelden. Het kwaad is echter in de wereld verschenen vanaf het moment dat de overheid er zich is mee gaan moeien. Om een deel te krijgen van het overheids-geschenkenpakket gaan de mensen over tot groepsvorming om op de politieke markt aan bod te kunnen komen.

Trekt men nu die redenering van De Grauwe door in zijn « democratisch » cultureel model, dan zullen de mensen uiteraard ook op cultureel gebied gaan lobbyën. De teater-directie zal de bezoekers lokken met geschenken of met premies in 't zwart, gezien hij door de overheid betaald wordt per entree-ticket. Er zal meer dan ooit gelobbyd worden. Net zoals bij verkiezingspolls zullen de konsumenten met karrevrachten worden aangevoerd om willens nillens een avondje democratische cultuur te consumeren. Zulk een oplossing is helemaal niet te verkiezen boven de gebrekkige kultuursubsidiëring die we vandaag kennen.



Hoger? Lager?

Het model van De Grauwe zal niet lukken. De keuze gaat bovendien helemaal niet tussen een politieke weg of een commerciële weg. Wie dit zo stelt heeft niets begrepen van het fenomeen cultuur. Cultuur is geen produkt dat men koopt of verkoopt als saucissen of waspoeder. Cultuur heeft een autonome waarde, die men niet mag laten verschromelen tot een marktprodukt: op cultureel gebied zou de onzichtbare hand een zichtbare afgestompte karikaatuur van het menselijk leven en streven maken.

Om het met de woorden van Koen Raes te zeggen: « *Kombineren we de radio-stijl van Veronica met de film-stijl van reclamespots, de muziek-stijl van video-klips, de eet-stijl van MacDonalds, de tekenstijl der publiciteitspanelen en de schrijf-stijl van Iwanhoe en we zijn er zo ongeveer. Op massaschaal geproduceerd en gekonsumeerd (« democratisch » dus) en helemaal in het teken van economische produktiviteitscriteria (« vrije markt » dus). Kost de overheid geen cent (« meer doen met niets » en brengt integendeel veel geld en volgzzaamheid in 't laatje ».*

Mochten we de norm van De Grauwe voor democratie aanvaarden, namelijk de likwidatie van alle minderheden in naam van de modale kiezer, dan zou al het nieuwe, het creatieve, het gedurfd, het experimentele en het dieper gravende als nutteloos van de hand gedaan worden. Dan verwerpt men een Apostel in naam van Konsalik, een Pavarotti in naam van Eddy Wally, de Fundamenten in naam van Dallas, Brecht in naam van Slisse en Cesar en Troisgros in naam van het frietkot op de hoek.

Om nogmaals Koen Raes te citeren: « *Een culturele politiek die geen democratische voorwaarden schept voor creativiteit die anders niet tot ontwikkeling zou komen, die geen experimenten steunt, die geen ruimtes biedt die relatief autonoom (kunnen) staan van economische « logika's » en die geen risico's neemt die andere niet zouden genomen worden is GEEN KULTURELE POLITIEK ».*

Bij de aanvang van zijn boek schreef prof. De Grauwe dat de morele grond van het marktsysteem te vinden is in de erkenning dat de individuen verantwoordelijk zijn voor hun daden, in tegenstelling tot de opvatting dat er een instantie is buiten het individu die kan beslissen wat goed en wat slecht is voor dit individu. In zijn hoofdstuk over cultuur belandt hij echter bij de opvatting die hij voordien verwerpt. Hij brengt namelijk een instantie ten tonele buiten het individu: de massa die kan beslissen wat goed en wat slecht is voor elk individu. En gezien de overwegende denkwijze meestal deze is van de heersende klasse, onderwerpt De Grauwe het individueel creatievermogen en uiteindelijk de individuele vrijheid aan de overheersing van het kapitaal. Precies waarmee vandaag bezig is in ons land, onder de hoede van St.-Anna.



## Uit de neoliberale trukendoos (slot)

# Een eksklusief interview met... Adam Smith

Met deze bijdrage besluiten we onze reeks omtrent het boek « De zichtbare hand » van Paul De Grauwe. We menen voldoende aangetoond te hebben dat deze neoliberale bijbel vooral berust op drogredenen, dubbelzinnigheden en vulgaire demagogie. Het lag duidelijk niet in de bedoeling van De Grauwe een wetenschappelijk verantwoord werkstuk af te leveren, maar wel een ruimer draagvlak te vinden bij het publiek voor de neoliberale dogma's. Ondertussen zetten de neoliberale ministers, of ze nu CVP'er of PVV'er zijn, stelselmatig hun blauw programma in beleidsdaden om. Het pensioensparen en de stappen naar de « aandelenekonomie » zijn hiervan treffende voorbeelden, samen met het uitstoten van categorieën gerechtigden uit de werklozenuitkeringen.

Het zal de lezer van De Grauwe's boek opgevallen zijn hoe de auteur zijn pet ophangt aan de kapstok van « een zekere Adam Smith », revolutionair ideeënspuier, « één der grootste denkers in de wereldgeschiedenis ». Deze achttiende-eeuwse geleerde wordt tot patroonheilige van de neoliberalen uitgeroepen omdat hij zou ontdekt hebben dat de mens een egoïst is. Alleen vrijheid voor de egoïstische ondernemer kan de mensheid redden, tegen alle snode drijfverijen van moraalridders en intellectuele planners.

Het was Miel De Wilde, leraar moraal, die er me attent op maakte dat de Adam Smith die hij kende, helemaal niet beantwoordde aan de vertelsels van De Grauwe. We hebben dan ook niets beters gevonden dan Adam Smith zelf te gaan interviewen. We hebben zijn achttiende-eeuwse geest opgeroepen door middel van zijn geschriften en van de geschriften van wetenschapsmensen die hem hebben bestudeerd.

### RECHTVAARDIGHEID EN BILLIJKHEID

— *\*Hooggeleerde professor Smith, bijna 200 jaar na uw overlijden heeft uw collega De Grauwe U posthuum voorgesteld als de uitvinder van de « egoïstische mens ».*

A.S.: Dan heeft die persoon stellig mijn boeken niet gelezen. Uiteraard behoort eigenliefde tot de natuurlijke neigingen van de mensen. Maar daarnaast bestaat er toch ook zoiets als kameradschap. De leden van elke sociale groep moeten zekere regels eerbiedigen, zoniet zou er weinig harmonie zijn in deze wereld. Belangstelling in het lot van de medemens ligt in de menselijke aard, ook al bestaat zijn enige beloning er in zijn evennaaste gelukkig te zien.

— *Maar dan neemt De Grauwe een loopje met uw opvattingen ?*

A.S.: Zijn fout is dat hij maar een klein stukje van mijn werk schijnt te kennen, en dat heeft hij dan nog niet gesnapt.

— *Hoezo ?*

A.S.: Hij heeft ergens horen spreken — wellicht tijdens een van zijn reizen in de Nieuwe Wereld — over het economisch luik van mijn werk « The Wealth of the Nations », maar hij heeft duidelijk geen weet van mijn werk « De Theorie van de Morele Gevoelens » van in 1759, noch van mijn « Essays over filosofische thema's ». Mijn oeuvre vormt nochtans één geheel. Het herleiden tot een simpel principe is dwaas en doet mij onrecht aan... Hoe heet die man ook weer ? De Grauwe ? En hij is professor, en nog wel te Leuven ? Tja, dat zou in

jullie hedendaagse politiekers. Ik spreek over wat ik ken : de politiekers van de achttiende eeuw : de adel en de opkomende burgerij : 't is niet om aan te zien !

### VRIJE MARKT, MAAR...

— *Maar de fameuze economische drukingsgroepen dan ? De vakbonden, de bedrijven...*

A.S.: Vakbonden bestonden er in mijn tijd niet. Met drukingsgroepen bedoel ik echt en waarachtig gans het groezelig wereldje rondom de nijveraars en de bankiers. Lage vraatzucht en enge boosaardigheid zijn hun kenmerken. Wat zij voorstellen inzake wetgeving zou nooit mogen aangenomen worden dan na langdurig en zorgvuldig onderzoek, en wel met de meest skrupuleuse maar ook achterdochtige aandacht ! De zachte en vriendelijke deugden van gevoeligheid en menselijkheid, die ik zo zeer waardeer, is hen vreemd.

— *U is wel erg hard ?*

A.S.: Dit is nodig. Bedenk dat er een verband bestaat tussen de economische krachten en hun sociale gevolgen. De kwaliteit van het leven komt niet noodzakelijk voort uit de economische vooruitgang. Ik durf zelfs stellen dat de wilde in zijn naaktheid een beter leven kan hebben dan de arbeider in de industrielanden.

— *De Grauwe zegt dat de morele grond van uw marktsysteem de erkenning is dat de individuen verantwoordelijk zijn voor hun daden.*

A.S.: Dat volstaat niet. Als men alleen winst najaagt, kan dat toch de morele gevoelens korrumperen. De institutionele opbouw van de markteconomie kan leiden tot acties en ambities die op hun beurt kwaadwillige drukingsgroepen doen ontstaan, of misbruik van politieke macht.

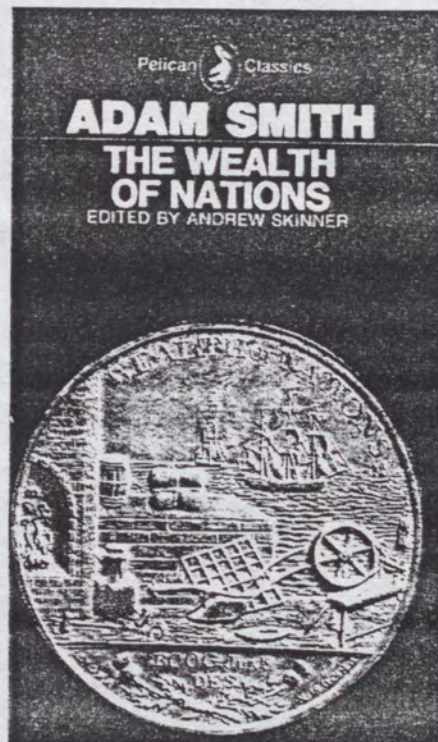
Let wel op : ik verdedig met hart en ziel de vrijheid en de bevrijding. Bevrijding van alle vormen van dwang, bevrijding van de boeien van verouderde instellingen en van dwaze hindernissen die de regering opwerpt tegen de individuele inspanningen. Maar vandaar alle moraal overbodig achten en de spot drijven met wie de mensen beter wil maken is een stap die ik niet wens te zetten.

— *Nog een laatste vraag : steunend op uw autoriteit beweert De Grauwe dat de vrije markteconomie het beste middel is om de werkloosheid op te lossen.*

A.S.: Ik heb altijd voorgehouden dat men van de vrije markt mag afwijken, moet afwijken zelfs, wanneer de tewerkstelling in gevaar is. Dan moet de overheid ingrijpen.

— *Ik dank U voor dit verhelderend en geestrijk gesprek.*

J.T.



mijn tijd ook niet waar geweest zijn ! Moest hij me echt hebben bestudeerd, dan zou hij weten welk belang ik hecht aan de algemene morele gedragsregels die nodig zijn om de egoïstische afwijkingen te verbeteren. Rechtvaardigheid en billijkheid : ziedaar de beginselen van mijn maatschappijvisie, veel meer dan egisme...

— *De Grauwe beweert dat de politiekers en de drukingsgroepen de ganse ekonomie destabiliseren.*

A.S.: Daarin heeft hij gelijk. Politiekers zijn listige beesten !

— *Maar volgens De Grauwe is die nefaste invloed slechts ten volle merkbaar sedert de tweede wereldoorlog ?*

A.S.: Hoor eens, van jullie wereldoorlogen weet ik niets, en evenmin iets van



PROCES-VERBAAL VAN HET POLITIEK BUREAU VAN 12 DECEMBER 1986.

Aanwezige: Pierre Beauvois, Jan Debrouwere, Jos De Geyter, Miel Dullaert  
Daniel Fedrigo, Roel Jacobs, Marcel Levaux, Ludo Loose,  
Jacques Moins, Jacques Nagels, Claude Renard, Jef Turf,  
Louis Van Geyt.M.Couteau, S.Nudelhole.

Verontschuldigd : Robert Dussart, Jules Vercaigne.

[illegible]

1. PROCES-VERBAAL VAN DE SEKRETARIAATSVERGADERINGEN VAN 2 en 9 DECEMBER:

- voor wat de "finalisering" van de resolutie van het C.K. betreft (PV van 2/12, punt 2, 1ste alinea) signaleert ML dat hij niet akkoord is, en dit gaat uiteenzetten bij de behandeling van punt 2.
- op een vraag van J.Turf zal het PB bijkomende informatie geven over de verplaatsingskosten (PV van 9/12-punt 1, 1ste alinea).

2. OPVOLGING VAN DE RESOLUTIE VAN HET C.K.(na Reykjavik) EN INFORMATIE  
OVER EEN RECENT KONTAKT MET DE KPSU.

LVG geeft de hoofdlijnen van de gesprekken die hij te Moskou had en die, naar zijn mening, ons bijkomende elementen verschaffen ter ondersteuning van de prioriteiten vastgelegd tijdens het CK van 29/11 - inbegrepen wat betreft de rol van de kleine en middelgrote Europese landen inzake het deblokken van het Euroraketdossier en het terug lanceren van de vreedzame samenwerking (industriëel, wetenschappelijk, enz...) op pan-Europees vlak, zelfs "in een driehoeksverhouding" (met de Derde Wereld).

Hij onderlijnt de ongekende draagwijdte van de huidige inspanningen van de KPSU op drievoudig vlak :

- de "sociale en democratische modernisering" van het Sovjet-socialisme (cf. o.a. de verspreiding van de wettelijke grondwettelijke rechten, enz... opdat de burgers ze zouden kunnen doen gelden tegenover de praktijken van willekeur) ;
- de verhouding van de Sovjet-Unie tot de wereld en Europa ;
- het "deformaliseren" van het onderzoek en de theoretische debatten, o.m. door een "globaliserende" aanpak van de problemen die tracht om de schematische tegenstelling te overstijgen tussen "de strijd voor de vitale belangen van GANS de mensheid (alle volkeren, alle landen, zelfs staten) te beginnen met de vrede, en "de klassen-strijd"...

Hij signaleert de nieuwe belangstelling die tot uitdrukking komt, in deze optiek, voor de rol en de "specifieke inbreng van de k.p.'s - inbegrepen de kleine" van het kapitalistische deel van Europa.



ML formuleert ondubbelzinnig de richting van zijn desakkoord met de manier waarop de passage van de resolutie van het CK werd gefinaliseerd, rekening houdend met zijn amendement, met betrekking tot de stopzetting van de kernwapenproefnemingen. Hij verruimt zijn reserves tot de overeenstemmende passage in het interview van LVG na zijn gesprekken te Moskou (DR van 11/12), en is van mening dat de stopzetting van de proefnemingen behandeld moet worden als een prioritair objektief. Het PB neemt nota van dit desakkoord en beslist de zaak terug te onderzoeken eenmaal de standpunten bekend zijn van de voornaamste protagonisten na de vervaldag van 31 december.

### 3. POLITIEKE TOESTAND.

Eerste gedachtenwisseling over de nota van LVG en meer bepaald over de notie van "afstand doen van de Staat" (de Belgische meer in het bijzonder) als (zelfs manklopend) middel ter bevordering van de algemene belangen tot ontwikkeling van de maatschappij.

Akkoord om na te denken over een formulering die, op duidelijke en "evolutieve" wijze, rekening houdt met deze relatief nieuwe notie, en de versterking van een reeks functies van de Staat als instrument van tegenoffensief tegen de harde stromingen van het transnationaal kapitalisme.

Akkoord om een studiedag einde januari/begin februari aan deze problematiek te wijden, en ter voorbereiding hiervan zoveel mogelijk de dokumenten-boeken te gebruiken waarop verschillende kameraden de aandacht trokken (bibliographie te vinden in het PV van het sekretariaat van 16/12 - vragen te richten aan AH).

### 4. OPDRACHT LVG-LL OVER EEN NA HET KONGRES GEREZEN GESCHIL.

Na verwijzing naar de eerste etappe van hun opdracht (cf. Politiek Bureau van 10/6/1986,) brengen LVG en LL verslag uit over hun bezoek, begin oktober, aan het FK van Gent-Eeklo-St. Niklaas, en over hun daaropvolgende gesprekken.

Tijdens deze laatste is gebleken, dat JDB had deelgenomen, met leden en niet-leden van het CK uit verscheidene Vlaamse federaties, aan de opmaak van een "ongeruste" ontwerp-bijdrage tot de discussie-tribune vóór het 25ste kongres - ontwerp dat uiteindelijk niet ter publikatie werd voorgesteld.

JDB heeft deze elementen vóór het PB bevestigd, doch gepreciseerd, dat er geenszins sprake was geweest van genoemde ontwerp-bijdrage tijdens zijn door het FK gewraakte ontmoeting met enkele Gentse oud-partijleden. Hij heeft erkend dat zijn participatie aan de opmaak van de ontwerp-bijdrage "in weerwil van de toenmalige omstandigheden" niet-opportuun, ja zelfs verwarrend is gebleken.

Tot besluit was het PB van oordeel, dat het meer bepaald aan de leden van de leidende partij-instanties toekomt, om er bestendig - inbegrepen tijdens de periodes die kongressen voorafgaan - over te waken, dat de konfrontatie van de standpunten geschiedt op een zo regelmatige en zo verhelderende wijze als mogelijk. Dit oordeel geldt zowel voor de hier aangehaalde feiten als voor andere, die ter sprake kwamen tijdens voorgaande bijeenkomsten.

RJ heeft zich niet aangesloten bij dit besluit, omdat hij vreest dat het moeilijk zal blijven, om van iedereen te verkrijgen dat hij er terdege rekening mee houdt.